DOSSIER: AGENCE-2010

RECUEIL DES NOTES TECHNIQUES DÉTAILLÉES

PROJET DE LOI N° 107

(Version sanctionnée)

Loi sur l'Agence du revenu du Québec

TOME

Préparé par la Direction générale
de la législation, des enquêtes et
du registraire des entreprises
Ministère du Revenu
20 décembre 2010

NOTES EXPLICATIVES

Cette loi institue l'Agence du revenu du Québec qui est substituée au ministère du Revenu.

L'Agence a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre ainsi que de lui fournir l'appui nécessaire pour s'acquitter de toute autre responsabilité qui lui est confiée. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe également aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et de redistribution de fonds.

L'Agence est placée sous la responsabilité du ministre du Revenu et est dotée d'un conseil d'administration qui en supervise l'administration. Pour accomplir sa mission, elle exerce les fonctions et les pouvoirs du ministre. Toutefois, le ministre peut donner au conseil d'administration des directives sur des matières qui touchent des questions d'intérêt public ou la politique de collaboration avec des organismes publics centraux offrant certains services gouvernementaux notamment en matière informationnelle ou pourraient toucher les finances publiques.

Cette loi confie au président-directeur général la direction et la gestion de l'Agence. Le président-directeur général exerce, à l'exclusion du conseil d'administration, les fonctions et les pouvoirs confiés au ministre du Revenu à l'endroit de toute personne ou de toute entité ainsi que ceux relatifs à la collecte, à l'utilisation et à la

communication de renseignements concernant toute personne ou toute entité.

L'Agence est autonome et imputable. Elle est dotée d'un cadre de gouvernance et possède tous les pouvoirs propres à l'accomplissement de sa mission. Les employés nommés par l'Agence le sont selon un plan d'effectifs qu'elle établit. L'Agence détermine les normes et barèmes de rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de ces employés conformément aux règles définies par le gouvernement ou, selon le cas, conformément aux autres règles applicables.

Cette loi prévoit également les dispositions financières qui encadrent les activités de l'Agence. Elle institue, en outre, le fonds relatif à l'administration fiscale dont l'objet est de rétribuer les services que l'Agence rend au ministre.

Enfin, cette loi comporte des dispositions modificatives, diverses et transitoires nécessaires à la création de l'Agence et concernant notamment le transfert à l'Agence du personnel du ministère du Revenu. En outre, elle accorde un droit de retour dans la fonction publique à tout employé qui, au moment de son transfert à l'Agence le 31 mars 2011, est un fonctionnaire permanent ou a acquis le statut de temporaire le 31 décembre 2010 ou par la suite dans certaines circonstances.

LOIS MODIFIÉES PAR CETTE LOI :

– Code civil du Québec ;

– Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) ;

– Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ;

– Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ;

– Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) ;

– Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) ;

– Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) ;

– Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14) ;

– Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) ;

– Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34) ;

– Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) ;

– Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2) ;

– Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32) ;

– Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) ;

– Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) ;

– Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) ;

– Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1) ;

– Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1) ;

– Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) ;

– Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7).

DÉCRET MODIFIÉ PAR CETTE LOI :

– Décret n^{o} 430-93 (1993, G.O. 2, 2925), concernant le régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

PROJET DE LOI N° 107

(2010, chapitre 31)

Loi sur l'Agence du revenu du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

CONSTITUTION

• *Constitution.*

1. Est instituée l'« Agence du revenu du Québec ».

• *Désignation.*

Celle-ci peut être désignée sous le nom de « Revenu Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 vise à constituer l'Agence du revenu du Québec et à permettre qu'elle puisse être désignée sous le nom de « Revenu Québec ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Personne morale.*

2. L'Agence est une personne morale, mandataire de l'État.

• *Propriété des biens*

Ses biens font partie du domaine de l'État, mais l'exécution de ses obligations propres peut être poursuivie sur ses biens.

• *Responsabilité*

L'Agence n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom dans l'exécution de ses obligations propres.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2 prévoit que l'Agence est une personne morale et qu'elle agit en tant que mandataire de l'État. Il précise que les biens de l'Agence font partie du domaine de l'État, mais que seule l'exécution de ses obligations propres peut être poursuivie sur les biens qui lui appartiennent. Par ailleurs, il énonce la règle selon laquelle l'Agence n'engage qu'elle-même dans l'exécution de ses obligations propres.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Siège.*

3. L'Agence a son siège sur le territoire de la Ville de Québec à l'endroit qu'elle détermine.

• *Avis.*

Un avis de l'adresse du siège est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Il en est de même de tout déplacement dont il est l'objet.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 3 prévoit que le siège de l'Agence doit être situé sur le territoire de la ville de Québec à l'endroit que l'Agence détermine. Il prévoit, de plus, qu'un avis de l'adresse du siège ou de tout changement d'adresse du siège doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE II

MISSION

• *Agence.*

4. L'Agence a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre ainsi que de lui fournir l'appui nécessaire pour s'acquitter de toute autre responsabilité qui lui est confiée par une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et de redistribution de fonds.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 4 vise à décrire la mission de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 5(1) L.A.R.C. (L.C., 1999, c. 17).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

SECTION I

RESPONSABILITÉS

• *Ministre.*

5. L'Agence est placée sous la responsabilité du ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 5 prévoit que l'Agence est placée sous la responsabilité du ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 6(2) L.A.R.C. (L.C., 1999, c. 17).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Conseil d'administration.*

6. L'Agence est dotée d'un conseil d'administration qui en supervise l'administration. Le conseil d'administration est imputable de ses décisions auprès du gouvernement et le président du conseil est chargé d'en répondre auprès du ministre.

• *Directives.*

Le ministre peut donner au conseil d'administration, par écrit, des directives sur les matières qui, selon le ministre, touchent des questions d'intérêt public ou la politique de collaboration visée au paragraphe 12° du deuxième alinéa de l'article 26 ou pourraient toucher les finances publiques.

• *Approbation.*

Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement et entrent en vigueur le jour de leur approbation. Une fois approuvées, elles lient l'Agence, qui est tenue de s'y conformer.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 6 prévoit que les affaires de l'Agence seront administrées par un conseil d'administration. Celui-ci sera imputable de ses décisions auprès du gouvernement et le président du conseil sera chargé d'en répondre auprès du ministre. Cet article prévoit également que le ministre pourra donner au conseil d'administration des directives sur des matières qui touchent certaines questions. Il vise par ailleurs à faire en sorte que ces directives, une fois approuvées par le gouvernement, lieront l'Agence qui devra s'y conformer.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 40 L.G.S.E. / 11 et 12 L.A.R.C. (L.C., 1999, c. 17).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Exercice des fonctions et pouvoirs.*

7. L'Agence exerce, pour accomplir sa mission, les fonctions et les pouvoirs du ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 7 précise que pour accomplir sa mission l'Agence exerce les fonctions et les pouvoirs du ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Fonctions et pouvoirs du président-directeur général.*

8. Le président-directeur général exerce les fonctions et les pouvoirs du ministre qui sont relatifs à l'application ou à l'exécution de toute loi ou entente ou de tout règlement, décret ou arrêté à l'endroit de toute personne ou de toute entité sujette à cette application ou à cette exécution.

• *Fonctions et pouvoirs du président-directeur général.*

Le président-directeur général exerce également les fonctions et les pouvoirs qui sont relatifs à la collecte, à l'utilisation et à la communication d'un renseignement concernant toute personne ou toute entité et se rapportant à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre ou à toute autre responsabilité qui est confiée à ce dernier par une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente.

• *Autorité et délégation.*

Dans l'exercice de ces fonctions et pouvoirs, le président-directeur général a l'autorité du ministre et il peut en déléguer l'exercice à un autre employé ou à une catégorie d'employés de l'Agence et en autoriser la subdélégation.

• *Restriction.*

Ces fonctions et pouvoirs ne peuvent être exercés que par les employés de l'Agence. Toutefois, le président-directeur général peut autoriser la conclusion d'un contrat visant à retenir les services d'une personne qui n'est pas un employé de l'Agence lorsqu'il le juge nécessaire pour une affaire particulière.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 8 prévoit que les fonctions et pouvoirs du ministre relatifs à l'application des lois à l'endroit de toute personne ou de toute entité seront exercés par le président-directeur général et que celui-ci pourra les déléguer à un employé de l'Agence ou en autoriser la subdélégation. Il prévoit, de plus, que ces fonctions et pouvoirs ne pourront être exercés que par les employés de l'Agence, sous réserve toutefois que le président-directeur général puisse retenir les services d'une personne qui n'est pas un employé de l'Agence lorsqu'il le juge nécessaire pour une affaire particulière.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

SECTION II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

• *Composition.*

9. Le conseil d'administration est composé de 15 membres, dont le président du conseil et le président-directeur général.

• *Cumul des fonctions.*

Les fonctions de président du conseil et de président-directeur général ne peuvent être cumulées.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 9 prévoit que le conseil d'administration est composé de 15 membres, dont le président du conseil et le président-directeur général. De plus, il précise que les fonctions de président du conseil et de président-directeur général ne peuvent être cumulées.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 28 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Restriction.*

10. Une personne ne peut être nommée membre du conseil d'administration ou le demeurer si :

1° elle a été déclarée coupable d'une infraction à l'une des lois prévues à l'article 47 au cours des cinq années précédant sa nomination ou à tout moment durant l'exercice de ses fonctions d'administrateur, dans la mesure où cette infraction est incompatible avec la fonction d'administrateur, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon ;

2° elle n'a pas produit, pour une période, une déclaration ou un rapport qu'elle devait produire en vertu d'une loi fiscale au sens que donne à cette expression l'article 1 de la Loi sur l'administration fiscale (L.R.Q., chapitre M-31) à la date fixée par cette loi fiscale, malgré qu'elle en soit tenue par l'article 39 de la Loi sur l'administration fiscale ;

3° elle est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale au sens que donne à cette expression l'article 1 de la Loi sur l'administration fiscale, à moins qu'elle n'ait conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou que le recouvrement de ce montant ait été légalement suspendu.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 10 prévoit des circonstances qui font en sorte qu'une personne ne pourra être nommée membre du conseil d'administration ou le demeurer si elle a commis une infraction à l'encontre de certaines lois à caractère criminel ou fiscal ou si elle n'est pas en règle avec le fisc.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Membres.*

11. Le gouvernement nomme les membres du conseil d'administration en tenant compte, sauf pour le président du conseil et le président-directeur général, des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 11 prévoit que c'est le gouvernement qui nomme les membres du conseil d'administration en tenant compte, sauf pour le président du conseil et le président-directeur général, des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Parité.*

12. La composition du conseil d'administration doit tendre à une parité entre les hommes et les femmes.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 vise à ce que la composition du conseil d'administration tende à une parité entre les hommes et les femmes.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 43, 1° al. (2) (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE VÉFIFICATEUR GÉNÉRAL (L.R.Q., chapitre V-5.01)

• *Organisme du gouvernement.*

4. Est un organisme du gouvernement, aux fins de la présente loi, tout organisme, autre que ceux mentionnés à l'article 3, qui est institué par une loi, ou en vertu d'une loi, ou par une décision du gouvernement, du Conseil du trésor ou d'un ministre et qui satisfait à l'une des conditions suivantes :

1° tout ou partie de ses crédits de fonctionnement apparaissent sous ce titre, dans le budget de dépenses déposé devant l'Assemblée nationale ;

2° la loi ordonne que son personnel soit nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ;

3° le gouvernement ou un ministre nomme au moins la moitié de ses membres ou administrateurs et au moins la moitié de ses frais de fonctionnement sont assumés directement ou indirectement par le fonds consolidé du revenu ou les autres fonds administrés par un organisme public, ou par les deux à la fois.

• *Organisme du gouvernement.*Est assimilé à un organisme du gouvernement, pour l'application de la présente loi, le curateur public.

_____

1985, c. 38, a. 4; 1989, c. 54, a. 189; 2000, c. 8, a. 239, a. 242.

• *Entreprise du gouvernement.*

5. Est une entreprise du gouvernement, aux fins de la présente loi :

1° tout organisme, autre que ceux mentionnés aux articles 3 et 4, institué par une loi, ou en vertu d'une loi, ou par une décision du gouvernement, du Conseil du trésor, ou d'un ministre et dont au moins la moitié des membres ou administrateurs sont nommés par le gouvernement ou un ministre ;

2° toute société à fonds social, autre qu'un organisme du gouvernement, dont plus de 50 % des actions comportant le droit de vote font partie du domaine de l'État ou sont détenues en propriété par un organisme public, par un organisme du gouvernement ou par une entreprise du gouvernement.

_____

1985, c. 38, a. 5; 1999, c. 40, a. 329.

• *Administrateurs indépendants.*

13. Au moins huit membres du conseil d'administration, dont le président, doivent, de l'avis du gouvernement, se qualifier comme administrateurs indépendants.

• *Qualification.*

Un membre se qualifie comme tel s'il n'a pas, de manière directe ou indirecte, de relations ou d'intérêts, par exemple de nature financière, commerciale, professionnelle ou philanthropique, susceptibles de nuire à la qualité de ses décisions eu égard aux intérêts de l'Agence.

• *Présomption.*

Un administrateur est réputé ne pas être indépendant :

1° s'il est ou a été, au cours des trois années précédant la date de sa nomination, à l'emploi de l'Agence ;

2° s'il est à l'emploi du gouvernement, d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement au sens des articles 4 et 5 de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01) ;

3° si un membre de sa famille immédiate fait partie de la haute direction de l'Agence.

• *Politique.*

Le gouvernement peut adopter une politique concernant des situations qu'il entend examiner pour déterminer si un membre du conseil d'administration se qualifie comme administrateur indépendant. Il peut y préciser le sens qu'il entend donner à l'expression « membre de sa famille immédiate ».

• *Dénonciation.*

Un membre du conseil d'administration nommé à titre d'administrateur indépendant doit dénoncer par écrit au conseil d'administration et au ministre toute situation susceptible d'affecter son statut.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 13 prévoit qu'au moins huit membres du conseil d'administration, dont le président, doivent se qualifier comme administrateurs indépendants et établit diverses règles relatives à l'indépendance des membres du conseil d'administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Qualités requises des membres du conseil d'administration.*

14. Au moins huit membres du conseil d'administration, dont le président du conseil et le président-directeur général, doivent posséder une expérience suffisante, de l'avis du gouvernement, acquise à titre de haut fonctionnaire ou de haut dirigeant d'un ministère, d'un organisme ou d'une entreprise d'un gouvernement.

• *Employés du gouvernement.*

Au moins quatre des membres visés au premier alinéa, autre que le président-directeur général, doivent être à l'emploi d'un ministère, d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement, au sens des articles 4 et 5 de la Loi sur le vérificateur général, à qui des services de perception sont fournis par l'Agence, ou du ministère des Finances, et y occuper un poste de sous-ministre, de sous-ministre adjoint, de sous-ministre associé, de président ou de vice-président. Le cas échéant, tout membre additionnel occupant un tel emploi doit également être d'un ministère, d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement à qui des services de perception sont fournis par l'Agence et y occuper un tel poste.

• *Membres d'un ordre professionnel.*

Le conseil d'administration doit compter deux membres, dont l'un provient des ordres professionnels de comptables mentionnés au Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) et l'autre du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec, qui sont nommés après consultation de ces ordres professionnels.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 14 prévoit des règles concernant la composition du conseil d'administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Mandat du président du conseil.*

15. Le gouvernement nomme le président du conseil pour un mandat d'au plus cinq ans pouvant être renouvelé deux fois à ce titre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 15 prévoit que c'est le gouvernement qui procède à la nomination du président du conseil. Le mandat du président du conseil est d'au plus cinq ans pouvant être renouvelé deux fois à ce titre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 12 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Mandat des membres.*

16. Les membres du conseil d'administration, sauf le président du conseil et le président-directeur général, sont nommés pour des mandats d'au plus quatre ans pouvant être renouvelés deux fois à ce titre.

• *Fonction continuée.*

À l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 16 prévoit que les membres du conseil d'administration, sauf le président du conseil et le président-directeur général, sont nommés pour des mandats d'au plus quatre ans pouvant être renouvelés deux fois à ce titre et qu'ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Vacance.*

17. Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée suivant les règles de nomination prévues à leur égard.

• *Vacance.*

Constitue notamment une vacance l'absence à un nombre déterminé de réunions du conseil d'administration que fixe le règlement intérieur de l'Agence, dans les cas et les circonstances qu'il indique.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 17 établit les règles applicables lorsque survient une vacance parmi les membres du conseil d'administration et précise que constitue une vacance l'absence à un nombre déterminé de réunions du conseil d'administration que fixe le règlement intérieur de l'Agence, dans les cas et les circonstances qu'il indique.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Absence ou empêchement.*

18. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres qui se qualifient comme administrateurs indépendants un vice-président pour remplacer le président du conseil en cas d'absence ou d'empêchement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 18 confère au conseil d'administration le pouvoir de désigner parmi ses membres qui se qualifient comme administrateurs indépendants un vice-président pour remplacer le président du conseil en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Rémunération.*

19. Les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général et ceux visés au deuxième alinéa de l'article 14, sont rémunérés aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

• *Remboursement de dépenses.*

Ils ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 19 établit les règles concernant la rémunération des membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général et ceux visés au deuxième alinéa de l'article 14, et énonce qu'ils ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Président.*

20. Le président du conseil convoque les séances du conseil d'administration, les préside et voit à son bon fonctionnement. Il exerce, en outre, les autres fonctions qui lui sont assignées par le conseil d'administration.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 20 prévoit que le président du conseil convoque les séances du conseil d'administration, les préside et voit à son bon fonctionnement. De plus, le président du conseil exerce les autres fonctions qui lui sont assignées par le conseil d'administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 29 et 30 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Quorum.*

21. Le quorum aux séances du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres, dont le président-directeur général ou le président du conseil.

• *Décisions.*

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents. En cas de partage, la personne qui préside a voix prépondérante.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 21 prévoit que le quorum aux séances du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres, dont le président-directeur général ou le président du conseil et que les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents. Il prévoit, de plus, que la personne qui préside a voix prépondérante en cas de partage des voix.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 29, 1° al. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Renonciation à l'avis*

22. Les membres du conseil d'administration peuvent renoncer à l'avis de convocation à une réunion du conseil. Leur seule présence équivaut à une renonciation à l'avis de convocation, à moins qu'ils ne soient là pour contester la régularité de la convocation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 22 vise à permettre aux membres du conseil d'administration de renoncer à l'avis de convocation à une réunion du conseil. Il prévoit, de plus, que leur seule présence équivaut à une renonciation à l'avis de convocation, à moins qu'ils ne soient là pour contester la régularité de la convocation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Participation à distance.*

23. Les membres du conseil d'administration peuvent, si tous sont d'accord, participer à une réunion du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 23 permet aux membres du conseil d'administration, s'ils sont tous d'accord, de participer à une réunion du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Résolution écrite.*

24. Les résolutions écrites, signées par tous les membres du conseil d'administration habiles à voter, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 24 prévoit que les résolutions écrites qui sont signées par tous les membres du conseil d'administration habiles à voter ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Conflits d'intérêts.*

25. Le président-directeur général ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise, une association ou relativement à une affaire quelconque mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Agence. Si un tel intérêt lui échoit, notamment par succession ou donation, il doit y renoncer ou en disposer avec diligence.

• *Dénonciation.*

Tout autre membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise, une association ou relativement à une affaire quelconque qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Agence doit, sous peine de révocation, le dénoncer par écrit au ministre et au président du conseil et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur cet organisme, cette entreprise, cette association ou cette affaire. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 énonce les règles applicables en cas de conflit d'intérêts entre l'intérêt personnel du président-directeur général et celui de l'Agence ainsi qu'entre l'intérêt personnel de tout autre membre du conseil d'administration et celui de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 9, 1er al. et 2e al. L.G.S.E.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Orientations stratégiques.*

26. Le conseil d'administration établit les orientations stratégiques de l'Agence, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante.

• *Fonctions.*

À ces fins, le conseil d'administration exerce notamment les fonctions suivantes :

1° adopter le plan stratégique et approuver la déclaration de services aux citoyens et aux entreprises ;

2° approuver le plan d'immobilisation, les états financiers, le rapport annuel de gestion et le budget annuel de l'Agence ;

3° approuver le niveau et le plan d'effectifs ;

4° approuver les règles de gouvernance de l'Agence ;

5° approuver le code d'éthique et de déontologie applicable aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants et aux employés de l'Agence, sous réserve d'un règlement pris en vertu des articles 3.0.1 et 3.0.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) ;

6° approuver les profils de compétence et d'expérience relatifs à la nomination des membres du conseil d'administration ;

7° approuver les critères d'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration ;

8° établir les politiques d'encadrement de la gestion des risques associés à la conduite des affaires de l'Agence ;

9° s'assurer que les comités du conseil d'administration exercent adéquatement leurs fonctions ;

10° approuver, conformément à l'article 42, les politiques de ressources humaines ainsi que les normes et barèmes de rémunération incluant une politique de rémunération variable, le cas échéant, et les autres conditions de travail des employés nommés par l'Agence ; ces conditions de travail comprennent, pour un employé qui n'est pas régi par une convention collective, un recours à l'encontre d'une décision rendue à son égard et portant sur une condition de travail, autre que la classification, la dotation ou l'évaluation, ou portant sur son congédiement ou sur une autre mesure disciplinaire, sauf si un recours est prévu par la présente loi ;

11° approuver le plan d'investissement en technologie de l'information et une politique portant sur la sécurité et la gestion des ressources informationnelles ;

12° établir la politique de collaboration avec les organismes offrant des services gouvernementaux en matière d'utilisation optimale des technologies de l'information, de prestation électronique de services et de services partagés ;

13° adopter des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de l'Agence incluant l'étalonnage avec des entreprises similaires ;

14° déterminer les délégations et subdélégations de pouvoir et de signature dans les matières relevant de ses attributions.

• *Rapport au ministre.*

Le conseil d'administration fait également rapport au ministre sur toute question que ce dernier lui soumet et lui fait des

recommandations quant à l'utilisation efficace des ressources de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 26 détermine les fonctions du conseil d'administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 15 L.G.S.E.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Évaluation de l'intégrité.*

27. Le conseil d'administration doit évaluer l'intégrité des contrôles internes, des contrôles de la divulgation de l'information ainsi que des systèmes d'information et approuver une politique de divulgation financière.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 27 impose au conseil d'administration le devoir d'évaluer l'intégrité des contrôles internes, des contrôles de divulgation de l'information et des systèmes d'information ainsi que l'obligation d'approuver une politique de divulgation financière.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 17 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Code d'éthique.*

28. L'Agence doit rendre public le code d'éthique et de déontologie visé au paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 26.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 28 oblige l'Agence à rendre public le code d'éthique et de déontologie applicable aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants et aux employés de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 37 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Politique de rémunération variable.*

29. L'Agence soumet à l'approbation du gouvernement la politique de rémunération variable visée au paragraphe 10° du deuxième alinéa de l'article 26.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 29 oblige l'Agence à soumettre à l'approbation du gouvernement la politique de rémunération variable des employés nommés par l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 16 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT (L.R.Q., chapitre G-1.02)

SECTION II

COMITÉ DE GOUVERNANCE ET D'ÉTHIQUE

• *Fonctions.*

22. Le comité de gouvernance et d'éthique a notamment pour fonctions :

1° d'élaborer des règles de gouvernance et un code d'éthique pour la conduite des affaires de la société ;

2° d'élaborer un code d'éthique applicable aux membres du conseil d'administration, aux dirigeants nommés par la société et aux employés de celle-ci et de ses filiales en propriété exclusive, sous réserve des dispositions d'un règlement pris en vertu des articles 3.0.1 et 3.0.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) et sous réserve de la Loi sur la fonction publique lorsque celles-ci s'appliquent ;

3° d'élaborer des profils de compétence et d'expérience pour la nomination des membres du conseil d'administration, à l'exception du président du conseil et du président-directeur général; ces profils doivent inclure une expérience de gestion pertinente à la fonction ;

4° d'élaborer les critères d'évaluation des membres du conseil d'administration ;

5° d'élaborer des critères pour l'évaluation du fonctionnement du conseil ;

6° d'élaborer un programme d'accueil et de formation continue pour les membres du conseil d'administration.

• *Critères.*Le comité effectue l'évaluation visée au paragraphe 5° conformément aux critères approuvés par le conseil d'administration.

_____

2006, c. 59, a. 22.

SECTION III

COMITÉ DE vérification

• *Composition.*

23. Le comité de vérification doit compter parmi ses membres des personnes ayant une compétence en matière comptable ou financière.

• *Membre d'un ordre professionnel.*Au moins un des membres du comité doit être membre de l'un des ordres professionnels de comptables mentionnés au Code des professions (chapitre C-26).

_____

2006, c. 59, a. 23.

• *Fonctions.*

24. Le comité de vérification a notamment pour fonctions :

1° d'approuver le plan annuel de vérification interne ;

2° de s'assurer qu'un plan visant une utilisation optimale des ressources de la société soit mis en place et d'en assurer le suivi ;

3° de veiller à ce que des mécanismes de contrôle interne soient mis en place et de s'assurer qu'ils soient adéquats et efficaces ;

4° de s'assurer que soit mis en place un processus de gestion des risques ;

5° de réviser toute activité susceptible de nuire à la bonne situation financière de la société et qui est portée à son attention par le vérificateur interne ou un dirigeant ;

6° d'examiner les états financiers avec le vérificateur général et le vérificateur externe nommé par le gouvernement ;

7° de recommander au conseil d'administration l'approbation des états financiers.

_____
2006, c. 59, a. 24.

• *Avis.*

25. Le comité de vérification doit aviser par écrit le conseil d'administration dès qu'il découvre des opérations ou des pratiques de gestion qui ne sont pas saines ou qui ne sont pas conformes aux lois, aux règlements ou aux politiques de la société ou de ses filiales en propriété exclusive.

_____
2006, c. 59, a. 25.

• *Direction de la vérification interne.*

26. Les activités de la direction de la vérification interne s'exercent sous l'autorité du comité de vérification.

• *Lien hiérarchique.*Le responsable de la vérification interne relève administrativement du président-directeur général.

_____
2006, c. 59, a. 26.

SECTION IV

COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

• *Fonctions.*

27. Le comité des ressources humaines a notamment pour fonctions :

1° de s'assurer de la mise en place des politiques concernant les ressources humaines, sous réserve de la Loi sur la fonction publique lorsque celle-ci s'applique ;

2° d'élaborer et de proposer un profil de compétence et d'expérience pour la nomination du président-directeur général ;

3° d'élaborer et de proposer les critères d'évaluation du président-directeur général, et de faire des recommandations au conseil concernant la rémunération de celui-ci, à l'intérieur des paramètres fixés par le gouvernement ;

4° de contribuer à la sélection des dirigeants ;

5° d'établir un programme de planification de la relève des dirigeants nommés par la société.

_____

2006, c. 59, a. 27.

• *Comités.*

30. Le conseil d'administration doit constituer les comités suivants :

1° un comité de gouvernance et d'éthique ;

2° un comité de vérification dont l'un des membres doit être membre de l'un des ordres professionnels de comptables mentionnés au Code des professions ;

3° un comité des ressources humaines.

• *Autres comités.*

Le conseil d'administration peut aussi constituer tout autre comité pour l'étude de questions particulières relatives à ses attributions.

• *Réunion.*

Le président du conseil peut participer à toute réunion d'un comité.

• *Fonctions des comités.*

Les fonctions d'un comité visé au premier alinéa sont les fonctions prévues aux articles 22 à 27 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (L.R.Q., chapitre G-1.02) à l'égard d'un tel comité, compte tenu des adaptations nécessaires.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 30 prévoit l'obligation pour le conseil d'administration de constituer un comité de gouvernance et d'éthique, un comité de vérification et un comité des ressources humaines, afin d'assurer le

bon fonctionnement de l'Agence. Il peut également constituer tout autre comité pour l'étude de questions particulières relatives à ses attributions. De plus, le président du conseil peut participer à toute réunion d'un comité. Quant aux fonctions de ces trois comités, ce sont celles prévues aux articles 22 à 27 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 19, 20 et 21 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Exercice interdit.*

31. Le conseil d'administration ou l'un de ses membres, autre que le président-directeur général, ne peut exercer les fonctions et pouvoirs mentionnés à l'article 8.

• *Interdiction de communiquer.*

Ne peut être communiqué au conseil d'administration ou à l'un de ses membres, autre que le président-directeur général, un renseignement qui, même indirectement, révèle l'identité d'une personne ou d'une entité qui est sujette à l'application ou à l'exécution d'une loi dont la responsabilité est confiée au ministre ou d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté ou d'une entente qui confie une responsabilité au ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 31 vise à prévoir que le conseil d'administration ne pourra intervenir en matière d'application ou d'exécution des lois confiées au ministre du Revenu et à empêcher que soient communiqués au conseil d'administration ou à l'un de ses membres, autre que le président-directeur général, des renseignements qui révèleraient l'identité d'une personne ou d'une entité.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Signature requise.*

32. Sous réserve des articles 39 et 40, nul acte, document ou écrit n'engage le ministre ou l'Agence, ni ne peut leur être attribué, s'il n'est signé par une personne autorisée par un règlement du conseil d'administration.

• *Fac-similé.*

Un tel règlement peut permettre qu'un fac-similé de la signature d'une personne mentionnée au premier alinéa soit apposé sur les documents qu'il détermine. Un tel fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 32 énonce que nul acte, document ou écrit n'engage le ministre ou l'Agence, ni ne peut leur être attribué, s'il n'est signé par une personne autorisée par un règlement du conseil d'administration. Il prévoit, de plus, qu'un tel règlement peut permettre l'emploi du fac-similé.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

SECTION III

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

• *Direction et gestion.*

33. Le président-directeur général est chargé de la direction et de la gestion de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 33 confie au président-directeur général la direction et la gestion de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 31, 1° al. L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Nomination par le gouvernement.*

34. Le gouvernement nomme le président-directeur général et, pour l'assister, des vice-présidents au nombre qu'il fixe.

• *Mandat.*

La durée de leur mandat est d'au plus cinq ans. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

• *Temps plein*

Ils exercent leurs fonctions à temps plein.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 34 confère au gouvernement le pouvoir de nommer le président-directeur général et, pour l'assister, des vice-présidents au nombre qu'il fixe. La durée de leur mandat est d'au plus cinq ans et à l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau. Ils exercent leurs fonctions à temps plein.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Rémunération.*

35. Le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général et des vice-présidents.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 35 confère au gouvernement le pouvoir de déterminer la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général et des vice-présidents.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *« Président et chef de la direction ».*

36. Le président-directeur général peut également être désigné sous le titre de « président et chef de la direction ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 36 vise à permettre que le président-directeur général puisse être désigné également sous le titre de « président et chef de la direction ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 33 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Absence ou empêchement.*

37. En cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur général, le ministre peut désigner un vice-président pour agir en lieu et place du président-directeur général.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 37 confère au ministre le pouvoir de désigner un vice-président pour agir en lieu et place du président-directeur général en cas d'absence ou d'empêchement d'agir de ce dernier.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Désignation du vice-président.*

38. Le président-directeur général désigne un vice-président pour agir à titre de dirigeant principal de l'information.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 38 prévoit que le président-directeur général désignera un vice-président pour agir à titre de dirigeant principal de l'information.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Autorité de président-directeur général.*

39. La signature du président-directeur général donne force et autorité à tout document du ressort de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 39 confère à tout document du ressort de l'Agence, qui comporte la signature du président-directeur général, force et autorité.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU (L.R.Q., chapitre M-31)

• *Signature obligatoire*

7. Sous réserve du troisième alinéa, nul acte, document ou écrit n'engage le ministère du Revenu ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire autorisé par règlement.

• *Fac-similé.*

Ce règlement peut permettre qu'un fac-similé de la signature du ministre, du sous-ministre ou de ce fonctionnaire soit apposé sur les documents qu'il détermine. Un tel fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

• *Avis attribuable au ministre.*

Un avis de cotisation ou un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, établi en vertu d'une loi fiscale et ne portant aucune signature, est valide, engage le ministère du Revenu et est attribuable au ministre de la même façon que s'il était signé par lui, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.

_____

1972, c. 22, a. 7; 1978, c. 25, a. 2; 1982, c. 38, a. 20; 1998, c. 16, a. 299; 2004, c. 4, a. 17.

• *Règlements.*

97. Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

• *Rétroactivité.*

Un tel règlement peut aussi, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à une période antérieure à sa publication.

_____

1972, c. 22, a. 96; 1975, c. 20, a. 2; 1991, c. 67, a. 607; 1995, c. 36, a. 18; 1995, c. 63, a. 278.

• *Signature requise.*

40. À l'égard des fonctions et pouvoirs confiés au ministre et qui sont visés à l'article 8, nul acte, document ou écrit n'engage le ministre ou l'Agence, ni ne peut leur être attribué, s'il n'est signé par le ministre, le président-directeur général, un vice-président ou par l'un des autres employés de l'Agence, mais dans ce dernier cas uniquement dans la mesure déterminée par règlement du ministre.

• *Fac-similé.*

Un tel règlement peut permettre qu'un fac-similé de la signature d'une personne mentionnée au premier alinéa soit apposé sur les documents qu'il détermine. Un tel fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

• *Règlement.*

Le règlement du ministre entre en vigueur à la date de son édiction ou à toute date ultérieure qu'il indique. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

• *Rétroactivité.*

Un tel règlement du ministre peut aussi, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à une période antérieure à sa publication.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 40 prévoit, à l'égard des fonctions et pouvoirs confiés au ministre et qui sont visés à l'article 8, qu'un document engage le ministre ou l'Agence et ne peut lui être attribué seulement si ce document est signé par le ministre,

le président-directeur général, un vice-président ou par l'un des autres employés de l'Agence déterminé par règlement du ministre.

Le deuxième alinéa vise à permettre qu'une signature du ministre, du président-directeur général, du vice-président ou d'un employé de l'Agence autorisé soit apposée au moyen d'un fac-similé.

Le troisième alinéa prévoit qu'un tel règlement doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le quatrième alinéa vise à permettre qu'un tel règlement puisse s'appliquer à une période antérieure à sa publication.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 7 et 97 L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Copie authentique.*

8. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère du Revenu, certifiée conforme par un fonctionnaire autorisé par règlement ou par une personne autorisée à signer le document en vertu du premier alinéa de l'article 7, est authentique et a la même valeur que l'original.

_____

1972, c. 22, a. 8; 1983, c. 20, a. 9; 1998, c. 16, a. 299.

• *Document authentique.*

41. Un document ou une copie d'un document provenant de l'Agence ou faisant partie de ses archives est authentique s'il est signé ou certifié conforme par un employé autorisé de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 41 prévoit qu'un document ou une copie d'un document qui provient de l'Agence ou qui fait partie de ses archives est authentique s'il est signé ou certifié conforme par un employé autorisé de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 8 L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS

LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC (L.R.Q., chapitre r-8.2)

CHAPITRE IV

CONVENTION COLLECTIVES DANS LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

• *Dispositions applicables.*

75. Les stipulations d'une convention collective liant une association de salariés et un organisme gouvernemental sont négociées et agréées suivant les dispositions du présent chapitre.

_____
1985, c. 12, a. 75.

• *Pouvoir de retrancher ou d'ajouter un organisme.*

76. Le gouvernement peut retrancher de l'annexe C un organisme qui y figure, y ajouter tout organisme qu'il a retranché ou tout autre organisme. Il peut également ajouter ou retrancher une filiale de tout organisme qu'il désigne.

_____
1985, c. 12, a. 76.

• *Agent-négociateur.*

77. Une association de salariés négocie et agrée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations d'une convention collective la liant à un organisme gouvernemental.

_____
1985, c. 12, a. 77.

• *Politique de rémunération.*

78. Avant d'entreprendre avec une association de salariés la négociation d'une convention collective, un organisme gouvernemental soumet au ministre responsable un projet établissant les paramètres généraux d'une politique de rémunération et de conditions de travail.

• *Approbation.*

Le ministre soumet ce projet pour approbation au Conseil du trésor qui détermine, en collaboration avec celui-ci et l'organisme, les modalités selon lesquelles est assuré le suivi du déroulement des négociations.

_____
1985, c. 12, a. 78.

• *Organisme lié.*

79. La politique de rémunération et de conditions de travail approuvée avec ou sans modification par le Conseil du trésor et les modalités déterminées pour le suivi du déroulement des négociations lient l'organisme qui est tenu de s'y conformer.

_____
1985, c. 12, a. 79.

TEXTE ACTUEL

• *Pouvoirs.*

80. Un organisme gouvernemental négocie, agrée et signe une convention collective dans le cadre défini en application des articles 78 et 79.

_____
1985, c. 12, a. 80.

SECTION IV

RESSOURCES HUMAINES

• *Nomination du personnel.*

42. Les employés nommés par l'Agence le sont selon le plan d'effectifs qu'elle établit.

• *Conditions de travail.*

Sous réserve du troisième alinéa, l'Agence détermine les normes et barèmes de rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de ses employés, conformément aux conditions définies par le gouvernement.

• *Convention collective.*

L'Agence négocie et agrée les stipulations d'une convention collective la liant à une association de salariés suivant les dispositions du chapitre IV de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 42 établit les règles qui régissent la nomination des employés de l'Agence ainsi que leurs conditions de travail. C'est l'Agence qui les nomme selon le plan d'effectifs qu'elle établit et c'est également l'Agence qui détermine leurs conditions de travail conformément aux conditions définies par le gouvernement.

Lorsque l'Agence négocie et agrée les stipulations d'une convention collective, cet article prévoit qu'elle doit respecter les dispositions du chapitre IV de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / chapitre IV L.N.C.C.S.P. (L.R.Q., c. R-8.2).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Mode d'organisation des ressources humaines.*

43. L'Agence institue un mode d'organisation des ressources humaines destiné à favoriser :

1° l'efficience de l'Agence ainsi que l'utilisation et le développement des ressources humaines d'une façon optimale ;

2° l'exercice des pouvoirs de gestion des ressources humaines le plus près possible des personnes intéressées et l'application d'un régime selon lequel la personne investie de ces pouvoirs de gestion doit en rendre compte, compte tenu des moyens mis à sa disposition ;

3° l'égalité d'accès de tous les citoyens à un emploi au sein de l'Agence ;

4° l'impartialité et l'équité des décisions affectant les employés ;

5° la compétence des personnes en matière de recrutement, de promotion et d'évaluation ;

6° une contribution optimale des diverses composantes de la société québécoise.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 43 fait en sorte que l'Agence devra, dans l'institution de son mode d'organisation des ressources humaines, favoriser les valeurs qui y sont énumérées.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Devoirs d'un employé.*

44. L'employé de l'Agence doit exercer ses fonctions dans l'intérêt public, avec loyauté, honnêteté, impartialité et au mieux de sa compétence. Il est tenu de traiter le public avec égards et diligence.

• *Prohibition.*

Il ne peut accepter une somme d'argent ou une autre considération pour l'exercice de ses fonctions en plus de ce qui lui est alloué à cette fin suivant la présente loi.

• *Prohibition.*

Il ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter, en sa qualité d'employé de l'Agence, une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne ni utiliser à son profit un bien de l'Agence ou une information qu'il obtient en sa qualité d'employé de celle-ci.

• *Conflit d'intérêt.*

Il ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de ses fonctions.

• *Renonciation.*

Si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, il doit y renoncer ou en disposer avec toute la diligence possible.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 44 vise à prévoir des règles d'éthique et de déontologie applicables aux employés de l'Agence en matière notamment de loyauté, d'honnêteté, d'impartialité et de conflit d'intérêts.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Discrétion.*

45. Sous réserve des dispositions relatives à la protection des renseignements confidentiels, l'employé de l'Agence est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 45 établit une autre règle d'éthique et de déontologie applicable aux employés de l'Agence en matière de discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Neutralité politique.*

46. Un employé de l'Agence doit faire preuve de neutralité politique dans l'exercice de ses fonctions et de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.

• *Membre d'un parti politique.*

Rien dans la présente loi n'interdit à un employé de l'Agence d'être membre d'un parti politique, d'assister à une réunion politique ou de verser, conformément à la loi, une contribution à un parti politique, à une instance d'un parti politique ou à un candidat à une élection.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 46 énonce des règles d'éthique et de déontologie applicables aux employés de l'Agence concernant notamment la neutralité politique, la manifestation publique des opinions politiques et le fait d'être membre d'un parti politique.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU (L.R.Q., chapitre M-31)

• *Nomination des fonctionnaires et employés.*

5. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère du Revenu, dont le registraire des entreprises, sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

• *Opposition du sous-ministre.*

Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le sous-ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi du ministère du Revenu soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), à la Loi sur les stupéfiants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre N-1) ou à la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

• *Décision motivée.*

Le sous-ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'au président du Conseil du trésor si un concours a été tenu.

• *Appel à la Commission de la fonction publique.*

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du sous-ministre peut interjeter appel devant la Commission de la fonction publique par une demande écrite qui doit être reçue à la Commission dans les 30 jours de l'expédition de la décision. La Commission entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné compétence en cette matière à une autre personne conformément à l'article 70 de la Loi sur la fonction publique.

_____

1972, c. 22, a. 5; 1978, c. 15, a. 140; 1982, c. 38, a. 19; 1983, c. 55, a. 145; 1990, c. 4, a. 586; 1996, c. 35, a. 19; 1997, c. 3, a. 78; 1998, c. 16, a. 263; 2000, c. 8, a. 242; 2006, c. 38, a. 42

• *Refus du président-directeur général.*

47. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le président-directeur général peut refuser qu'un emploi de l'Agence soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable d'une infraction à l'une des lois suivantes, dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon :

1° une loi fiscale, au sens que donne à cette expression l'article 1 de la Loi sur l'administration fiscale ;

2° une loi du Parlement du Canada ou d'une autre province qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit de cette nature ;

3° le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) ;

4° la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27) ;

5° la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (Lois du Canada, 1996, chapitre 19).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 47 vise à permettre au président-directeur général de refuser qu'un emploi de l'Agence soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable

d'une infraction à l'une des lois prévues, dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 5, 2° al. L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU (L.R.Q., chapitre M-31)

• *Devoirs des fonctionnaires et employés.*

6. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère du Revenu, non expressément définis par la loi ou par le gouvernement, sont déterminés par le ministre.

• *Permission expresse du ministre.*

Nul fonctionnaire ou employé du ministère du Revenu ne doit, sans la permission expresse du ministre, effectuer un travail lucratif ni exercer un autre emploi ou remplir une charge rémunérée qui ne font pas partie de ses devoirs déterminés en vertu de l'alinéa précédent.

• *Conflit d'intérêt.*

La permission visée au deuxième alinéa peut être donnée s'il est démontré à la satisfaction du ministre que ce travail, cet emploi ou cette charge ne sont pas susceptibles d'entraîner un conflit d'intérêt ou d'être incompatibles avec les devoirs visés au premier alinéa.

• *Décision écrite.*

La décision du ministre peut être prise et communiquée par écrit au fonctionnaire ou à l'employé dans un délai raisonnable.

_____

1972, c. 22, a. 6; 1998, c. 16, a. 299.

• *Permission expresse du président-directeur général.*

48. Un employé nommé par l'Agence ne peut, sans la permission expresse du président-directeur général, effectuer un travail lucratif ni exercer un emploi ou remplir une charge rémunérée qui ne fait pas partie de ses fonctions au sein de l'Agence.

• *Conflit d'intérêts.*

Cette permission est donnée s'il est démontré que ce travail, cet emploi ou cette charge n'est pas susceptible d'entraîner un conflit entre l'intérêt personnel de l'employé et ses fonctions au sein de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 48 vise à faire en sorte qu'un employé nommé par l'Agence ne puisse effectuer, sans la permission expresse du président-directeur général, un travail lucratif ou exercer un emploi ou remplir une charge rémunérée qui ne fait pas partie de ses fonctions au sein de l'Agence. Cet employé peut obtenir la permission du président-directeur général s'il est démontré que ce travail, cet emploi ou cette charge n'est pas susceptible d'entraîner un conflit entre l'intérêt personnel de l'employé et ses fonctions au sein de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 6, 2° et 3° al. L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Dépense assumée par l'Agence.*

49. Si un membre du conseil d'administration, le président-directeur général, un vice-président ou tout autre employé de l'Agence est poursuivi en justice par un tiers pour un acte qu'il a posé ou omis de poser dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence prend fait et cause pour une telle personne sauf si cette dernière a commis une faute lourde.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 49 confère à un membre du conseil d'administration, au président-directeur général, à un vice-président ou à tout autre employé de l'Agence poursuivi en justice par un tiers pour un acte qu'il a posé ou omis de poser dans l'exercice de ses fonctions, le droit que l'Agence prenne fait et cause pour lui, sauf s'il a commis une faute lourde.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 32 L.F.P. (L.R.Q., c. F-3.1.1) et 10, 1° al. L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

CODE DU TRAVAIL (L.R.Q., chapitre C-27)

• *Demande au Conseil.*

111.15.1. À défaut d'une entente visée à l'article 69 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), une partie peut demander au Conseil de désigner une personne pour les aider à conclure une telle entente ou de déterminer lui-même les services essentiels à maintenir en cas de grève ainsi que la façon de les maintenir. La partie demanderesse doit en aviser sans délai l'autre partie.

• *Information et séance.*

Après l'envoi d'une telle demande, les parties doivent transmettre sans délai au Conseil toute information pertinente aux services essentiels à maintenir et assister, le cas échéant, à toute séance à laquelle le Conseil les convoque.

_____

2001, c. 26, a. 61.

• *Désignation d'une personne.*

111.15.2. Sur réception d'une demande en vertu de l'article 111.15.1, le Conseil peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une des parties, désigner une personne pour les aider à conclure une entente.

• *Détermination des services à maintenir.*

Le Conseil peut aussi, en tout temps après réception d'une telle demande, déterminer les services essentiels à maintenir en cas de grève ainsi que la façon de les maintenir. Il peut aussi en tout temps, à la demande de l'une des parties, modifier la décision qu'il a ainsi prise.

_____

2001, c. 26, a. 61.

• *Grève ou lock-out illégaux.*

142. Quiconque déclare ou provoque une grève ou un lock-out contrairement aux dispositions du présent code, ou y participe, est passible pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève ou ce lock-out existe, d'une amende :

1° de 25 $ à 100 $, s'il s'agit d'un salarié ;

2° de 1 000 $ à 10 000 $, s'il s'agit d'un dirigeant ou employé d'une association de salariés, ou d'un administrateur, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'un employeur ;

3° de 5 000 $ à 50 000 $, s'il s'agit d'un employeur, d'une association de salariés ou d'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés.

_____

S. R. 1964, c. 141, a. 124; 1982, c. 37, a. 17.

• *Infraction et peine.*

146.2. Une association de salariés ou un employeur qui contrevient à une entente ou à une liste visées aux articles 111.0.18, 111.10, 111.10.1, 111.10.3, 111.10.5, 111.10.7 ou encore à une entente ou à une décision visée à l'article 111.15.3, ou une association de salariés qui ne prend pas les moyens appropriés pour amener les salariés qu'elle représente à se conformer à cette entente ou à cette liste ou encore à cette entente ou à cette décision commet une infraction et est passible d'une amende de 1 000 $ à 10 000 $ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

_____

1982, c. 37, a. 19; 1985, c. 12, a. 95; 2001, c. 26, a. 68.

• *Grève interdite.*

50. La grève est interdite à tout groupe d'employés de l'Agence, à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par une entente préalable entre les parties ou, à défaut d'entente, par une décision du Conseil des services essentiels constitué par le Code du travail.

• *Code du travail.*

Les articles 111.15.1 et 111.15.2 du Code du travail s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque les parties ne peuvent conclure seules une entente.

• *Copie au Conseil des services essentiels.*

L'Agence transmet sans délai au Conseil des services essentiels une copie de toute entente intervenue en vertu du présent article.

• *Dérogation interdite.*

Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une décision visée au présent article.

• *Infraction.*

En cas d'infraction au premier ou au troisième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 142 du Code du travail.

• *Infraction.*

En cas d'infraction au quatrième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 146.2 du Code du travail.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 50 vise à interdire la grève à tout groupe d'employés de l'Agence, à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par une entente préalable entre les parties ou, à défaut d'entente, par une décision du Conseil des services essentiels constitué par le Code du travail. Il rend applicables les articles 111.15.1 et 111.15.2 du Code du travail, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque les parties ne peuvent conclure seules une entente. Il prévoit que toute dérogation à une telle entente est interdite. En cas d'infraction, des dispositions pénales prévues aux articles 142 et 146.2 du Code du travail sont applicables.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 69, 1° al. L.F.P. (L.R.Q., c. F-3.1.1) et 111.15.1, 111.15.2, 142 et 146.2 C.T. (L.R.Q., c. C-27).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU (L.R.Q., chapitre M-31)

• *Produit ou service.*

9.0.7. Le ministre peut fournir un produit ou un service lié au savoir-faire du ministère du Revenu. Un tel produit ou un tel service peut être fourni à titre onéreux.

2005, c. 2, a. 1.

SECTION V

AUTRES POUVOIRS

• *Services, produits ou biens.*

51. L'Agence peut fournir des services de perception ou tout autre service, produit ou bien liés à son savoir-faire et à sa mission.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 51 confère à l'Agence le pouvoir de fournir des services de perception ou tout autre service, produit ou bien liés à son savoir-faire et à sa mission.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 9.0.7 L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Délégation de pouvoirs.*

52. Le gouvernement peut confier au ministre du Revenu, dans la mesure qu'il indique, le pouvoir d'exercer un pouvoir de vérification, d'inspection ou d'enquête prévu dans une loi dont l'application est de la responsabilité d'un autre ministre.

• *Entente.*

Une entente prévoit les conditions et modalités d'exercice du pouvoir ainsi confié.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 52 fait en sorte que le gouvernement pourra confier au ministre du Revenu, dans la mesure qu'il indique, le pouvoir d'exercer un pouvoir de vérification, d'inspection ou d'enquête prévu dans une loi dont l'application est de la responsabilité du ministre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Entente hors Québec.*

53. L'Agence peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 53 confère à l'Agence le pouvoir de conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

• *Prévisions budgétaires.*

54. L'Agence soumet chaque année au ministre ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant, selon la forme, la teneur et la périodicité que ce dernier détermine.

• *Approbation.*

Ces prévisions sont soumises à l'approbation du gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 54 oblige l'Agence à soumettre à chaque année au ministre ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant, selon la forme, la teneur et la périodicité que le gouvernement détermine. De plus, ces prévisions doivent être soumises à l'approbation du gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Financement des activités.*

55. L'Agence finance ses activités par les revenus suivants :

1° les sommes constituant sa rétribution en application des articles 56 et 57 ;

2° les autres sommes auxquelles le ministre ou elle-même ont droit conformément à une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente en contrepartie des services rendus par l'Agence ;

3° les frais prévus aux articles 12.0.3.1 et 12.1 de la Loi sur l'administration fiscale ;

4° la compensation financière versée par le gouvernement du Canada conformément à un accord conclu en vertu de l'article 9.0.1 de la Loi sur l'administration fiscale.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 55 prévoit le mode de financement des activités de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Constitution du Fonds*

56. Est institué au ministère des Finances le « fonds relatif à l'administration fiscale » dont l'objet est de rétribuer, sauf dans les cas où une rétribution est autrement prévue, les services visés à l'article 4 que l'Agence rend au ministre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 56 vise à créer le fonds relatif à l'administration fiscale dont l'objet est de rétribuer les services que l'Agence rend au ministre, sauf si une rétribution est autrement prévue.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Sommes versées au Fonds.*

57. L'Agence verse au fonds, à même les sommes qu'elle perçoit pour le ministre en application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), les sommes que fixe le gouvernement sur recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre, aux dates et selon les modalités déterminées par le gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 57 prévoit que l'Agence verse au fonds relatif à l'administration fiscale, à même les sommes qu'elle perçoit pour le ministre en application de la Loi sur les impôts, les sommes que fixe le gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Modalités et conditions.*

58. Le gouvernement détermine, sur recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre, les modalités et les conditions des versements du fonds destinés à l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 58 confère au gouvernement le pouvoir de déterminer, sur recommandation du ministre des Finances et du ministre du Revenu, la rétribution financière qui sera consentie à l'Agence ainsi que d'établir les modalités et les conditions des versements du fonds destinés à l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Gestion des sommes.*

59. La gestion des sommes constituant le fonds est confiée au ministre des Finances. Celles-ci sont versées à son crédit et sont déposées auprès des institutions financières qu'il désigne.

• *Comptabilité.*

La comptabilité du fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par l'Agence. Celle-ci s'assure que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 59 confie au ministre des Finances la gestion des sommes constituant le fonds relatif à l'administration fiscale et prévoit que c'est l'Agence qui s'occupe de la tenue de la comptabilité de ce fonds spécial.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 50 L.A.F. (L.R.Q. c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Emprunt.*

60. Le ministre des Finances peut, à titre de gestionnaire du fonds, emprunter des sommes prises sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., chapitre M-24.01).

NOTE EXPLICATIVE

L'article 60 permet au ministre des Finances d'emprunter des sommes prises sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 51, 1° al. L.A.F. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Avances au fonds.*

61. Le ministre des Finances peut avancer au fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

• *Avances au fonds consolidé du revenu.*

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant le fonds qui n'est pas requise pour son fonctionnement.

• *Remboursement.*

Une avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 61 permet au ministre des Finances, aux conditions prévues, de faire des avances au fonds relatif à l'administration fiscale au moyen des sommes prélevées sur le fonds consolidé du Revenu et inversement de faire des avances au fonds consolidé du revenu au moyen des sommes constituant le fonds relatif à l'administration fiscale.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 52 L.A.F. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Exercice financier.*

62. L'exercice financier du fonds se termine le 31 mars de chaque année.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 62 fixe au 31 mars de chaque année la date à laquelle l'exercice financier du fonds relatif à l'administration fiscale se termine.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 56 L.A.F. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Insuffisance du fonds.*

63. Malgré toute disposition contraire, le ministre des Finances doit, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, payer sur le fonds relatif à l'administration fiscale les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre l'État.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 63 oblige le ministre des Finances, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, à payer sur le fonds relatif à l'administration fiscale les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre l'État.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 57 L.A.F. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Surplus.*

64. L'Agence conserve tout surplus, à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 64 permet à l'Agence de conserver tout surplus, sauf s'il en est décidé autrement par le gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Entente.*

65. Le ministre et le ministre des Finances concluent une entente concernant la gestion des sommes constituant les revenus de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 65 prévoit que le ministre du Revenu et le ministre des Finances concluent une entente concernant la gestion des sommes constituant les revenus de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Autorisation du gouvernement.*

66. L'Agence ne peut, sans l'autorisation du gouvernement :

1° contracter un emprunt qui porte le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés au-delà du montant déterminé par le gouvernement ;

2° s'engager financièrement au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement ;

3° acquérir ou céder des actifs au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement.

• *Interdiction.*

L'Agence ne peut recevoir aucun don ou legs.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 66 énumère différents pouvoirs en matière d'engagements financiers qui ne peuvent dépasser les limites ou les modalités déterminées par le gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Pouvoir du gouvernement.*

67. Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine :

1° garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt contracté par l'Agence ainsi que toute obligation de celle-ci ;

2° autoriser le ministre des Finances à avancer à l'Agence tout montant jugé nécessaire pour permettre à l'Agence de remplir ses obligations ou pour réaliser sa mission.

• *Sommes requises.*

Les sommes requises pour l'application du présent article sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 67 permet au gouvernement de garantir le paiement des obligations de l'Agence. Il permet, de plus, au ministre des Finances d'avancer au besoin à l'Agence les sommes nécessaires pour remplir ses obligations. Dans un tel cas, les sommes requises sont prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Sommes perçues par l'Agence.*

68. Les sommes d'argent perçues et reçues par l'Agence sont déposées, au nom du ministre des Finances, auprès des établissements financiers qu'il désigne, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor.

• *Registre des sommes perçues et des créances.*

L'Agence tient un registre des sommes d'argent visées au premier alinéa ainsi que des créances qu'elle administre. Elle procède à leur enregistrement au système comptable du gouvernement, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor, sauf pour celles constituant ses revenus et dépenses propres.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 68 prévoit que les sommes d'argent perçues par l'Agence sont déposées, au nom du ministre des Finances, auprès des établissements financiers qu'il désigne, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor.

Le deuxième alinéa prévoit que l'Agence doit tenir un registre de ces sommes d'argent ainsi que des créances qu'elle administre et qu'elle doit également procéder à leur enregistrement au système comptable du gouvernement, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor, sauf pour celles constituant ses revenus et dépenses propres.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 11 et 14 L.A.F. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Réduction pour mauvaises créances.*

69. Le revenu du gouvernement pour une année financière relatif à l'application d'une loi fiscale au sens que donne à cette expression l'article 1 de la Loi sur l'administration fiscale est réduit du montant de mauvaises créances constaté au cours de cette année relatif à l'application de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69 vise à prévoir que le revenu du gouvernement pour une année financière qui est généré par une loi fiscale soit au net des mauvaises créances constatées au cours de cette année relativement à l'application de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE V

PLAN STRATÉGIQUE ET DÉCLARATION DE SERVICES

• *Contenu.*

70. L'Agence doit établir un plan stratégique suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 70 énonce l'obligation pour l'Agence d'établir un plan stratégique suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 34 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Approbation.*

71. Le plan stratégique de l'Agence est soumis à l'approbation du gouvernement.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71 vise à soumettre à l'approbation du gouvernement le plan stratégique de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 35 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Déclaration de services.*

72. L'Agence doit également rendre publique une déclaration contenant ses objectifs quant aux services offerts et quant à la qualité de ses services.

• *Contenu.*

La déclaration porte notamment sur la diligence avec laquelle les services devraient être rendus et fournit une information claire sur leur nature et leur accessibilité.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72 oblige l'Agence à rendre publique sa déclaration de services.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 6, 1° al. et 2° al. (L.R.Q., c. A-6.01).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Devoirs.*

73. L'Agence doit :

1° s'assurer de connaître les attentes de sa clientèle ;

2° simplifier le plus possible les règles et les procédures qui régissent la prestation de services ;

3° développer chez les employés le souci de dispenser des services de qualité et les associer à l'atteinte des résultats fixés.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 73 oblige l'Agence à s'assurer de connaître les attentes de sa clientèle, à simplifier les procédures qui régissent la prestation de services, à développer auprès de ses employés le souci de dispenser des services de qualité et à les associer à l'atteinte des résultats fixés.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 7, 1° al. L.A.P. (L.R.Q., c. A-6.01).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE VI

COMPTES ET RAPPORTS

• *Exercice financier.*

74. L'exercice financier de l'Agence se termine le 31 mars de chaque année.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 74 prévoit que l'exercice financier de l'Agence se termine le 31 mars de chaque année.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT (L.R.Q., chapitre G-1.02)

• *Rapport d'activités.*

38. Le rapport annuel d'activités d'une société doit comprendre une section portant sur la gouvernance de celle-ci, incluant notamment les renseignements suivants concernant les membres du conseil d'administration :

1° la date de nomination et la date d'échéance du mandat de tout membre ainsi que des indications concernant son statut de membre indépendant ;

2° l'identification de tout autre conseil d'administration sur lequel un membre siège ;

3° un résumé du profil de compétence et d'expérience de chacun des membres du conseil d'administration et un état de leur assiduité aux réunions du conseil et des comités ;

4° le code d'éthique et les règles de déontologie applicables aux membres du conseil d'administration.

_____

2006, c. 59, a. 38.

• *États financiers et rapport.*

75. L'Agence doit, au plus tard le 31 décembre de chaque année, produire au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de gestion pour l'exercice financier précédent.

• *Contenu.*

Les états financiers et le rapport de gestion doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.

• *Contenu.*

Le rapport de gestion de l'Agence doit également comprendre une section portant sur la gouvernance de celle-ci, incluant notamment les renseignements visés à l'article 38 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État concernant les membres du conseil d'administration.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 75 oblige l'Agence à produire, au plus tard le 31 décembre de chaque année, ses états financiers et son rapport de gestion contenant tous les renseignements exigés par le ministre. Il prévoit que ce rapport doit également contenir une section portant sur la gouvernance de l'Agence, comprenant notamment les renseignements visés à l'article 38 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État concernant les membres du conseil d'administration.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 38 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Dépôt devant l'Assemblée nationale.*

76. Le ministre dépose le rapport de gestion et les états financiers de l'Agence à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 76 prévoit que le ministre doit déposer le rapport de gestion et les états financiers de l'Agence à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de leur réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (L.R.Q., chapitre V-5.01)

• *Entreprise du gouvernement, vérification d'optimisation.*

28. Le vérificateur général peut, lorsqu'il le juge approprié, dans une entreprise du gouvernement dont il a le pouvoir de vérifier en tout ou en partie les livres et comptes, procéder à la vérification de la qualité et du fonctionnement des systèmes et procédés mis en oeuvre par cette entreprise pour assurer que l'acquisition et l'utilisation de ses ressources se font en accordant l'importance qu'il convient à l'économie, à l'efficience et à l'efficacité.

• *Entente préalable.*

Toutefois, sauf pour les cas prévus à l'article 36, le vérificateur général ne peut procéder à une telle vérification qu'après entente avec le conseil d'administration de l'entreprise ou, dans le cas où il n'y a pas de conseil d'administration, avec la direction de l'entreprise.

• *Restriction.*

Cette vérification ne doit pas mettre en cause le bien-fondé des politiques et objectifs de programme de l'entreprise.

_____

1985, c. 38, a. 28; 2006, c. 59, a. 145.

• *Vérification des livres.*

77. Les livres et comptes de l'Agence sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement.

• *Rapport.*

Le rapport du vérificateur général doit accompagner les états financiers de l'Agence.

• *Vérification de l'optimisation des ressources.*

Le vérificateur général peut également procéder à la vérification de l'optimisation des ressources de l'Agence sans qu'intervienne l'entente prévue au deuxième alinéa de l'article 28 de la Loi sur le vérificateur général.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 77 prévoit que les livres et comptes de l'Agence sont vérifiés par le vérificateur général et que le rapport de celui-ci doit accompagner les états financiers de l'Agence. De plus, il permet au vérificateur général de procéder à la vérification de l'optimisation des ressources de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / 28 L.V.G. (L.R.Q., c. V-5.01).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Renseignements.*

78. L'Agence doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 78 oblige l'Agence à communiquer au ministre tout renseignement que celui-ci requiert sur ses activités.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (L.R.Q., chapitre J-3)

TITRE I

RÈGLES GÉNÉRALES APPLICABLES À DES DÉCISIONS INDIVIDUELLES

PRISES À L'ÉGARD D'UN ADMINISTRÉ

CHAPITRE 1

RÈGLES PROPRES AUX DÉCISIONS QUI RELÈVENT DE L'EXERCICE

D'UNE FONCTION ADMINISTRATIVE

• *Équité.*

2. Les procédures menant à une décision individuelle prise à l'égard d'un administré par l'Administration gouvernementale, en application des normes prescrites par la loi, sont conduites dans le respect du devoir d'agir équitablement.

_____

1996, c. 54, a. 2.

• *Administration gouvernementale.*

3. L'Administration gouvernementale est constituée des ministères et organismes gouvernementaux dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres et dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

_____

1996, c. 54, a. 3; 2000, c. 8, a. 242.

• *Responsabilité.*

4. L'Administration gouvernementale prend les mesures appropriées pour s'assurer :

1° que les procédures sont conduites dans le respect des normes législatives et administratives, ainsi que des autres règles de droit applicables, suivant des règles simples, souples et sans formalisme et avec respect, prudence et célérité, conformément aux normes d'éthique et de discipline qui régissent ses agents, et selon les exigences de la bonne foi ;

2° que l'administré a eu l'occasion de fournir les renseignements utiles à la prise de la décision et, le cas échéant, de compléter son dossier ;

3° que les décisions sont prises avec diligence, qu'elles sont communiquées à l'administré concerné en termes clairs et concis et que les renseignements pour communiquer avec elle lui sont fournis ;

4° que les directives à l'endroit des agents chargés de prendre la décision sont conformes aux principes et obligations prévus au présent chapitre et qu'elles peuvent être consultées par l'administré.

_____

1996, c. 54, a. 4.

• *Mesures préalables.*

5. L'autorité administrative ne peut prendre une ordonnance de faire ou de ne pas faire ou une décision défavorable portant sur un permis ou une autre autorisation de même nature, sans au préalable :

1° avoir informé l'administré de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée ;

2° avoir informé celui-ci, le cas échéant, de la teneur des plaintes et oppositions qui le concernent ;

3° lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier.

• *Urgence.*

Il est fait exception à ces obligations préalables lorsque l'ordonnance ou la décision est prise dans un contexte d'urgence ou en vue d'éviter qu'un préjudice irréparable ne soit causé aux personnes, à leurs biens ou à l'environnement et que, de plus, la loi autorise l'autorité à réexaminer la situation ou à réviser la décision.

_____

1996, c. 54, a. 5.

• *Décision défavorable.*

6. L'autorité administrative qui, en matière d'indemnité ou de prestation, s'apprête à prendre une décision défavorable à l'administré, est tenue de s'assurer que celui-ci a eu l'information appropriée pour communiquer avec elle et que son dossier contient les renseignements utiles à la prise de décision. Si elle constate que tel n'est pas le cas ou que le dossier est incomplet, elle retarde sa décision le temps nécessaire pour communiquer avec l'administré et lui donner l'occasion de fournir les renseignements ou les documents pertinents pour compléter son dossier.

• *Révision de la décision.*

Elle doit aussi, lorsqu'elle communique la décision, informer, le cas échéant, l'administré de son droit d'obtenir, dans le délai indiqué, que la décision soit révisée par l'autorité administrative.

_____

1996, c. 54, a. 6.

• *Complément d'information.*

7. Lorsqu'une situation est réexaminée ou une décision révisée à la demande de l'administré, l'autorité administrative donne à ce dernier l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier.

_____

1996, c. 54, a. 7.

• *Recours autres que judiciaires.*

8. L'autorité administrative motive les décisions défavorables qu'elle prend et indique, le cas échéant, les recours autres que judiciaires prévus par la loi, ainsi que les délais de recours.

_____

1996, c. 54, a. 8.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

• *Application.*

79. Le chapitre I du titre I de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3) s'applique aux décisions de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 79 vise à rendre applicable aux décisions de l'Agence le chapitre I du titre I de la Loi sur la justice administrative.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau / Chapitre I du titre I L.J.A. (L.R.Q., c. J-3).

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (L.R.Q., chapitre A-6.01)

• *Personnel.*

37. À l'égard d'un organisme dont le personnel n'est pas nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), le Conseil du trésor exerce les pouvoirs conférés par la loi au gouvernement de définir les conditions relatives à la détermination, par un tel organisme, de la rémunération, des avantages sociaux et des autres conditions de travail de son personnel. Il peut prévoir notamment que toutes les conditions de travail ou que seules certaines conditions de travail déterminées par un organisme seront soumises à son approbation.

• *Conditions.*

Le Conseil peut faire varier les conditions d'un organisme à un autre ou, s'il y a lieu, n'en imposer aucune.

_____

2000, c. 8, a. 37.

LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (L.R.Q., chapitre C-65.1)

• *Organismes publics.*

4. Pour l'application de la présente loi, sont des organismes publics :

1° les ministères du gouvernement ;

2° les organismes dont tout ou partie des dépenses sont prévues aux crédits qui apparaissent dans le budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale sous un titre autre qu'un crédit de transfert ;

3° les organismes dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ;

4° les organismes dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres ou des administrateurs et dont au moins la moitié des dépenses sont assumées directement ou indirectement par le fonds consolidé du revenu ;

5° les commissions scolaires, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel, et les établissements universitaires mentionnés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1) ;

6° les agences de la santé et des services sociaux et les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2), les personnes morales et les groupes d'approvisionnement en commun visés à l'article 383 de cette loi, le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James institué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5), les centres de communication santé visés par la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2) ainsi que la Corporation d'hébergement du Québec.

• *Organisme.*

Est considérée comme un organisme une personne nommée ou désignée par le gouvernement ou un ministre, avec le personnel qu'elle dirige, dans le cadre des fonctions qui lui sont attribuées par la loi, le gouvernement ou un ministre.

_____
2006, c. 29, a. 4.

• *Application.*

80. L'article 37 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01) s'applique à l'Agence.

• *Présomption.*

L'Agence est réputée un organisme public visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., chapitre C-65.1).

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 80 vise à rendre applicable à l'Agence les dispositions de l'article 37 de la Loi sur l'administration publique. Quant au deuxième alinéa de l'article 80, il crée une présomption selon laquelle l'Agence est réputée un organisme public visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Droit nouveau / 37 L.A.P. (L.R.Q., c. A-6.01) et 4(4°) L.C.O.P. (L.R.Q., c. C-65.1).

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

3068. L'inscription d'une hypothèque en faveur de l'État est radiée ou réduite par la présentation d'un certificat du procureur général ou du sous-procureur général du Québec, ou d'une personne désignée par le procureur général, énonçant que telle hypothèque est éteinte ou réduite.

Elle l'est aussi par la présentation d'un certificat du ministre ou du sous-ministre du Revenu, ou d'une personne désignée par le ministre du Revenu, énonçant que telle hypothèque est éteinte ou réduite, si cette hypothèque a été constituée en vertu d'une loi dont l'application relève de ce ministre.

Elle peut l'être encore par la présentation d'une copie d'un décret du gouvernement, certifiée par le greffier du Conseil exécutif.

_____

1991, c. 64, a. 3068.

TEXTE REFONDU

3068. L'inscription d'une hypothèque en faveur de l'État est radiée ou réduite par la présentation d'un certificat du procureur général ou du sous-procureur général du Québec, ou d'une personne désignée par le procureur général, énonçant que telle hypothèque est éteinte ou réduite.

Elle l'est aussi par la présentation d'un certificat du ministre du Revenu, ou d'une personne désignée par lui, énonçant que telle hypothèque est éteinte ou réduite, si cette hypothèque a été constituée en vertu d'une loi dont l'application relève de ce ministre.

Elle peut l'être encore par la présentation d'une copie d'un décret du gouvernement, certifiée par le greffier du Conseil exécutif.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CODE CIVIL DU QUÉBEC

81. L'article 3068 du Code civil du Québec est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « du ministre ou du sous-ministre du Revenu, ou d'une personne désignée par le ministre du Revenu » par « du ministre du Revenu, ou d'une personne désignée par lui ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 3068 du Code civil du Québec est modifié afin de prendre en compte qu'en vertu de l'article 8 du présent projet de loi, le président-directeur général exercera les fonctions et pouvoirs confiés au ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 3068, 2° al. C.c.Q./ Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Sommes perçues pour le compte d'un ministère ou d'un organisme budgétaire.*

12. Toute personne qui perçoit ou reçoit des sommes d'argent pour le compte d'un ministère ou d'un organisme budgétaire doit, jusqu'au moment d'en faire la remise au ministre, les déposer auprès des établissements financiers qu'il désigne, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor.

_____

2000, c. 15, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Sommes perçues pour le compte d'un ministère ou d'un organisme budgétaire.*

12. Toute personne qui perçoit ou reçoit des sommes d'argent pour le compte d'un ministère, d'un organisme budgétaire ou de l'Agence du revenu du Québec doit, jusqu'au moment d'en faire la remise au ministre, les déposer auprès des établissements financiers qu'il désigne, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor.

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

82. L'article 12 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001) est modifié par le remplacement des mots « ou d'un organisme budgétaire » par « , d'un organisme budgétaire ou de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 12 de la Loi sur l'administration financière est modifié afin d'obliger toute personne qui perçoit ou reçoit des sommes d'argent pour le compte de l'Agence de les déposer, jusqu'au moment d'en faire la remise au ministre des Finances, auprès des établissements financiers qu'il désigne, conformément aux règles édictées par le Conseil du trésor.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12 L.A.F. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

ANNEXE 2

ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Agence de l'efficacité énergétique

Agence métropolitaine de transport

Autorité des marchés financiers

(…)

2000, c. 15, annexe 2 ;2000, c. 12, a. 340 ;2000, c. 62, a. 4 ;2001, c. 28, a. 16 ;2001, c. 11, a. 21 ;2002, c. 64, a. 19 ;2002, c. 69, a. 120 ;2002, c. 41, a. 32 ;D. 1081-2003, (2003) 135 G.O. 2, 4829 ;2002, c. 45, a. 163 ;2004, c. 35, a. 39 ;2004, c. 37, a. 40 ;2004, c. 40, a. 16 ;2004, c. 32, a. 53 ;2004, c. 30, a. 50 ;2005, c. 13, a. 78 ;2005, c. 7, a. 54 ;2005, c. 22, a. 49 ;2005, c. 36, a. 5 ;2004, c. 25, a. 59 ;2006, c. 27, a. 24 ;2006, c. 26, a. 19 ;2006, c. 58, a. 51 ;2006, c. 57, a. 40 ;D. 432-2008, (2008) 140 G.O. 2, 2183 ;2009, c. 7, a. 44 ;2009, c. 32, a. 24 ;2009, c. 58, a. 1 ;D. 13-2010, (2010) 142 G.O. 2, 605 ;2009, c. 53, a. 44 ;2010, c. 15, a. 55 ;2009, c. 6, a. 31.

TEXTE REFONDU

ANNEXE 2

ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Agence de l'efficacité énergétique

Agence métropolitaine de transport

Agence du revenu du Québec

Autorité des marchés financiers

(…)

83. L'annexe 2 de cette loi est modifiée par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, des mots « Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe 2 de la Loi sur l'administration financière sera modifié afin d'ajouter l'Agence du revenu du Québec à la liste des organismes autres que budgétaires.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Annexe 2 L.A.F. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Emploi du fonds d'amortissement.*

548. Si l'emprunt est remboursable par paiements annuels ou semestriels ou par annuités, les deniers affectés à l'amortissement sont employés chaque année au remboursement d'une portion du capital de l'emprunt. Lorsque l'emprunt est remboursable autrement que par paiements annuels ou semestriels, ou par annuités, ces deniers doivent être déposés ou placés conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (chapitre D-7).

• *Poursuite.*

Quand il est obligatoire de déposer un fonds d'amortissement au bureau du ministre des Finances et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le sous-ministre du Revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur d'obligations, contribuable, ou toute autre personne intéressée, peut, par une poursuite judiciaire, contraindre la municipalité à faire le dépôt, et lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la municipalité, les dispositions de la présente loi concernant l'exécution des jugements contre les municipalités et contenues aux articles 591 à 604, sont applicables.

_____

S. R. 1964, c. 193, a. 586 ;1988, c. 84, a. 705 ;1996, c. 2, a. 209.

TEXTE REFONDU

• *Emploi du fonds d'amortissement.*

548. Si l'emprunt est remboursable par paiements annuels ou semestriels ou par annuités, les deniers affectés à l'amortissement sont employés chaque année au remboursement d'une portion du capital de l'emprunt. Lorsque l'emprunt est remboursable autrement que par paiements annuels ou semestriels, ou par annuités, ces deniers doivent être déposés ou placés conformément aux dispositions des articles 34 et suivants de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (chapitre D-7).

• *Poursuite.*

Quand il est obligatoire de déposer un fonds d'amortissement au bureau du ministre des Finances et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le ministre du Revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur d'obligations, contribuable, ou toute autre personne intéressée, peut, par une poursuite judiciaire, contraindre la municipalité à faire le dépôt, et lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la municipalité, les dispositions de la présente loi concernant l'exécution des jugements contre les municipalités et contenues aux articles 591 à 604, sont applicables.

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

84. L'article 548 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « sous-ministre du Revenu » par les mots « ministre du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 548 de la Loi sur les cités et villes est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire à la suite de la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 548, 2° al. L.C.V. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

1073. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des bons, un rôle spécial de perception, répartissant sur les immeubles imposables assujettis, suivant leur valeur portée à tel rôle d'évaluation, le montant de la taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement.

Les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement doivent être employées annuellement, ou, suivant le cas, déposées annuellement au bureau du ministre des Finances, conformément aux articles 34 à 42 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (chapitre D-7).

Quand, en vertu de la loi, il est obligatoire de déposer des deniers et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le sous-ministre du revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur de bons, contribuable ou autre personne intéressée peut, par une poursuite judiciaire, forcer la municipalité à faire le dépôt et, lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la municipalité, les dispositions de la loi concernant l'exécution des jugements contre les municipalités et contenues aux articles 1113 à 1127 sont applicables.

C.M. 1916, a. 767 ;1917-18, c. 28, a. 6 ;1921, c. 48, a. 30 ;1953-54, c. 46, a. 1 ;1960-61, c. 40, a. 6 ;1988, c. 84, a. 705 ;1996, c. 2, a. 455 ;1999, c. 40, a. 60.

TEXTE REFONDU

1073. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des bons, un rôle spécial de perception, répartissant sur les immeubles imposables assujettis, suivant leur valeur portée à tel rôle d'évaluation, le montant de la taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement.

Les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement doivent être employées annuellement, ou, suivant le cas, déposées annuellement au bureau du ministre des Finances, conformément aux articles 34 à 42 de la Loi sur les dettes et emprunts municipaux (chapitre D-7).

Quand, en vertu de la loi, il est obligatoire de déposer des deniers et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le ministre du Revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur de bons, contribuable ou autre personne intéressée peut, par une poursuite judiciaire, forcer la municipalité à faire le dépôt et, lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la municipalité, les dispositions de la loi concernant l'exécution des jugements contre les municipalités et contenues aux articles 1113 à 1127 sont applicables.

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

85. L'article 1073 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « sous-ministre du revenu » par les mots « ministre du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1073 du Code municipal du Québec est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire à la suite de la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1073, 3° al. C.M. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Recours civil.*

76.2. Un recours civil intenté par le ministre du Revenu ou dirigé contre lui ou le gouvernement relativement à l'administration provisoire de biens qui est confiée au ministre du Revenu en vertu de la loi l'est, malgré toute disposition inconciliable, au nom du sous-ministre du Revenu.

• *Poursuite pénale.*

Une poursuite pénale pour une infraction prévue aux articles 69 et 69.1 peut être intentée par le sous-ministre du Revenu.

• *Dispositions applicables.*

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent à un tel recours ou à une telle poursuite, compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

2005, c. 44, a. 44.

TEXTE REFONDU

76.2. Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'administration provisoire de biens confiée au ministre du Revenu en vertu de la loi le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'administration provisoire de biens qui est confiée au ministre du Revenu en vertu de la loi doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent à une telle poursuite ou à une telle demande, compte tenu des adaptations nécessaires.

LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC

86. L'article 76.2 de la Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81) est remplacé par le suivant :

• *Poursuites et demandes en justice.*

« **76.2.** Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'administration provisoire de biens confiée au ministre du Revenu en vertu de la loi le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

• *Recours.*

Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'administration provisoire de biens qui est confiée au ministre du Revenu en vertu de la loi doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

• *Propositions applicables.*

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent à une telle poursuite ou à une telle demande, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 76.2 de la Loi sur le curateur public est remplacé afin d'y apporter les adaptations nécessaires à la suite de la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 76.2 L.C.P. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Interprétation :*

2. Dans la présente loi et les règlements édictés en vertu de celle-ci, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

• *« agent-percepteur » ;*

« agent-percepteur » : toute personne, à l'exclusion d'un vendeur en détail, qui vend, livre ou fait en sorte que soit livré du tabac au Québec ;

• *« entreposeur » ;*

« entreposeur » : toute personne, à l'exception de celle prévue par règlement et d'un transporteur, qui au Québec emmagasine, entrepose, détient, garde ou conserve, à quelque fin que ce soit, du tabac dont le paquet n'est pas identifié conformément à l'article 13.1 ou du tabac brut ;

• *« établissement » ;*

« établissement » : tout endroit au Québec où l'on fabrique, entrepose, distribue, vend ou fait le commerce du tabac ou du tabac brut ainsi que tout endroit au Québec où l'on met en paquet du tabac ;

• *« importateur » ;*

« importateur » : toute personne qui apporte ou fait apporter au Québec, selon le cas :

a) du tabac à des fins de vente ou de livraison ;

b) du tabac brut à des fins de vente ou de livraison ou à des fins de fabrication, de production, de mélange, de préparation ou de mise en paquet de tabac destiné à la vente ;

• *« manufacturier » ;*

« manufacturier » : toute personne qui au Québec fabrique, produit, mélange, prépare ou met en paquet du tabac destiné à la vente ;

• *« matériel de fabrication de tabac » ;*

« matériel de fabrication de tabac » : la machinerie ou l'appareillage conçus ou modifiés expressément pour la fabrication, la production, le mélange, la préparation ou la mise en paquet de tabac destiné à la vente ;

• *« ministère du Revenu » ;*

« ministère du Revenu » : le ministère du Revenu du Québec ;

• *« ministre » ;*

« ministre » : le ministre du Revenu ;

(...)

S.R. 1964, c. 72, a. 2 ;1977, c. 5, a. 14 ;1986, c. 17, a. 1 ;1990, c. 7, a. 8 ;1990, c. 60, a. 29 ;1991, c. 16, a. 1 ;1993, c. 79, a. 1 ;1994, c. 22, a. 38 ;1997, c. 3, a. 8 ;1998, c. 16, a. 1 ;1999, c. 83, a. 22 ;2005, c. 1, a. 9 ;2005, c. 29, a. 60 ;2006, c. 36, a. 18 ;2009, c. 15, a. 8 ;2009, c. 47, a. 1.

TEXTE REFONDU

• *Interprétation :*

2. Dans la présente loi et les règlements édictés en vertu de celle-ci, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

• *« agent-percepteur » ;*

« agent-percepteur » : toute personne, à l'exclusion d'un vendeur en détail, qui vend, livre ou fait en sorte que soit livré du tabac au Québec ;

• *« entreposeur » ;*

« entreposeur » : toute personne, à l'exception de celle prévue par règlement et d'un transporteur, qui au Québec emmagasine, entrepose, détient, garde ou conserve, à quelque fin que ce soit, du tabac dont le paquet n'est pas identifié conformément à l'article 13.1 ou du tabac brut ;

• *« établissement » ;*

« établissement » : tout endroit au Québec où l'on fabrique, entrepose, distribue, vend ou fait le commerce du tabac ou du tabac brut ainsi que tout endroit au Québec où l'on met en paquet du tabac ;

• *« importateur » ;*

« importateur » : toute personne qui apporte ou fait apporter au Québec, selon le cas :

a) du tabac à des fins de vente ou de livraison ;

b) du tabac brut à des fins de vente ou de livraison ou à des fins de fabrication, de production, de mélange, de préparation ou de mise en paquet de tabac destiné à la vente ;

• *« manufacturier » ;*

« manufacturier » : toute personne qui au Québec fabrique, produit, mélange, prépare ou met en paquet du tabac destiné à la vente ;

• *« matériel de fabrication de tabac » ;*

« matériel de fabrication de tabac » : la machinerie ou l'appareillage conçus ou modifiés expressément pour la fabrication, la production, le mélange, la préparation ou la mise en paquet de tabac destiné à la vente ;

• *« ministère du Revenu » ; (Abrogé) ;*

• *« ministre » ;*

« ministre » : le ministre du Revenu ;

(...)

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

87. L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) est modifié par la suppression de la définition de l'expression « ministère du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac est modifié afin de supprimer la définition de l'expression « ministère du Revenu ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2 L.I.T/ Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Délai d'une nouvelle cotisation d'impôt à établir.*

1010.1. Lorsque, en l'absence du présent article, le ministre aurait le droit, en vertu uniquement de la production d'une renonciation visée au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, de déterminer de nouveau l'impôt, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente partie et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas, il ne peut faire une telle nouvelle détermination, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire plus de six mois après la date où un avis de révocation de la renonciation est produit, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé, adressé au sous-ministre.

_____

1986, c. 15, a. 172 ;1997, c. 3, a. 54 ;1999, c. 83, a. 273 ;2005, c. 23, a. 138.

TEXTE REFONDU

• *Délai d'une nouvelle cotisation d'impôt à établir.*

1010.1. Lorsque, en l'absence du présent article, le ministre aurait le droit, en vertu uniquement de la production d'une renonciation visée au sous-paragraphe ii du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 1010, de déterminer de nouveau l'impôt, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente partie et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas, il ne peut faire une telle nouvelle détermination, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire plus de six mois après la date où un avis de révocation de la renonciation est présenté au ministre, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé.

LOI SUR LES IMPÔTS

88. L'article 1010.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement de « produit, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé, adressé au sous-ministre » par « présenté au ministre, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1010.1 de la Loi sur les impôts est modifié afin de tenir compte de la création de l'Agence, de manière à remplacer la référence au sous-ministre par celle de ministre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1010.1 L.I. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Action admissible.*

965.74. Une action du capital-actions d'une société émettrice est admissible à un régime d'épargne-actions II si les conditions suivantes sont remplies :

a) elle est une action ordinaire à droit de vote ;

b) en vertu des conditions relatives à son émission, elle ne peut, en partie ou en totalité, être achetée par la société émettrice ou être achetée par quiconque de quelque façon que ce soit directement ou indirectement ou faire l'objet d'une opération qui aurait pour effet soit de rendre une telle action, une action substituée à une telle action, une action reçue par suite d'une opération visée à l'un des articles 301, 536, 541 et 544 relativement à l'une de ces actions ou toute action substituée, en partie ou en totalité, rachetable par la société émettrice ou achetable par quiconque de quelque façon que ce soit directement ou indirectement, soit d'effectuer en faveur de l'actionnaire un transfert de l'un des biens de la société qui n'est pas un dividende ;

c) elle ne peut, en vertu des conditions relatives à son émission, donner droit à un dividende qui fait ou fera l'objet d'un engagement selon lequel une personne qui n'est pas la société émettrice garantit le paiement de ce dividende ;

d) elle est émise par une société émettrice admissible qui, dans le prospectus définitif, stipule que cette action peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II et donne droit à l'avantage prévu à son égard par le présent titre ;

e) elle a fait l'objet, avant l'obtention du visa du prospectus définitif, d'une décision anticipée favorable du ministère du Revenu relativement au respect des objectifs du présent titre ;

f) elle est acquise à prix d'argent dans le cadre d'une émission publique d'actions par un particulier ou un organisme de placement collectif admissible qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme ;

g) elle est souscrite et payée.

_____

2006, c. 13, a. 80 ;2010, c. 5, a. 105.

• *Action acquise par un organisme de placement collectif admissible.*

965.76. Sous réserve de l'article 965.77, est également admissible à un régime d'épargne-actions II une action qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est acquise à prix d'argent par un organisme de placement collectif admissible qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme, dans le cadre du placement d'une action faisant l'objet d'une dispense de prospectus prévue au paragraphe 2 de l'article 2.10 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 (2005, G.O. 2, 4907) ;

b) elle satisfait aux exigences des paragraphes *a* à *c* et *g* de l'article 965.74 ;

c) elle a fait l'objet, au cours de l'année d'imposition de la société émettrice pendant laquelle la demande de dispense de prospectus est présentée et avant l'obtention de cette dispense, d'une décision anticipée favorable du ministère du Revenu relativement au respect des objectifs du présent titre ;

d) au plus tard 10 jours après le jour du placement de cette action, une copie de la déclaration prévue au paragraphe *d* de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription a été transmise au ministre, accompagnée, sauf lorsque la société émettrice réalise pour la première fois une émission publique d'actions en vertu du présent titre conformément au paragraphe 2 de l'article 2.10 de ce règlement, de l'attestation visée à l'article 965.78 ;

e) elle est émise par une société émettrice admissible dont des actions ordinaires de son capital-actions qui comportent un droit de vote sont inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée située au Canada.

_____

2006, c. 13, a. 80 ;2010, c. 5, a. 106.

• *Titre admissible.*

965.85. Un titre est admissible à un régime d'épargne-actions II si les conditions suivantes sont remplies :

a) il est émis par un organisme de placement collectif admissible qui stipule, dans le prospectus définitif relatif à l'émission du titre, que ce titre peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II et donne droit à l'avantage prévu à son égard par le présent titre ;

b) lorsqu'il est émis par un organisme de placement collectif admissible qui, à l'égard de sa première émission publique de titres qui sont des titres qui peuvent faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II, a fait le choix prévu à l'article 965.121, il est un titre émis dans le cadre de cette première émission publique de titres ;

c) il est acquis à prix d'argent par un particulier qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme ;

d) il a fait l'objet, avant l'obtention du visa du prospectus définitif relatif à son émission, d'une décision anticipée favorable du ministère du Revenu relativement au respect des objectifs du présent titre ;

e) le certificat l'attestant est :

i. soit conservé, aux termes d'un arrangement prévu au sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 965.56, par l'organisme de placement collectif admissible qui a émis le titre ;

ii. soit remis directement au courtier visé au sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 965.56 par l'émetteur de ce certificat ou par un autre courtier qui certifie qu'il a été détenu, sans interruption depuis son émission, par un courtier en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme, soit émis et enregistré au nom du courtier ou au nom d'une personne que celui-ci désigne.

_____

2006, c. 13, a. 80 ;2010, c. 5, a. 107.

• *Décision anticipée favorable.*

1029.8.9. Un contribuable ne peut être réputé avoir payé au ministre un montant ou sa part d'un montant visé à l'article 1029.8.6 ou 1029.8.7, qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987 ou à un contrat de recherche admissible, que si une décision anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'égard du contrat de recherche universitaire ou du contrat de recherche admissible, selon le cas, auquel ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte, avant qu'un montant ne soit versé, en vertu du contrat, à une entité universitaire admissible, à un centre de recherche public admissible ou à un consortium de recherche admissible, selon le cas.

• *Plusieurs contrats de recherche.*

De plus, lorsqu'un montant ou une part d'un montant se rapporte à plus d'un contrat de recherche universitaire ou à plus d'un contrat de recherche admissible, la décision anticipée favorable visée au premier alinéa doit être rendue à l'égard de chaque contrat auquel le montant ou la part d'un montant, selon le cas, se rapporte.

• *Montant versé avant une décision anticipée.*

Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire ou d'un contrat de recherche admissible, un montant a été versé à une entité universitaire admissible, à un centre de recherche public admissible ou à un consortium de recherche admissible, selon le cas, avant que le contrat fasse l'objet d'une décision anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une décision anticipée favorable du ministère du Revenu ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de décision anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministère du Revenu au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ou, lorsque

les conditions prévues au quatrième alinéa à l'égard de la demande de décision anticipée sont respectées, dans un délai de trois ans suivant le jour où ce contrat a été conclu ;

b) le ministère du Revenu a rendu une décision favorable à l'égard du contrat.

• *Conditions.*

Les conditions auxquelles réfère le paragraphe *a* du troisième alinéa, à l'égard d'une demande de décision anticipée relative à un contrat de recherche universitaire ou à un contrat de recherche admissible conclu par un contribuable, sont les suivantes :

a) la demande n'a pu être présentée, pour des raisons indépendantes de la volonté du contribuable au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ;

b) la demande indique les raisons pour lesquelles elle n'a pu être présentée au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ;

c) le ministre considère que les raisons invoquées justifient la recevabilité de la demande.

• *Fondation universitaire.*

Lorsqu'un montant se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu entre une société et une entité universitaire admissible et qu'une fondation universitaire s'est portée caution pour la société à l'égard du paiement de ce montant, la demande de décision anticipée relative à ce contrat doit démontrer, d'une part, que la fondation universitaire s'est ainsi portée caution pour la société et, d'autre part, que les conditions prévues aux paragraphes *a* à *d* du sixième alinéa de l'article 1029.8.19.2 à l'égard de ce cautionnement sont satisfaites.

_____

1989, c. 5, a. 213 ;1990, c. 7, a. 160 ;1992, c. 1, a. 171 ;1993, c. 19, a. 102 ;1995, c. 63, a. 135 ;1997, c. 14, a. 195 ;1997, c. 85, a. 248 ;2000, c. 5, a. 248 ;2002, c. 40, a. 106 ;2004, c. 21, a. 269 ;2007, c. 12, a. 117.

• *Contrat de recherche universitaire dont l'exécution est poursuivie par une filiale entièrement contrôlée.*

1029.8.9.0.1. Pour l'application de la section II.1, lorsqu'un contrat de recherche universitaire a été conclu par une entité universitaire admissible qui est un centre hospitalier universitaire de recherche médicale prescrit et qu'une autre entité universitaire admissible qui est soit une filiale entièrement contrôlée de ce centre, soit une société sans but lucratif relevant de ce centre, s'y substitue pour poursuivre l'exécution du contrat, la filiale ou la société, selon le cas, est réputée ne pas être une personne distincte du centre si les conditions suivantes sont remplies:

a) une demande de décision anticipée à l'égard de la substitution a été présentée au ministère du Revenu dans les 90 jours qui ont suivi celui de la substitution;

b) le ministère du Revenu a rendu une décision favorable à l'égard de la substitution.

_____

1992, c. 1, a. 172;1995, c. 1, a. 129;1997, c. 3, a. 71.

• *Décision anticipée.*

1029.8.9.0.1.1. Un particulier qui est membre d'une société de personnes ne peut être réputé avoir payé au ministre sa part d'un montant visé aux articles 1029.8 ou 1029.8.7 que si une décision anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'effet que les objectifs des sections II et II.1 et, le cas échéant, les formalités prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) à l'égard de l'obtention du financement, ont été respectés.

_____

1993, c. 64, a. 147;1997, c. 3, a. 71.

TEXTE ACTUEL

• *Décision anticipée.*

1029.8.16.1. Un particulier qui est membre d'une société de personnes ne peut être réputé avoir payé au ministre sa part d'un montant visé à l'article 1029.8.11 que si une décision anticipée favorable du ministère du Revenu a été rendue à l'effet que les objectifs de la présente section et, le cas échéant, les formalités prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) à l'égard de l'obtention du financement, ont été respectés.

_____

1993, c. 64, a. 154;1997, c. 3, a. 71.

TEXTE REFONDU

• *Action admissible.*

965.74. Une action du capital-actions d'une société émettrice est admissible à un régime d'épargne-actions II si les conditions suivantes sont remplies :

a) elle est une action ordinaire à droit de vote ;

b) en vertu des conditions relatives à son émission, elle ne peut, en partie ou en totalité, être achetée par la société émettrice ou être achetée par quiconque de quelque façon que ce soit directement ou indirectement ou faire l'objet d'une opération qui aurait pour effet soit de rendre une telle action, une action substituée à une telle action, une action reçue par suite d'une opération visée à l'un des articles 301, 536, 541 et 544 relativement à l'une de ces actions ou toute action substituée, en partie ou en totalité, rachetable par la société émettrice ou achetable par quiconque de quelque façon que ce soit directement ou indirectement, soit d'effectuer en faveur de l'actionnaire un transfert de l'un des biens de la société qui n'est pas un dividende ;

c) elle ne peut, en vertu des conditions relatives à son émission, donner droit à un dividende qui fait ou fera l'objet d'un engagement selon lequel une personne qui n'est pas la société émettrice garantit le paiement de ce dividende ;

d) elle est émise par une société émettrice admissible qui, dans le prospectus définitif, stipule que cette action peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II et donne droit à l'avantage prévu à son égard par le présent titre ;

e) elle a fait l'objet, avant l'obtention du visa du prospectus définitif, d'une décision anticipée favorable du ministre relativement au respect des objectifs du présent titre ;

f) elle est acquise à prix d'argent dans le cadre d'une émission publique d'actions par un particulier ou un organisme de placement collectif admissible qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme ;

g) elle est souscrite et payée.

• *Action acquise par un organisme de placement collectif admissible.*

965.76. Sous réserve de l'article 965.77, est également admissible à un régime d'épargne-actions II une action qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est acquise à prix d'argent par un organisme de placement collectif admissible qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme, dans le cadre du placement d'une action faisant l'objet d'une dispense de prospectus prévue au paragraphe 2 de l'article 2.10 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 (2005, G.O. 2, 4907) ;

b) elle satisfait aux exigences des paragraphes *a* à *c* et *g* de l'article 965.74 ;

c) elle a fait l'objet, au cours de l'année d'imposition de la société émettrice pendant laquelle la demande de dispense de prospectus est présentée et avant l'obtention de cette dispense, d'une décision anticipée favorable du ministre relativement au respect des objectifs du présent titre ;

d) au plus tard 10 jours après le jour du placement de cette action, une copie de la déclaration prévue au paragraphe *d* de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription a été transmise au ministre, accompagnée, sauf lorsque la société émettrice réalise pour la première fois une émission publique d'actions en vertu du présent titre conformément au paragraphe 2 de l'article 2.10 de ce règlement, de l'attestation visée à l'article 965.78 ;

e) elle est émise par une société émettrice admissible dont des actions ordinaires de son capital-actions qui comportent un droit de vote sont inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée située au Canada.

• *Titre admissible.*

965.85. Un titre est admissible à un régime d'épargne-actions II si les conditions suivantes sont remplies :

a) il est émis par un organisme de placement collectif admissible qui stipule, dans le prospectus définitif relatif à l'émission du titre, que ce titre peut faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II et donne droit à l'avantage prévu à son égard par le présent titre ;

b) lorsqu'il est émis par un organisme de placement collectif admissible qui, à l'égard de sa première émission publique de titres qui sont des titres qui peuvent faire l'objet d'un régime d'épargne-actions II, a fait le choix prévu à l'article 965.121, il est un titre émis dans le cadre de cette première émission publique de titres ;

c) il est acquis à prix d'argent par un particulier qui en est le premier acquéreur, autre qu'un courtier agissant en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme ;

d) il a fait l'objet, avant l'obtention du visa du prospectus définitif relatif à son émission, d'une décision anticipée favorable du ministre relativement au respect des objectifs du présent titre ;

e) le certificat l'attestant est :

i. soit conservé, aux termes d'un arrangement prévu au sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 965.56, par l'organisme de placement collectif admissible qui a émis le titre ;

ii. soit remis directement au courtier visé au sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 965.56 par l'émetteur de ce certificat ou par un autre courtier qui certifie qu'il a été détenu, sans interruption depuis son émission, par un courtier en sa qualité d'intermédiaire ou de preneur ferme, soit émis et enregistré au nom du courtier ou au nom d'une personne que celui-ci désigne.

• *Décision anticipée favorable.*

1029.8.9. Un contribuable ne peut être réputé avoir payé au ministre un montant ou sa part d'un montant visé à l'article 1029.8.6 ou 1029.8.7, qui se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu après le 18 décembre 1987 ou à un contrat de recherche admissible, que si une décision anticipée favorable du ministre a été rendue à l'égard du contrat de recherche universitaire ou du contrat de recherche admissible, selon le cas, auquel ce montant ou cette part d'un montant, selon le cas, se rapporte, avant qu'un montant ne soit versé, en vertu du contrat, à une entité universitaire admissible, à un centre de recherche public admissible ou à un consortium de recherche admissible, selon le cas.

• *Plusieurs contrats de recherche.*

De plus, lorsqu'un montant ou une part d'un montant se rapporte à plus d'un contrat de recherche universitaire ou à plus d'un contrat de recherche admissible, la décision anticipée favorable visée au premier alinéa doit être rendue à l'égard de chaque contrat auquel le montant ou la part d'un montant, selon le cas, se rapporte.

• *Montant versé avant une décision anticipée.*

Enfin, lorsqu'en vertu d'un contrat de recherche universitaire ou d'un contrat de recherche admissible, un montant a été versé à une entité universitaire admissible, à un centre de recherche public admissible ou à un consortium de recherche admissible, selon le cas, avant que le contrat fasse l'objet d'une décision anticipée favorable de la part du ministre, le montant ainsi versé est réputé, aux seules fins du premier alinéa, avoir été versé après qu'une décision anticipée favorable du ministre ait été rendue à l'égard du contrat, si les conditions suivantes sont satisfaites :

a) une demande de décision anticipée à l'égard du contrat a été présentée au ministre au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ou, lorsque les conditions prévues au quatrième alinéa à l'égard de la demande de décision anticipée sont respectées, dans un délai de trois ans suivant le jour où ce contrat a été conclu ;

b) le ministre a rendu une décision favorable à l'égard du contrat.

• *Conditions.*

Les conditions auxquelles réfère le paragraphe *a* du troisième alinéa, à l'égard d'une demande de décision anticipée relative à un contrat de recherche universitaire ou à un contrat de recherche admissible conclu par un contribuable, sont les suivantes :

a) la demande n'a pu être présentée, pour des raisons indépendantes de la volonté du contribuable au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ;

b) la demande indique les raisons pour lesquelles elle n'a pu être présentée au plus tard le quatre-vingt-dixième jour suivant celui où le contrat a été conclu ;

c) le ministre considère que les raisons invoquées justifient la recevabilité de la demande.

• *Fondation universitaire.*

Lorsqu'un montant se rapporte à un contrat de recherche universitaire conclu entre une société et une entité universitaire admissible et qu'une fondation universitaire s'est portée caution pour la société à l'égard du paiement de ce montant, la demande de décision anticipée relative à ce contrat doit démontrer, d'une part, que la fondation universitaire s'est ainsi portée caution pour la société et, d'autre part, que les conditions prévues aux paragraphes *a* à *d* du sixième alinéa de l'article 1029.8.19.2 à l'égard de ce cautionnement sont satisfaites.

• *Contrat de recherche universitaire dont l'exécution est poursuivie par une filiale entièrement contrôlée.*

1029.8.9.0.1. Pour l'application de la section II.1, lorsqu'un contrat de recherche universitaire a été conclu par une entité universitaire admissible qui est un centre hospitalier universitaire de recherche médicale prescrit et qu'une autre entité universitaire admissible qui est soit une filiale entièrement contrôlée de ce centre, soit une société sans but lucratif relevant de ce centre, s'y substitue pour poursuivre l'exécution du contrat, la filiale ou la société, selon le cas, est réputée ne pas être une personne distincte du centre si les conditions suivantes sont remplies:

a) une demande de décision anticipée à l'égard de la substitution a été présentée au ministre dans les 90 jours qui ont suivi celui de la substitution;

b) le ministre a rendu une décision favorable à l'égard de la substitution.

• *Décision anticipée.*

1029.8.9.0.1.1. Un particulier qui est membre d'une société de personnes ne peut être réputé avoir payé au ministre sa part d'un montant visé aux articles 1029.8 ou 1029.8.7 que si une décision anticipée favorable du ministre a été rendue à l'effet que les objectifs des sections II et II.1 et,

le cas échéant, les formalités prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) à l'égard de l'obtention du financement, ont été respectés.

• *Décision anticipée.*

1029.8.16.1. Un particulier qui est membre d'une société de personnes ne peut être réputé avoir payé au ministre sa part d'un montant visé à l'article 1029.8.11 que si une décision anticipée favorable du ministre a été rendue à l'effet que les objectifs de la présente section et, le cas échéant, les formalités prévues par la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) à l'égard de l'obtention du financement, ont été respectés.

89. Cette loi est modifiée par le remplacement des mots « ministère du Revenu » par le mot « ministre », partout où ils se trouvent dans les articles 965.74, 965.76, 965.85, 1029.8.9, 1029.8.9.0.1, 1029.8.9.0.1.1 et 1029.8.16.1.

NOTE EXPLICATIVE

La Loi sur les impôts est modifiée dans les articles 965.74, 965.76, 965.85, 1029.8.9, 1029.8.9.0.1, 1029.8.9.0.1.1 et 1029.8.16.1, afin d'y apporter les modifications de concordance nécessaires de manière à remplacer les références au « ministère du Revenu » par des références au « ministre du Revenu ».

RÉFÉRENCES

* Réf. : 965.74, 965.76, 965.85, 1029.8.9, 1029.8.9.0.1, 1029.8.9.0.1.1 et 1029.8.16.1 L.I. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Taxe pour intérêts et amortissement.*

220. 1. Aucune émission d'obligations ne peut être faite et aucun emprunt ne peut être contracté, à moins qu'il ne soit imposé par la résolution qui les autorise, sur les biens imposables affectés au paiement de telles obligations ou de tel emprunt, une taxe annuelle suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins 1% du montant de l'emprunt, à part l'intérêt, pour créer un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de la dette.

• *Réserve.*

2. Il est cependant loisible au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, d'autoriser une commission scolaire à différer, pendant les deux premières années, le paiement de la taxe imposée pour le fonds d'amortissement.

• *Rôle spécial de perception.*

3. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des obligations ou de l'emprunt, un rôle spécial de perception répartissant, sur les immeubles imposables affectés au paiement des obligations ou de l'emprunt, le montant de taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement.

• *Emploi du fonds d'amortissement.*

4. Les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement sont employées annuellement, ou, si l'emprunt est remboursable en entier à une date déterminée, sont déposées annuellement au bureau du ministre des Finances, à Québec, conformément à la section XI de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (chapitre D-7).

• *Poursuite.*

5. Quand, en vertu de la loi, il est obligatoire de déposer ces deniers et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le sous-ministre du Revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur de bons, contribuable ou autre personne intéressée peuvent, par une poursuite judiciaire, forcer la municipalité à faire le dépôt et, lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la commission scolaire, les dispositions concernant l'exécution des jugements contre les municipalités, contenues aux articles 400 à 422, sont applicables.

• *Obligations à courte échéance.*

6. Avec l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, toute commission scolaire peut émettre des obligations pour des termes plus courts que le terme établi pour l'emprunt par la résolution, et peut former un fonds d'amortissement à un taux basé sur le terme de l'emprunt, pourvu que chaque émission, après la première, soit seulement pour la balance due sur l'emprunt.

• *Exemption d'avis.*

Lorsqu'une commission scolaire emprunte les sommes nécessaires pour défrayer le coût de l'impression et de la vente des obligations d'une émission subséquente visée à l'alinéa précédent, il n'est pas nécessaire de donner les avis publics prescrits par l'article 293.

TEXTE REFONDU

• *Émission d'obligations.*

7. Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée ou à l'égard d'un emprunt contracté après le 30 juin 1980.

_____

S. R. 1964, c. 235, a. 231 ;1971, c. 67, a. 50 ;1979, c. 72, a. 343 ;1981, c. 27, a. 6 ;1988, c. 84, a. 705 ;1989, c. 36, a. 279 ;1990, c. 35, a. 16 ;1993, c. 51, a. 72 ;1994, c. 16, a. 50 ;1999, c. 40, a. 159 ;1999, c. 43, a. 13 ;2003, c. 19, a. 250 ;2005, c. 28, a. 195, a. 196 ;2009, c. 26, a. 109.

TEXTE REFONDU

• *Taxe pour intérêts et amortissement.*

220. 1. Aucune émission d'obligations ne peut être faite et aucun emprunt ne peut être contracté, à moins qu'il ne soit imposé par la résolution qui les autorise, sur les biens imposables affectés au paiement de telles obligations ou de tel emprunt, une taxe annuelle suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins 1% du montant de l'emprunt, à part l'intérêt, pour créer un fonds d'amortissement destiné à l'extinction de la dette.

• *Réserve.*

2. Il est cependant loisible au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, d'autoriser une commission scolaire à différer, pendant les deux premières années, le paiement de la taxe imposée pour le fonds d'amortissement.

• *Rôle spécial de perception.*

3. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des obligations ou de l'emprunt, un rôle spécial de perception répartissant, sur les immeubles imposables affectés au paiement des obligations ou de l'emprunt, le montant de taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement.

• *Emploi du fonds d'amortissement.*

4. Les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement sont employées annuellement, ou, si l'emprunt est remboursable en entier à une date déterminée, sont déposées annuellement au bureau du ministre des Finances, à Québec, conformément à la section XI de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (chapitre D-7).

• *Poursuite.*

5. Quand, en vertu de la loi, il est obligatoire de déposer ces deniers et que le dépôt n'est pas fait tel que prescrit, le ministre du Revenu, ainsi que tout fidéicommissaire, porteur de bons, contribuable ou autre personne intéressée peuvent, par une poursuite judiciaire, forcer la municipalité à faire le dépôt et, lorsqu'un jugement à cet effet est obtenu contre la commission scolaire, les dispositions concernant l'exécution des jugements contre les municipalités, contenues aux articles 400 à 422, sont applicables.

• *Obligations à courte échéance.*

6. Avec l'approbation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, toute commission scolaire peut émettre des obligations pour des termes plus courts que le terme établi pour l'emprunt

par la résolution, et peut former un fonds d'amortissement à un taux basé sur le terme de l'emprunt, pourvu que chaque émission, après la première, soit seulement pour la balance due sur l'emprunt.

• *Exemption d'avis.*

Lorsqu'une commission scolaire emprunte les sommes nécessaires pour défrayer le coût de l'impression et de la vente des obligations d'une émission subséquente visée à l'alinéa précédent, il n'est pas nécessaire de donner les avis publics prescrits par l'article 293.

• *Émission d'obligations.*

7. Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une émission d'obligations effectuée ou à l'égard d'un emprunt contracté après le 30 juin 1980.

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE POUR LES AUTOCHTONES CRIS, INUIT ET NASKAPIS

90. L'article 220 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5, des mots « sous-ministre du Revenu » par les mots « ministre du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 220 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis est modifié afin d'y apporter la modification de concordance requise à la suite de la création de l'Agence, en remplaçant les mots « sous-ministre du Revenu » par les mots « ministre du Revenu ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: 220(5) L.I.P.A.C.I.N. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

TEXTE REFONDU

LOI SUR L'ADMINISTRATION FISCALE

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

91. Le titre de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est remplacé par le suivant :

« LOI SUR L'ADMINISTRATION FISCALE ».

NOTE EXPLICATIVE

Il est proposé de remplacer le titre de la Loi sur le ministère du Revenu par le titre « Loi sur l'administration fiscale ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: Titre de la L.M.R.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Définitions :*

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

• *« loi fiscale » ;*

a) « loi fiscale » : la présente loi, la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (chapitre R-20.1) ou toute autre loi imposant des droits et dont l'application est confiée au ministre ;

• *« droits » ;*

b) « droits » : en outre de son sens ordinaire, les honoraires, prix ou coût de licences ou permis, taxes et autres impôts et contributions prévus par une loi fiscale ;

• *« règlement » ;*

c) « règlement » : tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le gouvernement ;

d) *(paragraphe abrogé)* ;

• *« ministre » ;*

e) « ministre » : le ministre du Revenu ;

• *« sous-ministre » ;*

f) « sous-ministre » : le sous-ministre du Revenu ;

• *« personne ».*

g) « personne » : une personne physique, une société, une société de personnes, une fiducie, un ministère, un organisme ou une succession ainsi que toute autre entité qui constitue une personne au sens d'une autre loi fiscale.

1972, c. 22, a. 1 ;1974, c. 17, a. 1 ;1978, c. 25, a. 1 ;1979, c. 9, a. 38 ;1979, c. 12, a. 44 ;1983, c. 49, a. 34 ;1991, c. 7, a. 1 ;1993, c. 71, a. 48 ;D. 214-94 ;1996, c. 31, a. 8 ;1997, c. 31, a. 144 ;1999, c. 40, a. 258 ;2002, c. 5, a. 1 ;2004, c. 21, a. 504 ;2009, c. 15, a. 460.

TEXTE REFONDU

1. Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression :

« Agence » désigne l'Agence du revenu du Québec ;

« droits » comprend, en outre de son sens ordinaire, les honoraires, prix ou coût de licences ou permis, taxes et autres impôts et contributions prévus par une loi fiscale ;

« loi fiscale » désigne la présente loi, la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (chapitre R-20.1) ou toute autre loi imposant des droits et dont l'application est confiée au ministre ;

« ministre » désigne le ministre du Revenu ;

« personne » désigne une personne physique, une société, une société de personnes, une fiducie, un ministère, un organisme ou une succession ainsi que toute autre entité qui constitue une personne au sens d'une autre loi fiscale ;

« président-directeur général » désigne le président-directeur général de l'Agence ;

« règlement » désigne tout règlement édicté en vertu de la présente loi par le gouvernement. ».

92. L'article 1 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Définitions.*

« **1.** Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression :

• *« Agence »*

« Agence » désigne l'Agence du revenu du Québec ;

• *« droits »*

« droits » comprend, en outre de son sens ordinaire, les honoraires, prix ou coût de licences ou permis, taxes et autres impôts et contributions prévus par une loi fiscale ;

• *« loi fiscale »*

« loi fiscale » désigne la présente loi, la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (chapitre R-20.1) ou toute autre loi imposant des droits et dont l'application est confiée au ministre ;

• *« ministre »*

« ministre » désigne le ministre du Revenu ;

• *« personne »*

« personne » désigne une personne physique, une société, une société de personnes, une fiducie, un ministère, un organisme ou une succession ainsi que toute autre entité qui constitue une personne au sens d'une autre loi fiscale ;

• *« président-directeur général »*

« président-directeur général » désigne le président-directeur général de l'Agence ;

• *« règlement »*

« règlement » désigne tout règlement édicté en vertu de la présente loi par le gouvernement. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de la Loi sur l'administration fiscale est remplacé afin de tenir compte de la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Il introduit, pour les fins de l'application de cette loi et de ses règlements, la définition de l'expression « Agence » et de l'expression « président-directeur général » et supprime la définition de l'expression « sous-ministre » qui n'a plus d'objet.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *« prescrit ».*

1.1. Dans toute loi fiscale et les règlements édictés en vertu d'une telle loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, le mot « prescrit » signifie, dans le cas d'un formulaire ou d'un renseignement à fournir dans un formulaire, prescrit par le ministre ou par le sous-ministre et, dans tout autre cas, prescrit par règlement ou déterminé conformément à des règles prescrites par règlement.

_____
1991, c. 7, a. 2;1996, c. 31, a. 9 ;2001, c. 51, a. 232.

TEXTE REFONDU

• *« prescrit ».*

1.1. Dans toute loi fiscale et les règlements édictés en vertu d'une telle loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, le mot « prescrit » signifie, dans le cas d'un formulaire ou d'un renseignement à fournir dans un formulaire, prescrit par le ministre ou par le président-directeur général et, dans tout autre cas, prescrit par règlement ou déterminé conformément à des règles prescrites par règlement.

93. L'article 1.1 de cette loi est modifié par le remplacement du mot « sous-ministre » par les mots « président-directeur général ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1.1 de cette loi est modifié afin d'y apporter une modification de concordance nécessaire à la suite de la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et afin de prendre en compte qu'en vertu de l'article 8 du présent projet de loi, le président-directeur général exercera les fonctions et pouvoirs confiés au ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1.1 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

CHAPITRE II

ORGANISATION DU MINISTÈRE DU REVENU

_____

1972, c. 22 ; 1997, c. 14, a. 312 ; 1998, c. 16, a. 299.

TEXTE REFONDU

CHAPITRE II

MINISTRE DU REVENU

94. L'intitulé du chapitre II de cette loi est remplacé par le suivant :

« MINISTRE DU REVENU ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification vise à apporter les adaptations de concordance nécessaires à la suite de la création de l'Agence. L'intitulé du chapitre II de la Loi sur le ministère du Revenu sera remplacé par l'intitulé « MINISTRE DU REVENU ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: CHAPITRE II L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Administration.*

2. Le ministre du Revenu est chargé de la direction et de l'administration du ministère du Revenu.

• *Application des lois et des règlements.*

Il est également chargé de l'application des lois fiscales, de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2), de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45), de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), des dispositions des autres lois mentionnées à l'annexe I de la Loi sur le registraire des entreprises à l'égard desquelles des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises, des dispositions relatives à l'administration provisoire de biens prévues à l'article 77 de la Loi sur le curateur public (chapitre C-81) et des règlements adoptés en vertu de ces lois ou dispositions de lois. Il assume de plus toute autre responsabilité que lui confie le gouvernement dont, notamment, celles relatives à l'application de l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants, à l'application de toute entente conclue entre le gouvernement et une communauté mohawk concernant l'application d'une loi fiscale et à l'application, dans la mesure prévue à un accord conclu en vertu de l'article 9.0.1, de toute loi du Parlement du Canada ou de tout règlement adopté en vertu d'une telle loi et mentionnés dans cet accord.

_____

1972, c. 22, a. 2 ;1977, c. 5, a. 14 ;1990, c. 60, a. 46 ;1995, c. 18, a. 93 ;1995, c. 63, a. 267 ;1999, c. 53, a. 7 ;2005, c. 44, a. 46 ;2006, c. 38, a. 41 ;[2010, c. 7, a. 215 — la modification sera intégrée dans la loi à son entrée en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2010, c. 7, a. 302].

TEXTE REFONDU

• *Application des lois et des règlements.*

2. Le ministre du Revenu est responsable de l'application des lois fiscales.

Il assume en outre toute autre responsabilité qui lui est confiée par une autre loi ou par le gouvernement.

95. L'article 2 de cette loi, modifié par l'article 215 du chapitre 7 des lois de 2010 et par l'article 227 du chapitre 25 des lois de 2010, est remplacé par le suivant :

« **2.** Le ministre du Revenu est responsable de l'application des lois fiscales.

Il assume en outre toute autre responsabilité qui lui est confiée par une autre loi ou par le gouvernement. ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 2 de cette loi visent à apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et à prévoir les responsabilités qui sont confiées au ministre du Revenu, sans qu'il soit nécessaire d'énumérer chacune des lois qu'il est chargé d'appliquer.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 2 L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Sous-ministre.*

3. Le gouvernement nomme un sous-ministre du Revenu.

• *Devoirs.*

Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère du Revenu; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le gouvernement.

_____

1972, c. 22, a. 3;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 299.

• *Autorité du sous-ministre.*

4. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du ministre titulaire du ministère du Revenu et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort de ce ministère.

_____

1972, c. 22, a. 4;1978, c. 15, a. 140;1983, c. 44, a. 57;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 299.

• *Absence ou empêchement.*

4.1. En cas d'absence ou d'empêchement du sous-ministre, le ministre peut désigner un sous-ministre adjoint du ministère du Revenu pour agir en lieu et place du sous-ministre.

_____

1982, c. 56, a. 30;1997, c. 3, a. 77;1998, c. 16, a. 262.

• *Nomination des fonctionnaires et employés.*

5. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère du Revenu, dont le registraire des entreprises, sont nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

• *Opposition du sous-ministre.*

Toutefois, malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'une convention collective au sens du Code du travail (chapitre C-27) ou d'une sentence arbitrale qui en tient lieu, le sous-ministre peut s'opposer à ce qu'un emploi du ministère du Revenu soit comblé par une personne qui, au cours des cinq années précédentes, a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale au Canada, au Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), à la Loi sur les stupéfiants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre N-1) ou à la Loi sur les aliments et drogues (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-27), dans la mesure où cette infraction est incompatible avec l'emploi à combler, à moins qu'elle n'en ait obtenu pardon.

• *Décision motivée.*

Le sous-ministre transmet sa décision motivée à la personne concernée ainsi qu'au président du Conseil du trésor si un concours a été tenu.

• *Appel à la Commission de la fonction publique.*

Sauf si l'emploi à combler est d'un caractère occasionnel, la personne concernée qui s'estime lésée par la décision du sous-ministre peut interjeter appel devant la Commission de la fonction publique par une demande écrite qui doit être reçue à la Commission dans les 30 jours de l'expédition de la décision. La Commission entend l'appel et en décide à moins qu'une convention collective ou une sentence arbitrale qui en tient lieu n'ait donné compétence en cette matière à une autre personne conformément à l'article 70 de la Loi sur la fonction publique.

_____

1972, c. 22, a. 5 ;1978, c. 15, a. 140 ;1982, c. 38, a. 19 ;1983, c. 55, a. 145 ;1990, c. 4, a. 586 ;1996, c. 12, a. 19 ;1996, c. 35, a. 19 ;1997, c. 3, a. 78 ;1997, c. 14, a. 312 ;1998, c. 16, a. 263 ;2000, c. 8, a. 242 ;D. 1027-2000 ;2006, c. 38, a. 42 ;[2010, c. 7, a. 216 — la modification sera intégrée dans la loi à son entrée en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2010, c. 7, a. 302].

• *Devoirs des fonctionnaires et employés.*

6. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère du Revenu, non expressément définis par la loi ou par le gouvernement, sont déterminés par le ministre.

• *Permission expresse du ministre.*

Nul fonctionnaire ou employé du ministère du Revenu ne doit, sans la permission expresse du ministre, effectuer un travail lucratif ni exercer un autre emploi ou remplir une charge rémunérée qui ne font pas partie de ses devoirs déterminés en vertu de l'alinéa précédent.

• *Conflit d'intérêt.*

La permission visée au deuxième alinéa peut être donnée s'il est démontré à la satisfaction du ministre que ce travail, cet emploi ou cette charge ne sont pas susceptibles d'entraîner un conflit d'intérêt ou d'être incompatibles avec les devoirs visés au premier alinéa.

• *Décision écrite.*

La décision du ministre peut être prise et communiquée par écrit au fonctionnaire ou à l'employé dans un délai raisonnable.

1972, c. 22, a. 6;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 299.

• *Signature obligatoire.*

7. Sous réserve du troisième alinéa, nul acte, document ou écrit n'engage le ministère du Revenu ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou par un fonctionnaire autorisé par règlement.

• *Fac-similé.*

Ce règlement peut permettre qu'un fac-similé de la signature du ministre, du sous-ministre ou de ce fonctionnaire soit apposé sur les documents qu'il détermine. Un tel fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

• *Avis attribuable au ministre.*

Un avis de cotisation ou un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, établi en vertu d'une loi fiscale et ne portant aucune signature, est valide, engage le ministère du Revenu et est attribuable au ministre de la même façon que s'il était signé par lui, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.

1972, c. 22, a. 7 ;1978, c. 25, a. 2 ;1982, c. 38, a. 20 ;1997, c. 14, a. 312 ;1998, c. 16, a. 299 ;2004, c. 4, a. 17.

• *Copie authentique.*

8. Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère du Revenu, certifiée conforme par un fonctionnaire autorisé par règlement ou par une personne autorisée à signer le document en vertu du premier alinéa de l'article 7, est authentique et a la même valeur que l'original.

1972, c. 22, a. 8;1983, c. 20, a. 9;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 299.

TEXTE REFONDU

• *Produit ou service.*

9.0.7. Le ministre peut fournir un produit ou un service lié au savoir-faire du ministère du Revenu. Un tel produit ou un tel service peut être fourni à titre onéreux.

_____

2005, c. 2, a. 1.

• *Rapport annuel.*

9.1. Le ministre dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, il le dépose dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

_____

1978, c. 18, a. 20 ;1997, c. 14, a. 312.

TEXTE REFONDU

3. (Abrogé).

4. (Abrogé).

4.1. (Abrogé).

5. (Abrogé).

6. (Abrogé).

7. (Abrogé).

8. (Abrogé).

9.0.7. (Abrogé).

9.1. (Abrogé).

96. Les articles 3 à 8, 9.0.7 et 9.1 de cette loi sont abrogés.

NOTE EXPLICATIVE

Les articles 3 à 8, 9.0.7 et 9.1 de la Loi sur le ministère du Revenu seront supprimés compte tenu de la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Des dispositions semblables seront intégrées à la Loi sur l'Agence du revenu du Québec, tout en y apportant les adaptations nécessaires.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 3 à 8, 9.0.7 et 9.1 L.M.R. / Abrogations.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Poursuites.*

12. Les droits et autres montants dont quiconque est redevable en vertu d'une loi fiscale sont des dettes dues à l'État; ils sont recouvrables devant tout tribunal compétent ou de toute autre manière prévue par une loi fiscale; sous réserve du paragraphe *b* de l'article 97.2, les montants perçus en vertu d'une telle loi font partie du fonds consolidé du revenu.

• *Dette alimentaire.*

Le ministre peut retarder ou suspendre le recouvrement des droits et autres montants dont quiconque est redevable en vertu d'une loi fiscale afin de favoriser le recouvrement d'un montant dû en vertu de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2).

_____

1972, c. 22, a. 12 ;1978, c. 25, a. 5 ;1978, c. 25, a. 23 ;1991, c. 67, a. 559 ;1992, c. 57, a. 621 ;1992, c. 57, a. 719 ;D. 712-93 ;1996, c. 31, a. 10 ;1997, c. 3, a. 80 ;1998, c. 16, a. 265 ;2002, c. 46, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Poursuites.*

12. Les droits et autres montants dont quiconque est redevable en vertu d'une loi fiscale sont des dettes dues à l'État; ils sont recouvrables devant tout tribunal compétent ou de toute autre manière prévue par une loi fiscale.

• *Dette alimentaire.*

Le ministre peut retarder ou suspendre le recouvrement des droits et autres montants dont quiconque est redevable en vertu d'une loi fiscale afin de favoriser le recouvrement d'un montant dû en vertu de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2).

97. L'article 12 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « ; sous réserve du paragraphe *b* de l'article 97.2, les montants perçus en vertu d'une telle loi font partie du fonds consolidé du revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée au premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur le ministère du Revenu vise à apporter les concordances nécessaires à la suite de l'abolition du Fonds de perception (article 145 du présent projet de loi). Elle prend en compte le mode de financement des activités de l'Agence (article 57 du présent projet de loi) ainsi que la création du fonds relatif à l'administration fiscale (article 56 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 12, 1° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Certificat.*

13. Lorsqu'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale n'est pas payé, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû; ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

• *Certificat.*

Ce certificat peut être délivré par le ministre en tout temps dès que la dette devient exigible.

• *Jugement.*

Lorsqu'un tel certificat est produit au greffe du tribunal compétent, le greffier inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur du sous-ministre pour le montant prévu au certificat et pour les dépens, contre la personne tenue au paiement de la dette en cause.

• *Effets.*

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets, sauf à l'égard des intérêts sur le montant accordé, lesquels se calculent au taux fixé à l'article 28 et se capitalisent quotidiennement.

_____

1972, c. 22, a. 13;1990, c. 7, a. 220;1991, c. 67, a. 560;1997, c. 3, a. 81;1997, c. 85, a. 337 ;2004, c. 21, a. 506.

TEXTE REFONDU

• *Certificat.*

13. Lorsqu'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale n'est pas payé, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû; ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

• *Certificat.*

Ce certificat peut être délivré par le ministre en tout temps dès que la dette devient exigible.

• *Jugement.*

Lorsqu'un tel certificat est produit au greffe du tribunal compétent, le greffier inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur de l'Agence pour le montant prévu au certificat et pour les dépens, contre la personne tenue au paiement de la dette en cause.

• *Effets.*

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets, sauf à l'égard des intérêts sur le montant accordé, lesquels se calculent au taux fixé à l'article 28 et se capitalisent quotidiennement.

98. L'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « du sous-ministre » par les mots « de l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

Le troisième alinéa de l'article 13 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire à la suite de la création de l'Agence. Cette modification prend en compte que les demandes en justice devront être intentées sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec » en vertu de l'article 131 du présent projet de loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 13, 3° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Responsabilité des administrateurs.*

24.0.1. Lorsqu'une société a omis de remettre au ministre un montant prévu à l'article 24 ou de déduire, retenir ou percevoir un montant qu'elle devait déduire, retenir ou percevoir en vertu d'une loi fiscale ou de payer un montant qu'elle devait payer à titre d'employeur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre D-8.3) ou de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), ses administrateurs en fonction à la date de l'omission deviennent solidairement débiteurs avec celle-ci de ce montant ainsi que des intérêts et pénalités s'y rapportant dans les cas suivants :

a) lorsqu'un bref d'exécution à l'égard de la société est rapporté insatisfait en totalité ou en partie à la suite d'un jugement rendu en faveur du sous-ministre en vertu de l'article 13 ;

b) lorsque la société fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation ou devient faillie au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Lois révisées du Canada (1985), chapitre B-3) et qu'une réclamation est produite ;

c) lorsque la société a entrepris des procédures de liquidation ou de dissolution, ou qu'elle a fait l'objet d'une dissolution.

• *Responsabilité à l'égard d'un remboursement de la taxe nette.*

De plus, lorsqu'une société a obtenu sans y avoir droit un montant à titre de remboursement de la taxe nette au sens de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) et qu'elle a omis de le rembourser au ministre, ses administrateurs en fonction à la date à laquelle elle a obtenu ce remboursement deviennent solidairement débiteurs avec celle-ci de ce montant ainsi que des intérêts et pénalités s'y rapportant dans les cas prévus au premier alinéa.

• *Dispositions applicables.*

Les articles 1005 à 1014, 1051 et 1052 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

1986, c. 16, a. 1 ;1991, c. 67, a. 568 ;1992, c. 1, a. 214 ;1994, c. 46, a. 11 ;1995, c. 1, a. 204 ;1995, c. 1, a. 362 ;1995, c. 43, a. 48 ;1995, c. 49, a. 241 ;1995, c. 63, a. 279 ;1997, c. 3, a. 104 ;1997, c. 14, a. 298 ;1997, c. 85, a. 361 ;1999, c. 89, a. 53 ;D. 149-2000 ;2001, c. 9, a. 132 ;D. 984-2005 ;2004, c. 4, a. 20 ;2007, c. 3, a. 68 ;2007, c. 12, a. 307.

TEXTE REFONDU

• *Responsabilité des administrateurs.*

24.0.1. Lorsqu'une société a omis de remettre au ministre un montant prévu à l'article 24 ou de déduire, retenir ou percevoir un montant qu'elle devait déduire, retenir ou percevoir en vertu d'une loi fiscale ou de payer un montant qu'elle devait payer à titre d'employeur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre D-8.3) ou de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5), ses administrateurs en fonction à la date de l'omission deviennent solidairement débiteurs avec celle-ci de ce montant ainsi que des intérêts et pénalités s'y rapportant dans les cas suivants :

a) lorsqu'un bref d'exécution à l'égard de la société est rapporté insatisfait en totalité ou en partie à la suite d'un jugement rendu en vertu de l'article 13 ;

b) lorsque la société fait l'objet d'une ordonnance de mise en liquidation ou devient faillie au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Lois révisées du Canada (1985), chapitre B-3) et qu'une réclamation est produite ;

c) lorsque la société a entrepris des procédures de liquidation ou de dissolution, ou qu'elle a fait l'objet d'une dissolution.

• *Responsabilité à l'égard d'un remboursement de la taxe nette.*

De plus, lorsqu'une société a obtenu sans y avoir droit un montant à titre de remboursement de la taxe nette au sens de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) et qu'elle a omis de le rembourser au ministre, ses administrateurs en fonction à la date à laquelle elle a obtenu ce remboursement deviennent solidairement débiteurs avec celle-ci de ce montant ainsi que des intérêts et pénalités s'y rapportant dans les cas prévus au premier alinéa.

• *Dispositions applicables.*

Les articles 1005 à 1014, 1051 et 1052 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

99. L'article 24.0.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans le paragraphe *a* du premier alinéa, des mots « en faveur du sous-ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 24.0.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est de concordance avec la modification qui est apportée à l'article 13 de cette même loi par l'article 98 du présent projet de loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 24.0.1, 1° al.(a) L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Révocation de la renonciation.*

25.3. Lorsque le ministre aurait le droit, en vertu uniquement d'une renonciation visée au paragraphe *b* de l'article 25.1, de déterminer de nouveau le montant des droits, remboursements, intérêts et pénalités en vertu d'une loi fiscale, il ne peut faire une telle nouvelle détermination plus de six mois après la date à laquelle un avis de révocation de la renonciation est produit, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé, adressé au sous-ministre.

_____

1991, c. 67, a. 569;1998, c. 16, a. 299.

TEXTE REFONDU

• *Révocation de la renonciation.*

25.3. Lorsque le ministre aurait le droit, en vertu uniquement d'une renonciation visée au paragraphe *b* de l'article 25.1, de déterminer de nouveau le montant des droits, remboursements, intérêts et pénalités en vertu d'une loi fiscale, il ne peut faire une telle nouvelle détermination plus de six mois après la date à laquelle un avis de révocation de la renonciation est présenté au ministre, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé.

100. L'article 25.3 de cette loi est modifié par le remplacement de « produit, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé, adressé au sous-ministre » par « présenté au ministre, au moyen du formulaire prescrit et en double exemplaire, par courrier recommandé ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25.3 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire à la suite de la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25.3 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Compensation.*

31. Lorsqu'une personne qui a droit à un remboursement par suite de l'application d'une loi fiscale est aussi débitrice en vertu d'une telle loi ou sur le point de l'être, le ministre peut affecter ce remboursement au paiement de la dette de cette personne, jusqu'à concurrence de cette dette, et lui en donner avis.

• *Règlements relatifs à l'affectation d'un remboursement.*

Le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'accès à l'information, faire des règlements pour déterminer qu'un remboursement dû à une personne par suite de l'application d'une loi fiscale peut également être affecté au paiement de tout montant dont cette personne est débitrice envers l'État en vertu d'une loi autre qu'une loi fiscale.

• *Procédure.*

Dans ce cas, le ministre :

a) effectue d'abord, s'il y a lieu, l'affectation prévue par le premier alinéa ;

b) informe ensuite le ministre ou l'organisme responsable de l'application ou de l'administration de la loi visée dans le règlement du montant affecté à la dette existant en vertu de cette loi ;

c) paie le solde du remboursement à la personne qui y a droit ;

d) expédie à cette personne, qu'elle reçoive ou non un tel paiement, un avis lui donnant le détail des sommes affectées.

• *Conditions et modalités de l'affectation.*

Un règlement visé au deuxième alinéa peut prévoir les conditions et les modalités des opérations de l'affectation prévue par le même alinéa, dont notamment le mode de communication au ministère du Revenu des renseignements nécessaires ainsi que l'ordre dans lequel l'imputation des montants visés au paragraphe *b* du troisième alinéa doit être effectuée.

• *Transmission de renseignements.*

Ces renseignements peuvent, à la demande du ministre ou d'une personne qu'il autorise expressément à cette fin, être transmis par communication de fichiers de renseignements.

• *Affectation d'un remboursement à titre de sûreté.*

Sous réserve du troisième alinéa, lorsqu'une personne visée à l'article 17.2 omet de se conformer à une demande de sûreté présentée par le ministre en vertu des articles 17.2 ou 17.4 ou omet de maintenir une telle sûreté, le ministre peut affecter tout montant qu'il doit rembourser à cette personne en vertu d'une loi fiscale, pour valoir à titre de sûreté, jusqu'à concurrence de la différence entre le montant total des sûretés exigées en vertu des articles 17.2 et 17.4 et celui des sûretés qui ont été données et maintenues en vertu de ces articles, et lui en donner avis.

• *Affectation d'un montant trop élevé.*

Lorsque le ministre, par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts ou incomplets, a affecté au paiement de la dette de cette personne ou pour valoir à titre de sûreté un montant supérieur à celui qu'il aurait dû affecter, l'excédent est réputé avoir réduit la dette de cette personne ou, selon le cas, réputé valoir à titre de sûreté, à compter de l'affectation.

1972, c. 22, a. 31 ;1981, c. 12, a. 23 ;1981, c. 24, a. 18 ;1985, c. 25, a. 171 ;1993, c. 72, a. 16 ;1997, c. 85, a. 347 ;1997, c. 85, a. 723 ;1998, c. 16, a. 272 ;1999, c. 65, a. 34 ;2002, c. 5, a. 4 ;2005, c. 2, a. 2.

TEXTE REFONDU

• *Compensation.*

31. Lorsqu'une personne qui a droit à un remboursement par suite de l'application d'une loi fiscale est aussi débitrice en vertu d'une telle loi ou sur le point de l'être, le ministre peut affecter ce remboursement au paiement de la dette de cette personne, jusqu'à concurrence de cette dette, et lui en donner avis.

• *Règlements relatifs à l'affectation d'un remboursement.*

Le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'accès à l'information, faire des règlements pour déterminer qu'un remboursement dû à une personne par suite de l'application d'une loi fiscale peut également être affecté au paiement de tout montant dont cette personne est débitrice envers l'État en vertu d'une loi autre qu'une loi fiscale.

• *Procédure.*

Dans ce cas, le ministre :

a) effectue d'abord, s'il y a lieu, l'affectation prévue par le premier alinéa ;

b) informe ensuite le ministre ou l'organisme responsable de l'application ou de l'administration de la loi visée dans le règlement du montant affecté à la dette existant en vertu de cette loi ;

c) paie le solde du remboursement à la personne qui y a droit ;

d) expédie à cette personne, qu'elle reçoive ou non un tel paiement, un avis lui donnant le détail des sommes affectées.

• *Conditions et modalités de l'affectation.*

Un règlement visé au deuxième alinéa peut prévoir les conditions et les modalités des opérations de l'affectation prévue par le même alinéa, dont notamment le mode de communication à l'Agence des renseignements nécessaires ainsi que l'ordre dans lequel l'imputation des montants visés au paragraphe *b* du troisième alinéa doit être effectuée.

• *Transmission de renseignements.*

Ces renseignements peuvent, à la demande du ministre ou d'une personne qu'il autorise expressément à cette fin, être transmis par communication de fichiers de renseignements.

• *Affectation d'un remboursement à titre de sûreté.*

Sous réserve du troisième alinéa, lorsqu'une personne visée à l'article 17.2 omet de se conformer à une demande de sûreté présentée par le ministre en vertu des articles 17.2 ou 17.4 ou omet de maintenir une telle sûreté, le ministre peut affecter tout montant qu'il doit rembourser à cette personne en vertu d'une loi fiscale, pour valoir à titre de sûreté, jusqu'à concurrence de la différence entre le montant total des sûretés exigées en vertu des articles 17.2 et 17.4 et celui des sûretés qui ont été données et maintenues en vertu de ces articles, et lui en donner avis.

• *Affectation d'un montant trop élevé.*

Lorsque le ministre, par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts ou incomplets, a affecté au paiement de la dette de cette personne ou pour valoir à titre de sûreté un montant supérieur à celui qu'il aurait dû affecter, l'excédent est réputé avoir réduit la dette de cette personne ou, selon le cas, réputé valoir à titre de sûreté, à compter de l'affectation.

101. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le quatrième alinéa, des mots « au ministère du Revenu » par les mots « à l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

Le quatrième alinéa de l'article 31 de cette loi est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 31, 4° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Conditions et modalités d'application.*

31.1.5. Le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'accès à l'information, faire des règlements pour déterminer les conditions et les modalités d'application du deuxième alinéa de l'article 30.1 et de l'article 31.1.1, les renseignements visés par l'article 31.1.2 ainsi que les conditions et les modalités relatives à la communication de ces renseignements.

• *Fichiers de renseignements.*

Ces renseignements peuvent, à la demande du ministre ou d'une personne qu'il autorise expressément à cette fin, être transmis par communication de fichiers de renseignements.

1993, c. 79, a. 41 ;1995, c. 63, a. 273 ;2005, c. 2, a. 3.

TEXTE REFONDU

• *Conditions et modalités d'application.*

31.1.5. Le gouvernement peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'accès à l'information, faire des règlements pour déterminer les conditions et les modalités d'application du deuxième alinéa de l'article 30.1 et de l'article 31.1.1, les renseignements visés par l'article 31.1.2 ainsi que les conditions et les modalités relatives à la communication de ces renseignements.

• *Fichiers de renseignements.*

Ces renseignements peuvent, à la demande du ministre, être transmis par communication de fichiers de renseignements.

102. L'article 31.1.5 de cette loi est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « ou d'une personne qu'il autorise expressément à cette fin ».

NOTE EXPLICATIVE

Le deuxième alinéa de l'article 31.1.5 de la Loi sur le ministère du Revenu sera modifié afin de supprimer, dans son deuxième alinéa, les mots « ou d'une personne qu'il autorise expressément à cette fin ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: 31.1.5, 2° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Registre.*

31.1.6. Le ministre inscrit dans un registre le nom du ministère ou de l'organisme qui lui transmet un fichier conformément à l'un des articles 31 et 31.1.5, la fréquence à laquelle un tel fichier doit être transmis ainsi que l'usage projeté des renseignements communiqués. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès à ce registre.

_____

2005, c. 2, a. 4.

TEXTE REFONDU

• *Registre.*

31.1.6. Est inscrit dans un registre le nom du ministère ou de l'organisme qui transmet un fichier conformément à l'un des articles 31 et 31.1.5, la fréquence à laquelle un tel fichier doit être transmis ainsi que l'usage projeté des renseignements communiqués. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès à ce registre.

103. L'article 31.1.6 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des mots « Le ministre » par le mot « Est » ;

2° par la suppression du mot « lui ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 31.1.6 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 31.1.6 L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Enquêtes.*

38. Toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, pénétrer en tout temps convenable dans tous lieux ou endroits dans lesquels une entreprise est exploitée ou des biens sont gardés ou dans lesquels il se fait quelque chose se rapportant à des affaires quelconques ou dans lesquels sont ou devraient être tenus des registres en conformité d'une loi fiscale. Toutefois, celle-ci ne peut pénétrer dans une résidence sans le consentement de son occupant.

• *Pouvoirs.*

La personne ainsi autorisée par le ministre peut :

a) vérifier ou examiner les pièces et registres ainsi que tout autre document ou autre chose pouvant se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les registres ou sur les pièces, à une interdiction prévue à l'article 34.2 ou au montant de tout droit qui devrait être payé, déduit, retenu ou perçu en vertu d'une loi fiscale et tirer copie, imprimer ou photographier ce document ou cette chose ;

b) examiner les biens décrits dans un inventaire ou tous biens, procédés ou matières dont l'examen peut, à son avis, lui aider à déterminer l'exactitude d'un inventaire ou à contrôler les renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les registres ou sur les pièces, ou à déterminer le montant de tout droit qui devrait être payé, déduit, retenu ou perçu en vertu d'une loi fiscale ;

b.1) utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux pour accéder à des données contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données ;

c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen et, à cette fin, obliger le propriétaire ou le gérant à l'accompagner sur les lieux ; et

d) (paragraphe abrogé) ;

• *Identification.*

Sur demande, la personne ainsi autorisée doit s'identifier et exhiber le document, signé par le sous-ministre, attestant sa qualité.

1972, c. 22, a. 38 ;1986, c. 95, a. 190 ;1997, c. 14, a. 305 ;1997, c. 86, a. 3 ;2000, c. 25, a. 16 ;2001, c. 51, a. 235 ;2006, c. 13, a. 233 ;2009, c. 15, a. 465.

TEXTE REFONDU

• *Enquêtes.*

38. Toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, pénétrer en tout temps convenable dans tous lieux ou endroits dans lesquels une entreprise est exploitée ou des biens sont gardés ou dans lesquels il se fait quelque chose se rapportant à des affaires quelconques ou dans lesquels sont ou devraient être tenus des registres en conformité d'une loi fiscale. Toutefois, celle-ci ne peut pénétrer dans une résidence sans le consentement de son occupant.

• *Pouvoirs.*

La personne ainsi autorisée par le ministre peut :

a) vérifier ou examiner les pièces et registres ainsi que tout autre document ou autre chose pouvant se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les registres ou sur les pièces, à une interdiction prévue à l'article 34.2 ou au montant de tout droit qui devrait être payé, déduit, retenu ou perçu en vertu d'une loi fiscale et tirer copie, imprimer ou photographier ce document ou cette chose ;

b) examiner les biens décrits dans un inventaire ou tous biens, procédés ou matières dont l'examen peut, à son avis, lui aider à déterminer l'exactitude d'un inventaire ou à contrôler les renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les registres ou sur les pièces, ou à déterminer le montant de tout droit qui devrait être payé, déduit, retenu ou perçu en vertu d'une loi fiscale ;

b.1) utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux pour accéder à des données contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données ;

c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen et, à cette fin, obliger le propriétaire ou le gérant à l'accompagner sur les lieux ; et

d) (paragraphe abrogé) ;

• *Identification.*

Sur demande, la personne ainsi autorisée doit s'identifier et exhiber le document, signé par le ministre, attestant sa qualité.

104. L'article 38 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, du mot « sous-ministre » par le mot « ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

Le troisième alinéa de l'article 38 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 38, 3° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Ordonnance de communication.*

40.1.3. Lors d'une enquête relative à une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment d'un fonctionnaire du ministère du Revenu, ordonner à une personne, à l'exception de la personne faisant l'objet de l'enquête :

a) de communiquer des documents originaux ou des copies certifiées conformes par affidavit ou des renseignements ;

b) de préparer un document à partir de documents ou renseignements existants et de le communiquer.

• *Contenu.*

L'ordonnance précise le lieu, la forme de la communication, le nom du fonctionnaire à qui elle est effectuée ainsi que le délai dans lequel elle doit être effectuée.

• *Conditions à remplir.*

Le juge peut rendre cette ordonnance s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire, à la fois :

a) qu'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise ;

b) que les documents ou renseignements fourniront une preuve touchant la perpétration de l'infraction ;

c) que les documents ou renseignements sont en la possession de la personne en cause ou à sa disposition.

• *Modalités.*

L'ordonnance peut être assortie des modalités que le juge estime appropriées, notamment pour protéger le secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

• *Modification, révocation ou renouvellement.*

Le juge qui rend l'ordonnance ou un juge compétent pour rendre une telle ordonnance peut la modifier, la révoquer ou accorder un nouveau délai qu'il fixe, s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu appuyant la demande, que les intérêts de la justice le justifient.

• *Copies.*

La copie d'un document communiquée en vertu du présent article est, à la condition d'être certifiée conforme à l'original par affidavit, admissible en preuve dans toute procédure et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été déposé en preuve de façon normale.

_____

2004, c. 4, a. 25 ;2009, c. 15, a. 469.

TEXTE REFONDU

• *Ordonnance de communication.*

40.1.3. Lors d'une enquête relative à une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment d'un employé de l'Agence, ordonner à une personne, à l'exception de la personne faisant l'objet de l'enquête :

a) de communiquer des documents originaux ou des copies certifiées conformes par affidavit ou des renseignements ;

b) de préparer un document à partir de documents ou renseignements existants et de le communiquer.

• *Contenu.*

L'ordonnance précise le lieu, la forme de la communication, le nom de l'employé à qui elle est effectuée ainsi que le délai dans lequel elle doit être effectuée.

• *Conditions à remplir.*

Le juge peut rendre cette ordonnance s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire, à la fois :

a) qu'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise ;

b) que les documents ou renseignements fourniront une preuve touchant la perpétration de l'infraction ;

c) que les documents ou renseignements sont en la possession de la personne en cause ou à sa disposition.

• *Modalités.*

L'ordonnance peut être assortie des modalités que le juge estime appropriées, notamment pour protéger le secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

• *Modification, révocation ou renouvellement.*

Le juge qui rend l'ordonnance ou un juge compétent pour rendre une telle ordonnance peut la modifier, la révoquer ou accorder un nouveau délai qu'il fixe, s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit d'un employé de l'Agence appuyant la demande, que les intérêts de la justice le justifient.

• *Copies.*

La copie d'un document communiquée en vertu du présent article est, à la condition d'être certifiée conforme à l'original par affidavit, admissible en preuve dans toute procédure et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été déposé en preuve de façon normale.

105. L'article 40.1.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les premier et cinquième alinéas, des mots « fonctionnaire du ministère du Revenu » par les mots « employé de l'Agence » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « du fonctionnaire » par les mots « de l'employé ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 40.1.3 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence, de manière à tenir compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 40.1.3, 1° al., 2° et 5° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Renseignement confidentiel.*

69. Le dossier fiscal d'une personne est confidentiel et tout renseignement qu'il contient ne peut être utilisé ou communiqué à moins que cette personne n'y consente ou que cette utilisation ou communication ne soit effectuée conformément à la présente loi.

• *Dossier fiscal.*

Le dossier fiscal d'une personne est constitué des renseignements que le ministre détient à son sujet pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale.

• *Précision.*

Ne font pas partie du dossier fiscal une procédure judiciaire prise pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale, de même que la décision qui en découle.

• *Précision.*

Ne constitue pas un dossier fiscal un dossier constitué pour l'administration ou la direction du ministère du Revenu, en application du premier alinéa de l'article 2 et des articles 3 à 6, ou pour une infraction, en application des articles 71.3.1 à 71.3.3.

_____

1972, c. 22, a. 69 ;1978, c. 25, a. 14 ;1980, c. 11, a. 69 ;1981, c. 24, a. 19 ;1984, c. 35, a. 41 ;1985, c. 25, a. 173 ;1988, c. 4, a. 155 ;1990, c. 4, a. 594 ;1990, c. 59, a. 370 ;1991, c. 67, a. 596 ;1994, c. 22, a. 355 ;1996, c. 33, a. 2 ;1997, c. 3, a. 104 ;1998, c. 16, a. 276 ;2001, c. 78, a. 7 ;2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 46, a. 20 ;

TEXTE REFONDU

• *Renseignement confidentiel.*

69. Le dossier fiscal d'une personne est confidentiel et tout renseignement qu'il contient ne peut être utilisé ou communiqué à moins que cette personne n'y consente ou que cette utilisation ou communication ne soit effectuée conformément à la présente loi.

• *Dossier fiscal.*

Le dossier fiscal d'une personne est constitué des renseignements que le ministre détient à son sujet pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale.

• *Précision.*

Ne font pas partie du dossier fiscal une procédure judiciaire prise pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale, de même que la décision qui en découle.

• *Précision.*

Ne constitue pas un dossier fiscal un dossier constitué pour l'administration, la direction ou la gestion de l'Agence ou à l'égard d'une infraction visée à l'un des articles 71.3.1 à 71.3.3.

106. L'article 69 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

• *Précision.*

« Ne constitue pas un dossier fiscal un dossier constitué pour l'administration, la direction ou la gestion de l'Agence ou à l'égard d'une infraction visée à l'un des articles 71.3.1 à 71.3.3. ».

NOTE EXPLICATIVE

Le quatrième alinéa de l'article 69 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de manière également à prendre en compte la suppression du premier alinéa de l'article 2 et l'abrogation des articles 3 à 6 de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69, 4° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Règles applicables.*

69.0.0.0.1. Les règles prévues à la présente section s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un renseignement, autre qu'un renseignement contenu dans un dossier fiscal, que le ministre détient aux fins de l'exécution d'un mandat qui lui est confié par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci.

• *Exception.*

Toutefois, l'article 69.3 ne s'applique pas à un renseignement communiqué par le ministre à une personne lorsqu'il est nécessaire à l'exercice des fonctions de cette personne dans le cadre de l'exécution d'un tel mandat.

_____

2009, c. 19, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Règles applicables.*

69.0.0.0.1. Les règles prévues à la présente section s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un renseignement, autre qu'un renseignement contenu dans un dossier fiscal, que le ministre détient aux fins de l'exécution d'un mandat qui lui est confié par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci.

• *Exception.*

Toutefois, l'article 69.3 ne s'applique pas à un renseignement communiqué à une personne lorsqu'il est nécessaire à l'exercice des fonctions de cette personne dans le cadre de l'exécution d'un tel mandat.

107. L'article 69.0.0.0.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « par le ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

Le deuxième alinéa de l'article 69.0.0.0.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.0.1, 2° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication à un représentant.*

69.0.0.5. Pour l'application de la présente section et de la section V.1, lorsque le ministre reçoit d'une personne ou pour son compte, par voie télématique ou sur support informatique, un document ou un renseignement produit ou exigible en vertu d'une loi fiscale, toute personne qui prépare ou transmet ce document ou ce renseignement, ou qui agit à titre d'intermédiaire dans la transmission du document ou du renseignement, est réputée le représentant de la personne concernée aux fins de permettre au ministre de procéder au traitement du document ou du renseignement.

• *Limite à la communication.*

Toutefois, un renseignement concernant une personne ne peut être communiqué à un tel représentant que si ce renseignement est directement relié à la tâche que ce dernier exécute pour le compte de la personne et lui est nécessaire pour la bonne exécution de cette tâche.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Communication à un représentant.*

69.0.0.5. Pour l'application de la présente section et de la section V.1, lorsque le ministre reçoit d'une personne ou pour son compte, par voie télématique ou sur support informatique, un document ou un renseignement produit ou exigible en vertu d'une loi fiscale, toute personne qui prépare ou transmet ce document ou ce renseignement, ou qui agit à titre d'intermédiaire dans la transmission du document ou du renseignement, est réputée le représentant de la personne concernée aux fins de permettre le traitement du document ou du renseignement.

• *Limite à la communication.*

Toutefois, un renseignement concernant une personne ne peut être communiqué à un tel représentant que si ce renseignement est directement relié à la tâche que ce dernier exécute pour le compte de la personne et lui est nécessaire pour la bonne exécution de cette tâche.

108. L'article 69.0.0.5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « au ministre de procéder au » par le mot « le ».

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 69.0.0.5 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.5, 1° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Renseignements accessibles au sein du ministère du Revenu.*

69.0.0.6. Au sein du ministère du Revenu, un renseignement contenu dans un dossier fiscal n'est accessible, sans le consentement de la personne concernée, que dans les cas et aux conditions qui suivent:

a) au ministre ou à une personne physique qu'il désigne pour l'assister lorsque ce renseignement est nécessaire à l'exercice de ses fonctions; à cet égard, le ministre établit par écrit, après consultation auprès du sous-ministre, les règles gouvernant l'accès, par lui et les personnes ainsi désignées, à un tel renseignement;

b) à un fonctionnaire ou à un employé du ministère du Revenu qui a qualité pour recevoir le renseignement lorsque celui-ci est nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

• *Règles.*

Les règles établies en application du paragraphe *a* du premier alinéa prennent effet à la date qui y est indiquée et sont déposées sans délai auprès de la Commission d'accès à l'information.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Renseignements accessibles au sein du ministère du Revenu.*

69.0.0.6. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal n'est accessible, sans le consentement de la personne concernée, que dans les cas et aux conditions qui suivent :

a) au ministre ou à une personne physique qu'il désigne pour l'assister lorsque ce renseignement est nécessaire à l'exercice de ses fonctions; à cet égard, le ministre établit par écrit, après consultation auprès du président-directeur général, les règles gouvernant l'accès, par lui et les personnes ainsi désignées, à un tel renseignement ;

b) à un employé de l'Agence qui a qualité pour recevoir le renseignement lorsque celui-ci est nécessaire à l'exercice de ses fonctions ;

c) au conseil d'administration de l'Agence dans la mesure où le document ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne concernée et que l'information est nécessaire à l'exercice des fonctions du conseil d'administration.

• *Règles.*

Les règles établies en application du paragraphe *a* du premier alinéa prennent effet à la date qui y est indiquée et sont déposées sans délai auprès de la Commission d'accès à l'information.

109. L'article 69.0.0.6 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement, dans la partie qui précède le paragraphe *a*, de « Au sein du ministère du Revenu, un » par le mot « Un » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *a*, du mot « sous-ministre » par les mots « président-directeur général » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *b*, des mots « à un fonctionnaire ou à un employé du ministère du Revenu » par les mots « à un employé de l'Agence » ;

4° par l'addition, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *c*) au conseil d'administration de l'Agence dans la mesure où le document ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne concernée et que l'information est nécessaire à l'exercice des fonctions du conseil d'administration. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.6 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Ces modifications prennent en compte que le président-directeur général sera chargé de la direction et de la gestion de l'Agence (article 33 du présent projet de loi) et que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci (article 42 du présent projet de loi).

De plus, le paragraphe *c* du premier alinéa introduit la règle qui régira l'accès par le conseil d'administration à un renseignement contenu dans un dossier fiscal d'une personne, sans le consentement de cette dernière. Le contenu de ce paragraphe est de concordance avec celui de l'article 31 du présent projet de loi qui interdit au conseil d'administration de recevoir communication de renseignements qui, même indirectement, révéleraient l'identité d'une personne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.6, 1° al., avant (a), (a), (b) et (c) L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein du ministère du Revenu, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution :

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'application des articles 2 à 6, à l'égard de l'administration ou de la direction du ministère du Revenu, et des articles 71.3.1 à 71.3.3, à l'égard d'une infraction pénale ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration du ministre pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe *b*, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

• *Plan triennal.*

Pour les fins mentionnées au paragraphe *e* du premier alinéa, le ministre dresse un plan triennal des sondages qu'il entend effectuer et qui impliquent l'utilisation de renseignements contenus dans un dossier fiscal. Il soumet ce plan à la Commission d'accès à l'information pour avis.

• *Avis de la Commission d'accès à l'information.*

La Commission d'accès à l'information émet un avis sur ce plan dans les 60 jours de la réception de celui-ci. En cas d'avis défavorable de la Commission d'accès à l'information, ce plan peut être soumis au gouvernement pour approbation.

• *Dépôt à l'Assemblée nationale.*

Le plan triennal, accompagné de l'avis de la Commission d'accès à l'information et, le cas échéant, de l'approbation du gouvernement, est déposé à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis ou de cette approbation, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

TEXTE ACTUEL

• *Rapport.*

Le ministre prépare annuellement un rapport sur les sondages effectués. La Commission d'accès à l'information émet un avis sur ce rapport dans les 60 jours de la réception de celui-ci. Le rapport accompagné de l'avis est déposé à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux.

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 62, a. 7 ;2005, c. 15, a. 162 ;D. 1072-2006 ;2006, c. 38, a. 43 ;2007, c. 14, a. 2 ;2009, c. 19, a. 13 ;2010, c. 7, a. 219

TEXTE REFONDU

• *Utilisation.*

69.0.0.7. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal ne peut être utilisé au sein de l'Agence, sans le consentement de la personne concernée, que pour les fins suivantes :

a) l'application ou l'exécution d'une loi fiscale ;

b) l'application ou l'exécution :

i. de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) ;

ii. (sous-paragraphe abrogé) ;

iii. du Programme allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles établi en vertu d'un décret pris en vertu des articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) ;

iv. de l'article 13.1 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ;

v. de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ou de la Loi sur le registraire des entreprises (chapitre R-17.1), mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'application ou à l'exécution de ces lois ;

b.1) l'exercice d'une fonction du registraire des entreprises prévue par la loi, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire à l'exercice de cette fonction ;

b.2) l'administration provisoire d'un bien confiée au ministre en vertu d'une loi ;

b.3) l'exécution d'un mandat confié au ministre par une loi dont l'application ne relève pas de celui-ci ;

c) la réalisation d'une étude ou d'une recherche ou la production de statistiques ;

d) l'administration, la direction ou la gestion de l'Agence ou l'application des articles 71.3.1 à 71.3.3 ;

e) la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des personnes et leur satisfaction à l'égard des lois et programmes relevant de l'administration de l'Agence pour autant que, en ce qui a trait à une loi, à un chapitre ou à un programme prévu au paragraphe *b*, ces sondages ne s'adressent qu'aux personnes qui sont visées par cette loi, ce chapitre ou ce programme.

• *Plan triennal.*

Pour les fins mentionnées au paragraphe e du premier alinéa, l'Agence dresse un plan triennal des sondages qu'elle entend effectuer et qui impliquent l'utilisation de renseignements contenus dans un dossier fiscal. Elle soumet ce plan à la Commission d'accès à l'information pour avis.

• *Avis de la Commission d'accès à l'information.*

La Commission d'accès à l'information émet un avis sur ce plan dans les 60 jours de la réception de celui-ci. En cas d'avis défavorable de la Commission d'accès à l'information, ce plan peut être soumis au gouvernement pour approbation.

• *Dépôt à l'Assemblée nationale.*

Le plan triennal, accompagné de l'avis de la Commission d'accès à l'information et, le cas échéant, de l'approbation du gouvernement, est déposé à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis ou de cette approbation, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

• *Rapport.*

L'Agence prépare annuellement un rapport sur les sondages effectués. La Commission d'accès à l'information émet un avis sur ce rapport dans les 60 jours de la réception de celui-ci. Le rapport accompagné de l'avis est déposé à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux.

110. L'article 69.0.0.7 de cette loi, modifié par l'article 219 du chapitre 7 des lois de 2010, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a*, des mots « du ministère du Revenu » par les mots « de l'Agence » ;

2° par le remplacement du paragraphe *d* du premier alinéa par le paragraphe suivant :

« *d*) l'administration, la direction ou la gestion de l'Agence ou l'application des articles 71.3.1 à 71.3.3 ; » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *e* du premier alinéa, des mots « du ministre » par les mots « de l'Agence » ;

4° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

• *Plan triennal.*

« Pour les fins mentionnées au paragraphe *e* du premier alinéa, l'Agence dresse un plan triennal des sondages qu'elle entend effectuer et qui impliquent l'utilisation de renseignements contenus dans un dossier fiscal. Elle soumet ce plan à la Commission d'accès à l'information pour avis. » ;

5° par le remplacement, dans le cinquième alinéa, des mots « Le ministre » par les mots « L'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.7 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.7, 1° al. avant (a), (d) et (e), 2° al. et 5° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Utilisation.*

69.0.0.8. Un renseignement provenant d'un dossier fiscal que le ministre utilise pour une fin prévue à l'un des paragraphes *b* à *b*.2 du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 et qui est inclus dans un dossier constitué à l'une de ces fins, n'est pas assujetti aux règles prévues à la présente section.

_____

2002, c. 5, a. 7 ;2009, c. 19, a. 14.

TEXTE REFONDU

• *Utilisation.*

69.0.0.8. Un renseignement provenant d'un dossier fiscal qui est utilisé pour une fin prévue à l'un des paragraphes *b* à *b*.2 du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 et qui est inclus dans un dossier constitué à l'une de ces fins, n'est pas assujetti aux règles prévues à la présente section.

III. L'article 69.0.0.8 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « que le ministre utilise » par les mots « qui est utilisé ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.8 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.8 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Exception.*

69.0.0.9. Le ministre peut diffuser une lettre ou un autre document contenu dans le dossier fiscal d'une personne, à l'exception d'une décision anticipée, dans lequel le ministère du Revenu expose sa position à l'égard de l'application ou de l'exécution d'une loi fiscale, dans la mesure où le document ainsi diffusé ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne ou ne peut y être associé.

_____

2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Exception.*

69.0.0.9. L'Agence peut diffuser une lettre ou un autre document contenu dans le dossier fiscal d'une personne, à l'exception d'une décision anticipée, dans lequel est exposé sa position à l'égard de l'application ou de l'exécution d'une loi fiscale, dans la mesure où le document ainsi diffusé ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne ou ne peut y être associé.

112. L'article 69.0.0.9 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « Le ministre » et « le ministère du Revenu expose » par, respectivement, les mots « L'Agence » et « est exposée ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.9 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.9 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication en vue de prévenir un acte de violence.*

69.0.0.11. Un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu peut communiquer des renseignements contenus dans un dossier fiscal, sans le consentement de la personne concernée, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable ou lorsqu'il existe une situation d'urgence mettant en danger leur vie, leur santé ou leur sécurité.

• *Communication.*

Les renseignements peuvent alors être communiqués à la ou aux personnes exposées à ce danger, à leur représentant ou à toute personne susceptible de leur porter secours.

• *Renseignements nécessaires.*

Ne peuvent alors être communiqués que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication.

• *Enregistrement.*

Lorsque des renseignements sont ainsi communiqués, le responsable de la protection des renseignements personnels au sein du ministère du Revenu inscrit cette communication dans un registre qu'il tient à cet effet.

• *Directive.*

Le sous-ministre doit, par directive, établir les conditions et modalités suivant lesquelles les renseignements peuvent être communiqués. Les fonctionnaires et employés du ministère sont tenus de se conformer à cette directive.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Communication en vue de prévenir un acte de violence.*

69.0.0.11. Un employé de l'Agence peut communiquer des renseignements contenus dans un dossier fiscal, sans le consentement de la personne concernée, en vue de prévenir un acte de violence, dont un suicide, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un danger imminent de mort ou de blessures graves menace une personne ou un groupe de personnes identifiable ou lorsqu'il existe une situation d'urgence mettant en danger leur vie, leur santé ou leur sécurité.

• *Communication.*

Les renseignements peuvent alors être communiqués à la ou aux personnes exposées à ce danger, à leur représentant ou à toute personne susceptible de leur porter secours.

• *Renseignements nécessaires.*

Ne peuvent alors être communiqués que les renseignements nécessaires aux fins poursuivies par la communication.

• *Enregistrement.*

Lorsque des renseignements sont ainsi communiqués, le responsable de la protection des renseignements personnels inscrit cette communication dans un registre qu'il tient à cet effet.

• *Directive.*

Le président-directeur général établit les conditions et modalités suivant lesquelles les renseignements peuvent être communiqués.

113. L'article 69.0.0.11 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « Un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu » par les mots « Un employé de l'Agence » ;

2° par la suppression, dans le quatrième alinéa, des mots « au sein du ministère du Revenu » ;

3° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant :

• *Conditions et modalités.*

« Le président-directeur général établit les conditions et modalités suivant lesquelles les renseignements peuvent être communiqués. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.11 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.11, 1° al., 4° al. et 5° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication à un corps de police.*

69.0.0.12. Un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu autorisé par règlement peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer à un membre d'un corps de police un renseignement contenu dans un dossier fiscal avec l'autorisation d'un juge de la Cour du Québec qui, sur la foi d'une déclaration faite par écrit et sous serment, est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que ce renseignement peut servir à prévenir ou à réprimer une infraction grave commise ou sur le point d'être commise par une personne qui fait partie d'une organisation criminelle ou qui participe, ou a participé, aux activités d'une organisation criminelle, qu'elle ait ou non fait l'objet d'une condamnation liée à cette participation.

• *Demande confidentielle.*

Une demande d'autorisation présentée en vertu du présent article est confidentielle ainsi que le dossier ayant trait à l'audience. Le greffier de la Cour du Québec prend les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité du dossier relatif à cette demande d'autorisation ainsi que des renseignements qui y sont relatifs.

• *Audition.*

Le juge saisi de la demande d'autorisation l'entend *ex parte* et à huis clos. Il peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour assurer la confidentialité de la demande et des renseignements sur lesquels porte l'audience. Le dossier est ensuite placé sous scellé et gardé dans un lieu interdit au public.

• *Définitions :*

Dans le présent article, l'expression :

• *« infraction grave » ;*

« infraction grave » désigne tout acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus ou toute autre infraction désignée par règlement ;

• *« organisation criminelle ».*

« organisation criminelle » désigne un groupe d'au moins trois personnes, quel qu'en soit le mode d'organisation, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer, ou procurer à une personne qui en fait partie, directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier; toutefois, une telle organisation criminelle ne comprend pas un groupe d'individus formé au hasard pour la perpétration immédiate d'une seule infraction.

_____
2002, c. 5, a. 7 ;2002, c. 46, a. 22.

TEXTE REFONDU

• *Communication à un corps de police.*

69.0.0.12. Un employé de l'Agence autorisé par règlement peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer à un membre d'un corps de police un renseignement contenu dans un dossier fiscal avec l'autorisation d'un juge de la Cour du Québec qui, sur la foi d'une déclaration faite par écrit et sous serment, est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que ce renseignement peut servir à prévenir ou à réprimer une infraction grave commise ou sur le point d'être commise par une personne qui fait partie d'une organisation criminelle ou qui

participe, ou a participé, aux activités d'une organisation criminelle, qu'elle ait ou non fait l'objet d'une condamnation liée à cette participation.

• *Demande confidentielle.*

Une demande d'autorisation présentée en vertu du présent article est confidentielle ainsi que le dossier ayant trait à l'audience. Le greffier de la Cour du Québec prend les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité du dossier relatif à cette demande d'autorisation ainsi que des renseignements qui y sont relatifs.

• *Audition.*

Le juge saisi de la demande d'autorisation l'entend *ex parte* et à huis clos. Il peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée pour assurer la confidentialité de la demande et des renseignements sur lesquels porte l'audience. Le dossier est ensuite placé sous scellé et gardé dans un lieu interdit au public.

• *Définitions :*

Dans le présent article, l'expression :

• *« infraction grave » ;*

« infraction grave » désigne tout acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus ou toute autre infraction désignée par règlement ;

• *« organisation criminelle ».*

« organisation criminelle » désigne un groupe d'au moins trois personnes, quel qu'en soit le mode d'organisation, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer, ou procurer à une personne qui en fait partie, directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier; toutefois, une telle organisation criminelle ne comprend pas un groupe d'individus formé au hasard pour la perpétration immédiate d'une seule infraction.

114. L'article 69.0.0.12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « Un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu » par les mots « Un employé de l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.12 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.12, 1° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Restrictions.*

69.0.0.13. Tout renseignement contenu dans un dossier fiscal communiqué à un corps de police conformément à l'un des articles 69.0.0.12 ou 69.0.2 ne peut être utilisé ou communiqué à un membre d'un autre corps de police, au procureur général ou au directeur des poursuites criminelles et pénales que pour les fins pour lesquelles il a été obtenu du ministère du Revenu ou que dans le cadre d'une procédure ou d'une instance ayant trait à ces fins.

• *Destruction.*

Il doit être détruit au moment où ces fins sont atteintes de façon définitive, sauf lorsqu'il a été déposé en preuve dans le cadre d'une procédure ou d'une instance.

_____
2002, c. 5, a. 7 ;2005, c. 34, a. 60 ;D. 104-2007.

TEXTE REFONDU

• *Restrictions.*

69.0.0.13. Tout renseignement contenu dans un dossier fiscal communiqué à un corps de police conformément à l'un des articles 69.0.0.12 ou 69.0.2 ne peut être utilisé ou communiqué à un membre d'un autre corps de police, au procureur général ou au directeur des poursuites criminelles et pénales que pour les fins pour lesquelles il a été obtenu ou que dans le cadre d'une procédure ou d'une instance ayant trait à ces fins.

• *Destruction.*

Il doit être détruit au moment où ces fins sont atteintes de façon définitive, sauf lorsqu'il a été déposé en preuve dans le cadre d'une procédure ou d'une instance.

115. L'article 69.0.0.13 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots « du ministère du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.13 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.13, 1° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication par un corps de police.*

69.0.0.14. Outre les situations prévues à l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), un corps de police peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée si elle fait partie d'une organisation criminelle, au sens de l'article 69.0.0.12, ou si elle participe ou a participé aux activités d'une telle organisation criminelle, qu'elle ait ou non fait l'objet d'une condamnation liée à cette participation, à un fonctionnaire ou à un employé autorisé conformément au premier alinéa de l'article 69.0.0.12 tout renseignement pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Communication par un corps de police.*

69.0.0.14. Outre les situations prévues à l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), un corps de police peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée si elle fait partie d'une organisation criminelle, au sens de l'article 69.0.0.12, ou si elle participe ou a participé aux activités d'une telle organisation criminelle, qu'elle ait ou non fait l'objet d'une condamnation liée à cette participation, à un employé autorisé conformément au premier alinéa de l'article 69.0.0.12 tout renseignement pour l'application ou l'exécution d'une loi fiscale.

116. L'article 69.0.0.14 de cette loi est modifié par la suppression des mots « à un fonctionnaire ou ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.14 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.14 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication pour l'application d'une loi fiscale ou lors d'une infraction criminelle ou pénale.*

69.0.0.16. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, soit à une personne lorsque cette communication est nécessaire pour permettre l'application ou l'exécution d'une loi fiscale, soit à un corps de police lorsqu'un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu a des motifs raisonnables de croire que la personne concernée a commis ou est sur le point de commettre, à l'égard du ministère du Revenu, de l'un de ses fonctionnaires ou employés ou à l'égard de l'application d'une loi fiscale, une infraction criminelle ou pénale et que ce renseignement est nécessaire à l'enquête relative à cette infraction.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Communication pour l'application d'une loi fiscale ou lors d'une infraction criminelle ou pénale.*

69.0.0.16. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, soit à une personne lorsque cette communication est nécessaire pour permettre l'application ou l'exécution d'une loi fiscale, soit à un corps de police lorsqu'un employé de l'Agence a des motifs raisonnables de croire que la personne concernée a commis ou est sur le point de commettre, à l'égard de l'Agence ou de l'un de ses employés ou à l'égard de l'application d'une loi fiscale, une infraction criminelle ou pénale et que ce renseignement est nécessaire à l'enquête relative à cette infraction.

117. L'article 69.0.0.16 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des mots « fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu » par les mots « employé de l'Agence » ;

2° par le remplacement de « du ministère du Revenu, de l'un de ses fonctionnaires ou employés » par les mots « de l'Agence ou de l'un de ses employés ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.16 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.16 L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication dans le cadre d'un contrat.*

69.0.0.17. Lorsque le ministre confie, pour une fin prévue à l'article 69.0.0.7, à une personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal, ce renseignement peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, à cette personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat.

• *Sous-traitants.*

Une personne à qui un contrat est confié conformément au premier alinéa ou une autre personne visée au présent alinéa peut, si elle obtient au préalable l'autorisation du sous-ministre ou d'une personne que ce dernier désigne, confier à une autre personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal et obtenu conformément au premier alinéa et elle peut communiquer ce renseignement à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat.

• *Obligations.*

Une personne qui exécute un contrat visé au présent article et dans le cadre duquel un renseignement contenu dans un dossier fiscal est communiqué est tenue aux obligations suivantes:

a) prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité du renseignement communiqué;

b) sauf lorsque le sous-ministre ou une personne que ce dernier désigne l'en dispense, transmettre à celui-ci ou à cette personne, au moyen du formulaire prescrit et avant la communication du renseignement, un engagement de confidentialité complété par toute personne à qui le renseignement peut être communiqué;

c) n'utiliser le renseignement que dans l'exécution du contrat;

d) ne communiquer le renseignement qu'à une personne qui fournit ses services dans le cadre d'un contrat visé au présent alinéa ou à un fonctionnaire ou à un employé du ministère du Revenu, pour autant que ce renseignement est nécessaire à l'exercice des fonctions de cette personne;

e) lorsque le contrat est exécuté dans les locaux du ministère du Revenu, ne transmettre aucun renseignement ni transporter aucun document contenant un tel renseignement à l'extérieur de ces locaux, sauf lorsque le sous-ministre ou une personne que ce dernier désigne le lui permet, et ne pas conserver un tel document après la fin du contrat;

f) lorsqu'une partie ou la totalité du contrat est exécutée à l'extérieur des locaux du ministère du Revenu, remettre au sous-ministre ou à une personne qu'il désigne, immédiatement après la fin du contrat, tout document contenant un tel renseignement;

g) aviser sans délai le sous-ministre, ou une personne qu'il désigne, de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une ou l'autre des obligations relatives à la confidentialité prévues à la présente section, à l'engagement de confidentialité ou au contrat;

h) permettre au sous-ministre ou à une personne qu'il désigne d'effectuer toute vérification ou enquête relative à la confidentialité du renseignement communiqué.

• *Autre exigence.*

Sauf lorsque le contrat est confié à un membre d'un ordre professionnel visé à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) et tenu au secret professionnel, le contrat doit être fait par écrit et énoncer les obligations prévues au troisième alinéa.

_____
2002, c. 5, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Communication dans le cadre d'un contrat.*

69.0.0.17. Lorsque, pour une fin prévue à l'article 69.0.0.7, est confié à une personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal, ce renseignement peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, à cette personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat.

• *Sous-traitants.*

Une personne à qui un contrat est confié conformément au premier alinéa ou une autre personne visée au présent alinéa peut, si elle obtient au préalable l'autorisation du président-directeur général ou d'une personne que ce dernier désigne, confier à une autre personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement contenu dans un dossier fiscal et obtenu conformément au premier alinéa et elle peut communiquer ce renseignement à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat.

• *Obligations.*

Une personne qui exécute un contrat visé au présent article et dans le cadre duquel un renseignement contenu dans un dossier fiscal est communiqué est tenue aux obligations suivantes:

a) prendre les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité du renseignement communiqué;

b) sauf lorsque le président-directeur général ou une personne que ce dernier désigne l'en dispense, transmettre à celui-ci ou à cette personne, au moyen du formulaire prescrit et avant la communication du renseignement, un engagement de confidentialité complété par toute personne à qui le renseignement peut être communiqué;

c) n'utiliser le renseignement que dans l'exécution du contrat;

d) ne communiquer le renseignement qu'à une personne qui fournit ses services dans le cadre d'un contrat visé au présent alinéa ou à un employé de l'Agence, pour autant que ce renseignement est nécessaire à l'exercice des fonctions de cette personne;

e) lorsque le contrat est exécuté dans les locaux de l'Agence, ne transmettre aucun renseignement ni transporter aucun document contenant un tel renseignement à l'extérieur de ces locaux, sauf lorsque le président-directeur général ou une personne que ce dernier désigne le lui permet, et ne pas conserver un tel document après la fin du contrat;

f) lorsqu'une partie ou la totalité du contrat est exécutée à l'extérieur des locaux de l'Agence, remettre au président-directeur général ou à une personne qu'il désigne, immédiatement après la fin du contrat, tout document contenant un tel renseignement;

g) aviser sans délai le président-directeur général, ou une personne qu'il désigne, de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une ou l'autre des obligations relatives à la confidentialité prévues à la présente section, à l'engagement de confidentialité ou au contrat;

h) permettre au président-directeur général ou à une personne qu'il désigne d'effectuer toute vérification ou enquête relative à la confidentialité du renseignement communiqué.

• *Autre exigence.*

Sauf lorsque le contrat est confié à un membre d'un ordre professionnel visé à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) et tenu au secret professionnel, le contrat doit être fait par écrit et énoncer les obligations prévues au troisième alinéa.

118. L'article 69.0.0.17 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « Lorsque le ministre confie, pour une fin prévue à l'article 69.0.0.7, » par « Lorsque, pour une fin prévue à l'article 69.0.0.7, est confié » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « du sous-ministre » par les mots « du président-directeur général » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *b* du troisième alinéa, des mots « le sous-ministre » par les mots « le président-directeur général » ;

4° par la suppression, dans le paragraphe *d* du troisième alinéa, des mots « ou à un fonctionnaire » ;

5° par le remplacement, dans les paragraphes *d* à *f* du troisième alinéa, des mots « du ministère du Revenu » par les mots « de l'Agence » ;

6° par le remplacement, dans le paragraphe *e* du troisième alinéa, des mots « le sous-ministre » par les mots « le président-directeur général » ;

7° par le remplacement, dans le paragraphe *f* du troisième alinéa, des mots « au sous-ministre » par les mots « au président-directeur général » ;

8° par le remplacement, dans le paragraphe *g* du troisième alinéa, des mots « le sous-ministre » par les mots « le président-directeur général » ;

9° par le remplacement, dans le paragraphe *h* du troisième alinéa, des mots « au sous-ministre » par les mots « au président-directeur général ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.0.17 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.0.17, 1° al., 2° al, 3° al. (b) et (d) à (h) L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication de renseignements confidentiels sur ordonnance.*

69.0.2. Le ministre ou un fonctionnaire que ce dernier désigne doit permettre à la personne désignée dans une ordonnance délivrée conformément au deuxième alinéa de prendre connaissance des renseignements ou documents mentionnés dans cette ordonnance et de les examiner.

• *Ordonnance rendue par un juge de la Cour du Québec.*

Pour l'application du premier alinéa, un juge de la Cour du Québec peut, aux fins d'une enquête relative à une infraction désignée au sens de l'article 462.3 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), rendre une ordonnance enjoignant le ministre de permettre à un membre de la Sûreté du Québec ou, le cas échéant, d'un corps de police municipal de prendre connaissance des renseignements ou documents mentionnés dans l'ordonnance et de les examiner.

• *Demande d'ordonnance écrite.*

Une demande d'ordonnance visée au deuxième alinéa doit être présentée par écrit par le procureur général ou par le directeur des poursuites criminelles et pénales, et doit être faite *ex parte*; elle est accompagnée de l'affidavit de la personne qui la présente ou d'une personne qu'il désigne expressément à cette fin et qui comporte les éléments suivants :

a) la désignation de l'infraction visée par l'enquête ou l'objet de celle-ci ;

b) la désignation de la personne visée par les renseignements ou les documents demandés ;

c) la désignation du genre de renseignements ou de documents que le ministre détient dans le cadre de l'application d'une loi fiscale et dont l'examen est demandé ;

d) les faits à l'origine des motifs raisonnables de croire que la personne visée par les renseignements ou les documents demandés a commis une infraction visée au deuxième alinéa ou en a bénéficié et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande.

• *Conditions relatives à l'ordonnance.*

Le juge peut rendre son ordonnance aux conditions qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public, s'il est convaincu à la fois de l'existence :

a) des faits à l'origine des motifs raisonnables de croire que la personne visée par les renseignements ou les documents demandés a commis une infraction visée au deuxième alinéa ou en a bénéficié et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande ;

b) de motifs raisonnables de croire qu'il est dans l'intérêt public d'en permettre l'accès compte tenu des avantages pouvant vraisemblablement en résulter pour cette enquête.

• *Période de validité de l'ordonnance.*

L'ordonnance demeure valide pour la période que précise le juge. Elle ne peut toutefois entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de sept jours francs suivant celui où une copie de cette ordonnance est signifiée au ministre ou à un fonctionnaire qu'il désigne, laquelle signification doit être faite selon les règles prévues au Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ou de la façon que le juge ordonne.

• *Prolongation du délai.*

Toutefois, le juge peut, à la demande du ministre ou d'un fonctionnaire que ce dernier désigne, prolonger le délai dans lequel le destinataire de celle-ci est tenu de s'y conformer.

1997, c. 86, a. 4 ;2002, c. 5, a. 9 ;2005, c. 34, a. 61 ;D. 104-2007.

TEXTE REFONDU

• *Communication de renseignements confidentiels sur ordonnance.*

69.0.2. Le ministre doit permettre à la personne désignée dans une ordonnance délivrée conformément au deuxième alinéa de prendre connaissance des renseignements ou documents mentionnés dans cette ordonnance et de les examiner.

• *Ordonnance rendue par un juge de la Cour du Québec.*

Pour l'application du premier alinéa, un juge de la Cour du Québec peut, aux fins d'une enquête relative à une infraction désignée au sens de l'article 462.3 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), rendre une ordonnance enjoignant le ministre de permettre à un membre de la Sûreté du Québec ou, le cas échéant, d'un corps de police municipal de prendre connaissance des renseignements ou documents mentionnés dans l'ordonnance et de les examiner.

• *Demande d'ordonnance écrite.*

Une demande d'ordonnance visée au deuxième alinéa doit être présentée par écrit par le procureur général ou par le directeur des poursuites criminelles et pénales, et doit être faite *ex parte*; elle est accompagnée de l'affidavit de la personne qui la présente ou d'une personne qu'il désigne expressément à cette fin et qui comporte les éléments suivants :

a) la désignation de l'infraction visée par l'enquête ou l'objet de celle-ci ;

b) la désignation de la personne visée par les renseignements ou les documents demandés ;

c) la désignation du genre de renseignements ou de documents que le ministre détient dans le cadre de l'application d'une loi fiscale et dont l'examen est demandé ;

d) les faits à l'origine des motifs raisonnables de croire que la personne visée par les renseignements ou les documents demandés a commis une infraction visée au deuxième alinéa ou en a bénéficié et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande.

• *Conditions relatives à l'ordonnance.*

Le juge peut rendre son ordonnance aux conditions qu'il estime nécessaires dans l'intérêt public, s'il est convaincu à la fois de l'existence :

a) des faits à l'origine des motifs raisonnables de croire que la personne visée par les renseignements ou les documents demandés a commis une infraction visée au deuxième alinéa ou en a bénéficié et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande ;

b) de motifs raisonnables de croire qu'il est dans l'intérêt public d'en permettre l'accès compte tenu des avantages pouvant vraisemblablement en résulter pour cette enquête.

• *Période de validité de l'ordonnance.*

L'ordonnance demeure valide pour la période que précise le juge. Elle ne peut toutefois entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de sept jours francs suivant celui où une copie de cette ordonnance est signifiée au ministre, laquelle signification doit être faite selon les règles prévues au Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ou de la façon que le juge ordonne.

• *Prolongation du délai.*

Toutefois, le juge peut, à la demande du ministre, prolonger le délai dans lequel le destinataire de celle-ci est tenu de s'y conformer.

119. L'article 69.0.2 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans le premier alinéa, des mots « ou un fonctionnaire que ce dernier désigne » ;

2° par la suppression, dans le cinquième alinéa, des mots « ou à un fonctionnaire qu'il désigne » ;

3° par la suppression, dans le sixième alinéa, des mots « ou d'un fonctionnaire que ce dernier désigne ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.2 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Ces modifications prennent en compte qu'en vertu de l'article 8 du projet de loi, ce sera le président-directeur général qui aura l'autorité du ministre dans l'exercice de tels pouvoirs et qui sera habilité à déléguer les pouvoirs du ministre à un employé ou à une catégorie d'employés de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.2, 1° al., 5° al. et 6° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Opposition à la communication d'un renseignement.*

69.0.3. Le ministre ou un fonctionnaire que ce dernier désigne peut s'opposer à la communication d'un renseignement ou d'un document visé par l'ordonnance rendue en vertu de l'article 69.0.2 en attestant, oralement ou par écrit devant le juge en chef de la Cour du Québec ou devant tout autre juge de cette cour que celui-ci aura chargé de l'audition :

a) qu'un accord conclu en vertu de l'article 9 interdit une telle communication ;

b) que ce renseignement ou ce document fait l'objet d'un privilège reconnu par la loi ;

c) que ce renseignement ou ce document a été placé dans un contenant scellé en conformité avec la loi ou en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent ; ou

d) que la communication de ce renseignement ou de ce document serait, pour toute autre raison, contraire à l'intérêt public.

• *Décision du juge.*

Le juge saisi d'une opposition peut, s'il estime nécessaire pour rendre sa décision, examiner les renseignements ou les documents dont la communication est demandée et doit déclarer l'opposition fondée et interdire la communication s'il constate l'existence d'une des circonstances prévues aux paragraphes *a* à *d* du premier alinéa.

• *Appel devant la Cour d'appel du Québec.*

Une décision sur une opposition visée au premier alinéa peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel du Québec au plus tard 10 jours suivant la date de la décision. La Cour d'appel peut cependant proroger ce délai si elle l'estime indiqué dans les circonstances.

• *Audition à huis clos.*

Les demandes visées au premier et au troisième alinéas font l'objet d'une audition à huis clos. Le ministre ou un fonctionnaire que ce dernier désigne a, au cours des auditions, en première instance ou en appel, le droit de présenter des arguments *ex parte*.

_____

1997, c. 86, a. 4.

TEXTE REFONDU

• *Opposition à la communication d'un renseignement.*

69.0.3. Le ministre peut s'opposer à la communication d'un renseignement ou d'un document visé par l'ordonnance rendue en vertu de l'article 69.0.2 en attestant, oralement ou par écrit devant le juge en chef de la Cour du Québec ou devant tout autre juge de cette cour que celui-ci aura chargé de l'audition :

a) qu'un accord conclu en vertu de l'article 9 interdit une telle communication ;

b) que ce renseignement ou ce document fait l'objet d'un privilège reconnu par la loi ;

c) que ce renseignement ou ce document a été placé dans un contenant scellé en conformité avec la loi ou en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent ; ou

d) que la communication de ce renseignement ou de ce document serait, pour toute autre raison, contraire à l'intérêt public.

• *Décision du juge.*

Le juge saisi d'une opposition peut, s'il estime nécessaire pour rendre sa décision, examiner les renseignements ou les documents dont la communication est demandée et doit déclarer l'opposition fondée et interdire la communication s'il constate l'existence d'une des circonstances prévues aux paragraphes *a* à *d* du premier alinéa.

• *Appel devant la Cour d'appel du Québec.*

Une décision sur une opposition visée au premier alinéa peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel du Québec au plus tard 10 jours suivant la date de la décision. La Cour d'appel peut cependant proroger ce délai si elle l'estime indiqué dans les circonstances.

• *Audition à huis clos.*

Les demandes visées au premier et au troisième alinéas font l'objet d'une audition à huis clos. Le ministre a, au cours des auditions, en première instance ou en appel, le droit de présenter des arguments *ex parte*.

120. L'article 69.0.3 de cette loi est modifié par la suppression, dans ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa et dans le quatrième alinéa, des mots « ou un fonctionnaire que ce dernier désigne ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.0.3 de cette loi est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cette modification prend en compte qu'en vertu de l'article 8 du projet de loi, ce sera le président-directeur général qui aura l'autorité du ministre dans l'exercice de tels pouvoirs et qui sera habilité à déléguer les pouvoirs du ministre à un employé ou à une catégorie d'employés de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.0.3 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Communication de renseignements.*

69.1. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, aux personnes mentionnées au deuxième alinéa et pour les seules fins prévues à cet alinéa.

• *Personnes visées et fins prévues.*

Les personnes qui ont ainsi droit à une telle communication sont les suivantes :

a) le contrôleur des finances, à l'égard de l'exercice des pouvoirs visés aux articles 18 et 22 de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01) ;

b) (paragraphe abrogé) ;

c) le vérificateur général, y compris ses experts-conseils, à l'égard des vérifications et enquêtes effectuées dans l'exercice de ses fonctions et pour les fins d'un rapport qu'il produit ;

d) le ministre des Finances, à l'égard d'un renseignement qui est nécessaire à l'évaluation et à la formulation de la politique fiscale du gouvernement et à l'égard de l'exercice des fonctions visées aux articles 26 et 33 à 36 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) ainsi que pour informer une personne relativement à l'application de la politique fiscale à son égard ;

e) (paragraphe abrogé) ;

f) le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, à l'égard des renseignements concernant les exploitants au sens de la Loi concernant les droits sur les mines (chapitre D-15) et qui sont nécessaires à l'application de cette loi ;

g) la Commission des normes du travail, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1) ainsi que, lorsqu'un tel employeur est une société, son statut juridique et les nom et adresse de ses administrateurs ;

h) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre D-8.3), de sa masse salariale, de ses dépenses de formation admissibles au sens des règlements de la Commission des partenaires du marché du travail pris en application de cette loi, de sa cotisation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, du code d'activité économique qui lui a été attribué par le ministre, du nombre de déclarations relatives à ses employés transmises au ministre et du numéro d'entreprise qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ;

i) le Protecteur du citoyen, à l'égard des interventions et enquêtes effectuées en vertu de la Loi sur le Protecteur du citoyen (chapitre P-32) ;

j) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour vérifier l'admissibilité d'une personne ou de sa famille à un programme ou à une mesure en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1), pour établir le montant qui peut être accordé à cette personne ou à sa famille en vertu de cette loi, pour identifier une situation non déclarée par cette personne ou un membre de sa famille, ainsi que pour vérifier le lieu de résidence et la solvabilité d'une personne qui doit rembourser un montant en vertu du chapitre II du titre III de cette loi ;

j.1) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour établir le droit d'une personne à une prestation en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011) ;

k) l'Institut de la statistique du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011) ;

l) (paragraphe abrogé) ;

m) la Régie de l'assurance maladie du Québec, dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour vérifier si une personne réside ou séjourne au Québec au sens de la Loi sur

l'assurance maladie (chapitre A-29) ainsi que dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour vérifier si une personne devait s'inscrire au régime général d'assurance médicaments institué par la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01) ;

n) la Régie des rentes du Québec dans la mesure où le renseignement :

1° se rapporte aux gains et cotisations des cotisants et est nécessaire à l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ;

2° est nécessaire à la tenue du registre des cotisants au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

3° est nécessaire pour établir le droit d'une personne au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation en vertu de la Loi sur les prestations familiales (chapitre P-19.1) ;

4° (sous-paragraphe abrogé) ;

o) le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour vérifier l'admissibilité d'une personne à l'aide financière prévue par la Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3), pour établir le montant d'aide financière, pour identifier une situation non déclarée par un étudiant conformément au paragraphe 1° de l'article 39 de cette loi ou pour vérifier l'adresse et les revenus de la personne qui doit rembourser un montant en vertu de cette loi, et le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de son employeur ;

p) la Commission des transports du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 7 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (chapitre P-30.3) ;

q) un ministre ou un organisme à qui incombe la responsabilité de rendre une décision ou de délivrer une attestation, un certificat, un visa ou un autre document semblable pour l'application d'une loi fiscale et, le cas échéant, de révoquer un tel document, dans la mesure où ce renseignement se rapporte directement à ces fonctions ;

r) la Régie de l'énergie, mais uniquement dans la mesure où le renseignement concerne une société et est nécessaire à l'application d'un règlement concernant les taux et les modalités de paiement de la redevance annuelle dans le secteur des produits pétroliers, adopté en vertu de l'article 112 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01) ;

s) le commissaire au lobbyisme, à l'égard des enquêtes et inspections qu'il fait ou autorise en application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) ;

t) la Société de l'assurance automobile du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour l'administration du Régime d'immatriculation international ;

u) (paragraphe abrogé) ;

v) le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'enregistrement d'une exploitation agricole conformément à un règlement pris en application de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) ou à la vérification de l'admissibilité d'une personne à un paiement en vertu de la section VII.1 de cette loi ;

w) la Commission de la santé et de la sécurité du travail, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) portant sur les versements périodiques que doivent payer les employeurs au ministre.

1985, c. 25, a. 174 ;1993, c. 64, a. 213 ;1993, c. 79, a. 44 ;1994, c. 46, a. 13 ;1995, c. 1, a. 213 ;1995, c. 36, a. 14 ;1995, c. 43, a. 50 ;1995, c. 63, a. 277 ;1995, c. 69, a. 22 ;1996, c. 12, a. 18 ;1996, c. 33, a. 4 ;1997, c. 3, a. 104 ;1997, c. 14, a. 312 ;1997, c. 20, a. 14 ;1997, c. 57, a. 43 ;1997, c. 63, a. 119 ;D. 1677-97 ;1997, c. 85, a. 355 ;1997, c. 85, a. 775 ;1997, c. 90, a. 14 ;D. 263-98 ;1998, c. 16, a. 278 ;1998, c. 36, a. 182 ;D. 1010-99 ;1998, c. 44, a. 48 ;D. 211-99 ;1999, c. 43, a. 15 ;1999, c. 65, a. 41 ;1999, c. 89, a. 53 ;D. 149-2000 ;2000, c. 15, a. 135 ;D. 1303-2000 ;2001, c. 9, a. 136 ;2001, c. 44, a. 30 ;2002, c. 5, a. 12 ;2002, c. 5, a. 39 ;2002, c. 23, a. 73 ;2002, c. 27, a. 33 ;2002,

c. 27, a. 41 ;2002, c. 46, a. 37 ;2002, c. 62, a. 9 ;2003, c. 8, a. 6 ;2003, c. 19, a. 250 ;2004, c. 10, a. 1 ;2005, c. 2, a. 6 ;2005, c. 13, a. 80 ;2005, c. 13, a. 95 :D. 984-2005 ;2005, c. 14, a. 54 ;2005, c. 15, a. 163 ;D. 1072-2006 ;2005, c. 23, a. 266 ;2005, c. 28, a. 195 ;2005, c. 39, a. 49 ;2006, c. 3, a. 35 ;2006, c. 32, a. 11 ;2006, c. 38, a. 44 ;2007, c. 3, a. 63 ;2007, c. 3, a. 68 ;2009, c. 19, a. 15 ;2010, c. 7, a. 220.

TEXTE REFONDU

• *Communication de renseignements.*

69.1. Un renseignement contenu dans un dossier fiscal peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, aux personnes mentionnées au deuxième alinéa et pour les seules fins prévues à cet alinéa.

• *Personnes visées et fins prévues.*

Les personnes qui ont ainsi droit à une telle communication sont les suivantes :

a) le contrôleur des finances, à l'égard de l'exercice des pouvoirs visés aux articles 18 et 22 de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01) ;

b) (paragraphe abrogé) ;

c) le vérificateur général, y compris ses experts-conseils, à l'égard des vérifications et enquêtes effectuées dans l'exercice de ses fonctions et pour les fins d'un rapport qu'il produit ;

d) le ministre des Finances, à l'égard d'un renseignement qui est nécessaire à l'évaluation et à la formulation de la politique fiscale du gouvernement et à l'égard de l'exercice des fonctions visées aux articles 26 et 33 à 36 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) ainsi que pour informer une personne relativement à l'application de la politique fiscale à son égard ;

e) (paragraphe abrogé) ;

f) le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, à l'égard des renseignements concernant les exploitants au sens de la Loi concernant les droits sur les mines (chapitre D-15) et qui sont nécessaires à l'application de cette loi ;

g) la Commission des normes du travail, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1) ainsi que, lorsqu'un tel employeur est une société, son statut juridique et les nom et adresse de ses administrateurs ;

h) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à l'égard des nom et adresse d'un employeur visé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre D-8.3), de sa masse salariale, de ses dépenses de formation admissibles au sens des règlements de la Commission des partenaires du marché du travail pris en application de cette loi, de sa cotisation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, du code d'activité économique, du nombre de déclarations relatives à ses employés transmises au ministre et du numéro d'entreprise qui lui a été attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) ;

i) le Protecteur du citoyen, à l'égard des interventions et enquêtes effectuées en vertu de la Loi sur le Protecteur du citoyen (chapitre P-32) ;

j) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour vérifier l'admissibilité d'une personne ou de sa famille à un programme ou à une mesure en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1), pour établir le montant qui peut être accordé à cette personne ou à sa famille en vertu de cette loi, pour identifier une situation non déclarée par cette personne ou un membre de sa famille, ainsi que pour vérifier le lieu de résidence et la solvabilité d'une personne qui doit rembourser un montant en vertu du chapitre II du titre III de cette loi ;

j.1) le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour établir le droit d'une personne à une prestation en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011) ;

k) l'Institut de la statistique du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011) ;

l) (paragraphe abrogé) ;

m) la Régie de l'assurance maladie du Québec, dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour vérifier si une personne réside ou séjourne au Québec au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) ainsi que dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour vérifier si une personne devait s'inscrire au régime général d'assurance médicaments institué par la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01) ;

n) la Régie des rentes du Québec dans la mesure où le renseignement :

1° se rapporte aux gains et cotisations des cotisants et est nécessaire à l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) ;

2° est nécessaire à la tenue du registre des cotisants au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

3° est nécessaire pour établir le droit d'une personne au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation en vertu de la Loi sur les prestations familiales (chapitre P-19.1) ;

4° (sous-paragraphe abrogé) ;

o) le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, mais uniquement dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour vérifier l'admissibilité d'une personne à l'aide financière prévue par la Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3), pour établir le montant d'aide financière, pour identifier une situation non déclarée par un étudiant conformément au paragraphe 1° de l'article 39 de cette loi ou pour vérifier l'adresse et les revenus de la personne qui doit rembourser un montant en vertu de cette loi, et le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de son employeur ;

p) la Commission des transports du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 7 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (chapitre P-30.3) ;

q) un ministre ou un organisme à qui incombe la responsabilité de rendre une décision ou de délivrer une attestation, un certificat, un visa ou un autre document semblable pour l'application d'une loi fiscale et, le cas échéant, de révoquer un tel document, dans la mesure où ce renseignement se rapporte directement à ces fonctions ;

r) la Régie de l'énergie, mais uniquement dans la mesure où le renseignement concerne une société et est nécessaire à l'application d'un règlement concernant les taux et les modalités de paiement de la redevance annuelle dans le secteur des produits pétroliers, adopté en vertu de l'article 112 de la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01) ;

s) le commissaire au lobbyisme, à l'égard des enquêtes et inspections qu'il fait ou autorise en application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) ;

t) la Société de l'assurance automobile du Québec, mais uniquement dans la mesure où le renseignement est nécessaire pour l'administration du Régime d'immatriculation international ;

u) (paragraphe abrogé) ;

v) le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'enregistrement d'une exploitation agricole conformément à un règlement pris en application de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) ou à la vérification de l'admissibilité d'une personne à un paiement en vertu de la section VII.1 de cette loi ;

w) la Commission de la santé et de la sécurité du travail, dans la mesure où le renseignement est nécessaire à l'application des dispositions de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) portant sur les versements périodiques que doivent payer les employeurs au ministre.

121. L'article 69.1 de cette loi, modifié par l'article 220 du chapitre 7 des lois de 2010, est de nouveau modifié par la suppression, dans le paragraphe *h* du deuxième alinéa, des mots « qui lui a été attribué par le ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin de retrancher dans le paragraphe *h* du deuxième alinéa, les mots « qui lui a été attribué par le ministre ».

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.1, 2° al. (h) L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Communication et utilisation.*

69.3. Une personne à qui le ministre communique un renseignement, autre qu'un renseignement servant strictement à l'identification d'une personne, en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 ne peut, à moins que la personne concernée n'y consente, l'utiliser à une autre fin ou le communiquer que dans les cas prévus aux articles 69.4 à 69.7 et 69.9.

• *Communication.*

Une personne à qui le ministre communique un renseignement en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 peut communiquer ce renseignement à une personne à qui le renseignement peut être communiqué conformément à l'article 88.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

2002, c. 5, a. 13 ;2009, c. 19, a. 16.

TEXTE REFONDU

• *Communication et utilisation.*

69.3. Une personne à qui un renseignement, autre qu'un renseignement servant strictement à l'identification d'une personne, est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 ne peut, à moins que la personne concernée n'y consente, l'utiliser à une autre fin ou le communiquer que dans les cas prévus aux articles 69.4 à 69.7 et 69.9.

• *Communication.*

Une personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 peut communiquer ce renseignement à une personne à qui le renseignement peut être communiqué conformément à l'article 88.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

122. L'article 69.3 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « le ministre communique un renseignement, autre qu'un renseignement servant strictement à l'identification d'une personne, » par « un renseignement, autre qu'un renseignement servant strictement à l'identification d'une personne, est communiqué » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « le ministre communique un renseignement » par les mots « un renseignement est communiqué ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.3 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.3, 1° et 2° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Assignation et témoignage.*

69.9. Malgré le paragraphe 3° de l'article 171 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le ministre, une personne qu'il désigne pour l'assister dans ses fonctions ou un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu ne peut être assigné ni témoigner relativement à un renseignement contenu dans un dossier fiscal, ou provenant d'un tel dossier, ni produire un tel renseignement que dans les cas et aux strictes conditions qui suivent :

a) une procédure de droit criminel ;

b) une procédure ayant trait à l'application d'une loi du Parlement du Canada ou d'une autre province qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit de cette nature ;

c) une procédure ayant trait à l'application d'une loi fiscale ou d'une loi, d'un chapitre ou d'un programme prévu au paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 et à laquelle le sous-ministre est partie ;

d) une procédure opposant, d'une part, une personne dont les intérêts sont en cause quant à un renseignement qui la concerne et, d'autre part, une personne à qui ce renseignement a été communiqué conformément à l'un des articles 69.1 et 69.2 ;

e) une enquête d'une commission d'enquête constituée en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37) ;

f) un appel à la Commission de la fonction publique en vertu de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou une plainte ou un grief relatif à une mesure disciplinaire ou administrative instruit devant la Commission des relations du travail instituée par le Code du travail (chapitre C-27) ou un arbitre de grief lorsque est mis en cause un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu ou d'une personne visée à l'un des articles 69.1 et 69.2 ou un ancien fonctionnaire ou un ancien employé de l'un d'eux et qu'un renseignement contenu dans un dossier fiscal est pertinent à l'instance ;

g) une instance relative à l'exécution d'un contrat visé à la présente sous-section lorsque le renseignement est nécessaire à une partie pour faire valoir ses droits ;

h) une enquête de la Commission d'accès à l'information effectuée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ;

i) une demande de révision présentée à la Commission d'accès à l'information en vertu de la section I du chapitre V de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

• *Autres personnes.*

Le premier alinéa s'applique également à toute personne qui n'exerce plus les fonctions décrites à cet alinéa ainsi qu'à toute personne à qui un renseignement contenu dans un dossier fiscal a été communiqué pour l'exécution d'un contrat ou conformément à l'un des articles 69.1 et 69.2.

_____

2002, c. 5, a. 13 ;D. 1314-2002.

TEXTE REFONDU

• *Assignation et témoignage.*

69.9. Malgré le paragraphe 3° de l'article 171 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le ministre, une personne qu'il désigne pour l'assister dans ses fonctions, un membre du conseil d'administration de l'Agence ou un employé de celle-ci ne peut être assigné ni témoigner relativement à un

renseignement contenu dans un dossier fiscal, ou provenant d'un tel dossier, ni produire un tel renseignement que dans les cas et aux strictes conditions qui suivent :

a) une procédure de droit criminel ;

b) une procédure ayant trait à l'application d'une loi du Parlement du Canada ou d'une autre province qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit de cette nature ;

c) une procédure ayant trait à l'application d'une loi fiscale ou d'une loi, d'un chapitre ou d'un programme prévu au paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 69.0.0.7 et à laquelle l'Agence est partie ;

d) une procédure opposant, d'une part, une personne dont les intérêts sont en cause quant à un renseignement qui la concerne et, d'autre part, une personne à qui ce renseignement a été communiqué conformément à l'un des articles 69.1 et 69.2 ;

e) une enquête d'une commission d'enquête constituée en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37) ;

f) un appel à la Commission de la fonction publique en vertu de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou une plainte ou un grief relatif à une mesure disciplinaire ou administrative instruit devant la Commission des relations du travail instituée par le Code du travail (chapitre C-27) ou un arbitre de grief lorsque est mis en cause un employé ou un ancien employé de l'Agence, un fonctionnaire ou un employé d'une personne visée à l'un des articles 69.1 et 69.2 ou un ancien fonctionnaire ou un ancien employé d'une telle personne ou du ministère du Revenu et qu'un renseignement contenu dans un dossier fiscal est pertinent à l'instance ;

g) une instance relative à l'exécution d'un contrat visé à la présente sous-section lorsque le renseignement est nécessaire à une partie pour faire valoir ses droits ;

h) une enquête de la Commission d'accès à l'information effectuée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ;

i) une demande de révision présentée à la Commission d'accès à l'information en vertu de la section I du chapitre V de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

• *Autres personnes.*

Le premier alinéa s'applique également à toute personne qui n'exerce plus les fonctions décrites à cet alinéa ainsi qu'à toute personne à qui un renseignement contenu dans un dossier fiscal a été communiqué pour l'exécution d'un contrat ou conformément à l'un des articles 69.1 et 69.2.

123. L'article 69.9 de cette loi est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement, dans la partie qui précède le paragraphe *a*, des mots « ou un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu » par « , un membre du conseil d'administration de l'Agence ou un employé de celle-ci » ;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *c*, des mots « le sous-ministre » par les mots « l'Agence » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *f*, de « un fonctionnaire ou un employé du ministère du Revenu ou d'une personne visée à l'un des articles 69.1 et 69.2 ou un ancien fonctionnaire ou un ancien employé de l'un d'eux » par « un employé ou un ancien employé de l'Agence, un fonctionnaire ou un employé d'une personne visée à l'un des articles 69.1 et 69.2 ou un ancien fonctionnaire ou un ancien employé d'une telle personne ou du ministère du Revenu ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.9 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Ces modifications prennent en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci, que des membres du conseil d'administration de l'Agence pourraient être assignés ou mis en cause et que les procédures devront être dirigées ou intentées sous le nom de l'Agence et non plus sous le nom du sous-ministre du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.9 L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Personnes non contraignables.*

69.10. Dans les cas prévus aux paragraphes *b* à *i* du premier alinéa de l'article 69.9, lorsque le ministre, le sous-ministre, un sous-ministre adjoint ou un directeur général du ministère du Revenu est assigné, il peut, au lieu de témoigner ou de produire un document, désigner une personne ayant connaissance des faits pour témoigner ou produire le document.

• *Signification.*

L'assignation doit être signifiée au moins 30 jours avant la date d'audition et préciser les faits sur lesquels un témoignage est requis.

_____
2002, c. 5, a. 13.

TEXTE REFONDU

• *Personnes non contraignables.*

69.10. Dans les cas prévus aux paragraphes *b* à *i* du premier alinéa de l'article 69.9, lorsque le ministre, un membre du conseil d'administration de l'Agence, le président-directeur général ou un vice-président est assigné, il peut, au lieu de témoigner ou de produire un document, désigner une personne ayant connaissance des faits pour témoigner ou produire le document.

• *Signification.*

L'assignation doit être signifiée au moins 30 jours avant la date d'audition et préciser les faits sur lesquels un témoignage est requis.

124. L'article 69.10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « le sous-ministre, un sous-ministre adjoint ou un directeur général du ministère du Revenu » par « un membre du conseil d'administration de l'Agence, le président-directeur général ou un vice-président ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.10 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les concordances nécessaires suite à la modification proposée dans la partie qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 69.9 (article 123 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.10 L.M.R., 1° al. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Disposition non applicable.*

69.12. L'article 323 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ne s'applique pas à l'égard de l'autorité compétente du ministère du Revenu ni à l'égard d'un fonctionnaire ou employé du ministère du Revenu ou d'une personne à qui un renseignement contenu dans un dossier fiscal a été communiqué.

_____
2002, c. 5, a. 13.

TEXTE REFONDU

• *Disposition non applicable.*

69.12. L'article 323 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ne s'applique pas à l'égard de l'autorité compétente de l'Agence ni à l'égard d'un employé de celle-ci ou d'une personne à qui un renseignement contenu dans un dossier fiscal a été communiqué.

125. L'article 69.12 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Disposition non applicable.*

« **69.12.** L'article 323 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ne s'applique pas à l'égard de l'autorité compétente de l'Agence ni à l'égard d'un employé de celle-ci ou d'une personne à qui un renseignement contenu dans un dossier fiscal a été communiqué. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 69.12 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cette modification prend en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 69.12 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Fichier de renseignements.*

71.0.2. Une demande de fichier de renseignements effectuée en vertu de l'article 71 peut être faite par le ministre ou une personne qu'il autorise expressément à cette fin.

_____
1996, c. 33, a. 6.

TEXTE REFONDU

• *Fichier de renseignements.*

71.0.2. Une demande de renseignements effectuée en vertu de l'article 71 comprend une demande de fichiers de renseignements.

126. L'article 71.0.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Fichier de renseignements.*

« **71.0.2.** Une demande de renseignements effectuée en vertu de l'article 71 comprend une demande de fichiers de renseignements. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71.0.2 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 71.0.2 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Rapport d'activités.*

71.0.6. Le ministre soumet à l'Assemblée nationale, pour chaque année financière, un rapport d'activités relativement aux fichiers de renseignements obtenus en vertu de l'article 71 à des fins de comparaison, de couplage ou d'appariement. Ce rapport doit contenir un avis de la Commission d'accès à l'information sur celui-ci. Ce rapport et cet avis doivent être déposés à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

• *Contenu.*

Un rapport mentionné au premier alinéa ne doit pas contenir de renseignements permettant d'identifier une personne autre qu'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) qui a fourni au ministre un fichier de renseignements conformément à l'article 71.

_____

1996, c. 33, a. 6;2002, c. 5, a. 19.

TEXTE REFONDU

• *Rapport d'activités.*

71.0.6. L'Agence soumet à la Commission d'accès à l'information, pour chaque année financière, un rapport d'activités relativement aux fichiers de renseignements obtenus en vertu de l'article 71 à des fins de comparaison, de couplage ou d'appariement. Ce rapport et l'avis de la Commission d'accès à l'information doivent être déposés à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

• *Contenu.*

Un rapport mentionné au premier alinéa ne doit pas contenir de renseignements permettant d'identifier une personne autre qu'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) qui a fourni un fichier de renseignements conformément à l'article 71.

127. L'article 71.0.6 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

• *Rapport d'activités.*

« **71.0.6.** L'Agence soumet à la Commission d'accès à l'information, pour chaque année financière, un rapport d'activités relativement aux fichiers de renseignements obtenus en vertu de l'article 71 à des fins de comparaison, de couplage ou d'appariement. Ce rapport et l'avis de la Commission d'accès à l'information doivent être déposés à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de cet avis ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux. » ;

2° par la suppression, dans le deuxième alinéa, des mots « au ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71.0.6 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 71.0.6, 1° et 2° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Registre.*

71.0.7. Le ministre inscrit dans un registre :

a) tout contrat visé à l'article 69.0.0.17 confié par le ministre ;

b) tout accord ou toute entente conclu en vertu de l'un des articles 69.0.1, 69.1 et 69.2 ou, en l'absence d'un tel accord ou d'une telle entente, toute communication de fichiers de renseignements effectuée en vertu de l'un de ces articles ;

c) toute demande de fichiers de renseignements visée à l'article 71.0.2.

• *Contenu.*

Un registre doit comprendre notamment :

a) la nature ou le type des renseignements communiqués ;

b) le nom des personnes qui transmettent des renseignements au ministre ;

c) le nom des personnes avec qui le ministre a conclu un accord, un contrat ou une entente et à qui des renseignements sont transmis ;

d) l'usage projeté des renseignements communiqués ;

e) les raisons justifiant la communication des renseignements.

1996, c. 33, a. 6 ;1999, c. 65, a. 42 ;2001, c. 9, a. 137 ;2002, c. 5, a. 20 ;2002, c. 46, a. 37.

TEXTE REFONDU

• *Registre.*

71.0.7. Est inscrit dans un registre :

a) tout contrat visé à l'article 69.0.0.17 ;

b) tout accord ou toute entente conclu en vertu de l'un des articles 69.0.1, 69.1 et 69.2 ou, en l'absence d'un tel accord ou d'une telle entente, toute communication de fichiers de renseignements effectuée en vertu de l'un de ces articles ;

c) toute demande de fichiers de renseignements visée à l'article 71.0.2.

• *Contenu.*

Un registre doit comprendre notamment :

a) la nature ou le type des renseignements communiqués ;

b) le nom des personnes qui transmettent des renseignements au ministre ;

c) le nom des personnes avec qui a été conclu un accord, un contrat ou une entente et à qui des renseignements sont transmis ;

d) l'usage projeté des renseignements communiqués ;

e) les raisons justifiant la communication des renseignements.

128. L'article 71.0.7 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa , des mots « Le ministre » par le mot « Est » ;

2° par la suppression, dans le paragraphe *a* du premier alinéa, des mots « confié par le ministre » ;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *c* du deuxième alinéa, des mots « avec qui le ministre a » par les mots « avec qui a été ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71.0.7 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 71.0.7, 1° al. avant (a) et (a) et 2° al. (c) L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Stratégie d'ensemble.*

71.0.11. La stratégie d'ensemble du ministère du Revenu visant l'obtention, en vertu de l'article 71, de fichiers de renseignements aux fins de comparaison, de couplage ou d'appariement est, le cas échéant, incluse dans les Renseignements supplémentaires au budget de dépenses déposé annuellement à l'Assemblée nationale conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01).

_____

1996, c. 33, a. 6;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 281;2000, c. 8, a. 172;D. 1027-2000.

TEXTE REFONDU

71.0.11. (Abrogé).

129. L'article 71.0.11 de cette loi est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71.0.11 de la Loi sur le ministère du Revenu est supprimé compte tenu que son objet n'est plus nécessaire suite à la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 71.0.11 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Versement de documents.*

71.2. Un document contenant un renseignement provenant d'un dossier fiscal peut être versé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec conformément à la Loi sur les archives (chapitre A-21.1).

• *Règles applicables.*

Cependant, la communication d'un renseignement provenant d'un dossier fiscal ou d'un document contenant un tel renseignement continue de s'effectuer conformément aux règles énoncées dans la présente section, par la personne désignée, au ministère du Revenu, conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

• *Transmission des renseignements ou documents.*

Lorsqu'une demande de communication faite en vertu de l'article 69.0.0.2 concerne des documents qui sont détenus par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, ce dernier doit, à la demande de la personne désignée, au ministère du Revenu, conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, transmettre à cette personne tous les renseignements ou documents visés par la demande de communication afin qu'elle puisse donner suite à la demande.

_____

1996, c. 33, a. 7 ;2002, c. 5, a. 25 ;2004, c. 25, a. 63 ;D. 1295-2005.

TEXTE REFONDU

• *Versement de documents.*

71.2. Un document contenant un renseignement provenant d'un dossier fiscal peut être versé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec conformément à la Loi sur les archives (chapitre A-21.1).

• *Règles applicables.*

Cependant, la communication d'un renseignement provenant d'un dossier fiscal ou d'un document contenant un tel renseignement continue de s'effectuer conformément aux règles énoncées dans la présente section, par la personne désignée conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

• *Transmission des renseignements ou documents.*

Lorsqu'une demande de communication faite en vertu de l'article 69.0.0.2 concerne des documents qui sont détenus par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, ce dernier doit, à la demande de la personne désignée conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, transmettre à cette personne tous les renseignements ou documents visés par la demande de communication afin qu'elle puisse donner suite à la demande.

130. L'article 71.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième alinéas, de « , au ministère du Revenu, ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 71.2 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 71.2, 2° et 3° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Actions pénales ou civiles.*

72. Les poursuites et actions, pénales ou civiles, intentées en vertu d'une loi fiscale ainsi que tout appel interjeté en application d'une loi fiscale, en vertu du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) ou d'une loi fiscale, le sont, malgré toute disposition inconciliable avec celle-ci, au nom du sous-ministre.

• *Restriction.*

Sous réserve de l'article 34 du Code de procédure pénale, nul ne peut intervenir en première instance ou en appel ou se substituer au sous-ministre dans toute poursuite pénale intentée en son nom en vertu d'une loi fiscale.

_____

1972, c. 22, a. 72;1992, c. 61, a. 409;D. 1018-93.

TEXTE REFONDU

• *Actions pénales ou civiles.*

72. Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence sous la désignation de «l'Agence du revenu du Québec».

• *Restriction.*

Sous réserve de l'article 34 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), nul ne peut intervenir en première instance ou en appel ou se substituer à l'Agence dans toute poursuite pénale intentée en son nom.

131. L'article 72 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Poursuites et demandes en justice.*

« **72.** Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

• *Restriction.*

Sous réserve de l'article 34 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), nul ne peut intervenir en première instance ou en appel ou se substituer à l'Agence dans toute poursuite pénale intentée en son nom. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cet article prévoit que ce sera l'Agence qui pourra intenter les poursuites et demandes en justice, pénales ou civiles, relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale. Il prohibe par ailleurs toute intervention ou substitution à l'Agence dans toute poursuite pénale intentée en son nom, sauf quant au procureur général s'il en est dûment avisé et lorsqu'une partie allègue qu'une disposition est soit inapplicable constitutionnellement ou soit invalide ou inopérante.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Appel ou intervention.*

72.1. Malgré l'article 72, le procureur général ou le directeur des poursuites criminelles et pénales peut, d'office et comme s'il était partie à l'instance, appeler de tout jugement rendu sur une poursuite pénale intentée en vertu d'une loi fiscale ou intervenir dans tout appel interjeté à l'encontre d'un tel jugement, lorsque cet appel ou cette intervention concerne uniquement une question de droit.

• *Poursuite intentée par une municipalité.*

Il en est de même pour le sous-ministre à l'égard d'un jugement rendu relativement à une poursuite intentée par une municipalité locale en vertu de l'article 15.0.1 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2).

_____

1992, c. 61, a. 409 ;D. 1018-93 ;2005, c. 34, a. 86 ;2009, c. 47, a. 21.

TEXTE REFONDU

• *Appel ou intervention.*

72.1. Malgré l'article 72, le procureur général ou le directeur des poursuites criminelles et pénales peut, d'office et comme s'il était partie à l'instance, appeler de tout jugement rendu sur une poursuite pénale intentée en vertu d'une loi fiscale ou intervenir dans tout appel interjeté à l'encontre d'un tel jugement, lorsque cet appel ou cette intervention concerne uniquement une question de droit.

• *Poursuite intentée par une municipalité.*

Il en est de même pour le ministre à l'égard d'un jugement rendu relativement à une poursuite intentée par une municipalité locale en vertu de l'article 15.0.1 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2).

132. L'article 72.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « sous-ministre » par le mot « ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

Le deuxième alinéa de l'article 72.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de prévoir que c'est le ministre qui pourra en appeler de tout jugement rendu relativement à une poursuite intentée par une municipalité locale ou intervenir dans tout appel interjeté à l'encontre d'un tel jugement, lorsque cet appel ou cette intervention concerne uniquement une question de droit.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72.1, 2° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Arrêt d'une poursuite.*

72.2. Le procureur général ou le directeur des poursuites criminelles et pénales doit, avant d'ordonner l'arrêt d'une poursuite pénale intentée en vertu d'une loi fiscale, en informer le ministre qui, le cas échéant, formule tout commentaire qu'il juge approprié.

• *Continuation.*

Lorsque l'arrêt d'une poursuite pénale est ordonné, toute continuation de cette poursuite est autorisée par le sous-ministre dans les six mois de l'arrêt.

1992, c. 61, a. 409 ;D. 1018-93 ;2005, c. 34, a. 86.

TEXTE REFONDU

• *Arrêt d'une poursuite.*

72.2. Le procureur général ou le directeur des poursuites criminelles et pénales doit, avant d'ordonner l'arrêt d'une poursuite pénale intentée en vertu d'une loi fiscale, en informer le ministre qui, le cas échéant, formule tout commentaire qu'il juge approprié.

• *Continuation.*

Lorsque l'arrêt d'une poursuite pénale est ordonné, toute continuation de cette poursuite est autorisée par le ministre dans les six mois de l'arrêt.

133. L'article 72.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « sous-ministre » par le mot « ministre ».

NOTE EXPLICATIVE

Le deuxième alinéa de l'article 72.2 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu et de prévoir que c'est le ministre qui pourra autoriser la continuation d'une poursuite pénale intentée en vertu d'une loi fiscale lorsqu'un arrêt aura été ordonné.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72.2, 2° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Pouvoirs.*

72.3.1. Lorsqu'une poursuite a été intentée par une municipalité locale en vertu de l'article 15.0.1 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2), le sous-ministre peut :

a) intervenir en première instance pour assumer la conduite de la poursuite ;

b) intervenir en appel pour se substituer à la municipalité poursuivante en première instance ;

c) ordonner l'arrêt d'une poursuite, avant que jugement ne soit rendu en première instance ;

d) permettre la continuation d'une poursuite dans les six mois de l'arrêt ordonné en vertu du paragraphe *c*.

• *Intervention ou arrêt des procédures.*

L'intervention, l'arrêt ou la continuation d'une poursuite a lieu dès que le représentant du sous-ministre en avise le greffier. Ce dernier en avise sans délai les parties.

_____
2009, c. 47, a. 22.

TEXTE REFONDU

• *Pouvoirs.*

72.3.1. Lorsqu'une poursuite a été intentée par une municipalité locale en vertu de l'article 15.0.1 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2), le ministre peut :

a) intervenir en première instance pour assumer la conduite de la poursuite ;

b) intervenir en appel pour se substituer à la municipalité poursuivante en première instance ;

c) ordonner l'arrêt d'une poursuite, avant que jugement ne soit rendu en première instance ;

d) permettre la continuation d'une poursuite dans les six mois de l'arrêt ordonné en vertu du paragraphe *c*.

• *Intervention ou arrêt des procédures.*

L'intervention, l'arrêt ou la continuation d'une poursuite a lieu dès que le représentant de l'Agence en avise le greffier. Ce dernier en avise sans délai les parties.

134. L'article 72.3.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa, du mot « sous-ministre » par le mot « ministre » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « du sous-ministre » par les mots « de l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72.3.1 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. La modification proposée au premier alinéa est de concordance avec l'article 72.1 (article 132 du présent projet de loi) et celle proposée au deuxième alinéa est de concordance avec l'article 72.2 (article 133 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72.3.1, 1° al. avant (a) et 2° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Poursuite pénale.*

72.4. Lorsqu'une poursuite pénale est intentée en vertu d'une loi fiscale, il n'est pas nécessaire pour le sous-ministre de signer ou d'attester le constat d'infraction, ni de faire la preuve de sa nomination ou de son maintien en fonction.

• *Constat d'infraction.*

Le constat d'infraction est signé et délivré par un fonctionnaire autorisé par le sous-ministre et il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation, sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve.

• *Fac-similé.*

Un fac-similé de la signature d'une personne visée au premier ou au deuxième alinéa, apposé sur le constat d'infraction, a la même valeur que la signature elle-même.

_____

1992, c. 61, a. 409 ;D. 1018-93 ;2009, c. 47, a. 23.

TEXTE REFONDU

• *Poursuite pénale.*

72.4. Lorsqu'une poursuite pénale est intentée relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, le constat d'infraction est signé et délivré par un employé de l'Agence autorisé par le président-directeur général et il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation, sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve.

• *Fac-similé.*

Un fac-similé de la signature d'une personne visée au premier alinéa, apposé sur le constat d'infraction, a la même valeur que la signature elle-même.

135. L'article 72.4 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant :

• *Constat d'infraction.*

« **72.4.** Lorsqu'une poursuite pénale est intentée relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, le constat d'infraction est signé et délivré par un employé de l'Agence autorisé par le président-directeur général et il n'est pas nécessaire de faire la preuve de la qualité, de la signature ou de l'autorisation, sauf si le défendeur le conteste et si le juge estime alors qu'il est nécessaire d'en faire la preuve. » ;

2° par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « ou au deuxième ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72.4 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence au regard de la délivrance et de la signature du constat d'infraction. Le constat d'infraction sera signé et délivré par un employé de l'Agence autorisé par le président-directeur général.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72.4, 1°, 2° et 3° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Constat d'infraction.*

72.6. Un fonctionnaire du ministère du Revenu autorisé par le sous-ministre en vertu de l'article 72.4 peut signifier un constat d'infraction conformément à l'article 21 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1).

1996, c. 31, a. 30.

TEXTE REFONDU

• *Constat d'infraction.*

72.6. Un employé de l'Agence autorisé par le président-directeur général en vertu de l'article 72.4 peut signifier un constat d'infraction conformément à l'article 21 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1).

136. L'article 72.6 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « Un fonctionnaire du ministère du Revenu autorisé par le sous-ministre » par les mots « Un employé de l'Agence autorisé par le président-directeur général ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 72.6 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié de manière à effectuer les concordances nécessaires avec les modifications proposées à l'article 72.4 de cette loi (article 135 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 72.6 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Désignation du sous-ministre.*

77. Le sous-ministre est suffisamment désigné par son titre d'office sans mention de son nom et une procédure où il est désigné par son nom peut être continuée par son successeur sans reprise d'instance ni modification de sa désignation.

• *Représentation par avocat.*

Le sous-ministre est à toutes fins représenté par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité à agir au nom du sous-ministre.

1972, c. 22, a. 77;1990, c. 4, a. 600;1992, c. 61, a. 411;D. 1018-93.

TEXTE REFONDU

77. L'Agence est à toutes fins représentée par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité.

137. L'article 77 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Représentation par avocat.*

« **77.** L'Agence est à toutes fins représentée par l'avocat qui comparaît en son nom sans besoin pour ce dernier de faire la preuve de sa qualité. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 77 de la Loi sur le ministère du Revenu est modifié de manière à effectuer les concordances nécessaires suite à la création de l'Agence et afin de prendre en compte les modifications proposées à l'article 72 de cette loi (article 131 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 77 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

138. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, du suivant :

• *Avis attribuable au ministre.*

« **85.1.** Un avis de cotisation ou un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, établi en vertu d'une loi fiscale et ne portant aucune signature, est valide, engage le ministre et lui est attribuable de la même façon que s'il était signé par lui, s'il porte la mention du titre de fonction du président-directeur général. ».

NOTE EXPLICATIVE

Le nouvel article 85.1 de la Loi sur le ministère du Revenu reprend les dispositions du troisième alinéa de l'article 7 de cette même loi qui sera abrogé par l'article 96 du présent projet de loi, tout en y apportant les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence. Ce nouvel article prend en compte qu'en vertu de l'article 8 du présent projet de loi, c'est le président-directeur général qui exercera le pouvoir du ministre de cotiser une personne.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 85.1 L.M.R. / Modification de concordance et modification technique.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Document réputé émis par le ministre.*

86. Tout document établi en vertu d'une loi fiscale et portant le nom écrit du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire autorisé par règlement est réputé être un document signé, fait et émis par le ministre, le sous-ministre ou le fonctionnaire à moins qu'il n'ait été infirmé par le ministre ou par une personne agissant pour lui.

• *Avis réputé émis par le ministre.*

Il en va de même à l'égard d'un avis de cotisation ou d'un avis attestant qu'aucun droit n'est payable, s'il porte la mention du titre de fonction du sous-ministre.

_____

1972, c. 22, a. 86;1982, c. 38, a. 29;1997, c. 14, a. 312.

TEXTE REFONDU

• *Document réputé émis par le ministre.*

86. Tout document établi en vertu d'une loi fiscale et portant le nom écrit du ministre, du président-directeur général ou d'un autre employé autorisé de l'Agence est réputé un document signé, fait et délivré par le ministre, le président-directeur général ou l'employé à moins qu'il n'ait été infirmé par le ministre ou par une personne agissant pour lui. ;

139. L'article 86 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

• *Document réputé émis par le ministre.*

« **86.** Tout document établi en vertu d'une loi fiscale et portant le nom écrit du ministre, du président-directeur général ou d'un autre employé autorisé de l'Agence est réputé un document signé, fait et délivré par le ministre, le président-directeur général ou l'employé à moins qu'il n'ait été infirmé par le ministre ou par une personne agissant pour lui. » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 86 de cette loi visent à apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence. Le remplacement du premier alinéa prend en compte qu'un document établi en vertu d'une loi fiscale pourrait porter le nom écrit du président-directeur général ou d'un autre employé autorisé de l'Agence. Le deuxième alinéa est supprimé puisqu'il n'a plus d'objet suite à l'introduction de l'article 85.1 de cette loi (article 138 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 86, 1° et 2° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Recours contre le gouvernement.*

93. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une loi fiscale doit le diriger contre le sous-ministre, sauf si ce recours est exercé par suite de l'application, par la Régie, de la section II.11.2 du chapitre III.1 du titre III du livre IX de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3).

• *Signification des procédures.*

De plus, toute procédure à laquelle est partie le sous-ministre doit lui être signifiée au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

_____

1972, c. 22, a. 93 ;1977, c. 5, a. 14 ;1982, c. 56, a. 34 ;1997, c. 85, a. 357 ;1998, c. 16, a. 288 ;2004, c. 4, a. 35 ;2005, c. 1, a. 318.

TEXTE REFONDU

• *Recours contre le gouvernement.*

93. Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, ou par suite de l'application ou de l'exécution d'une telle loi, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec », sauf si ce recours est exercé par suite de l'application, par la Régie des rentes du Québec, de la section II.11.2 du chapitre III.1 du titre III du livre IX de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3).

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie l'Agence doit lui être signifiée au bureau de la direction de son contentieux à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

140. L'article 93 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

• *Recours.*

« **93.** Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, ou par suite de l'application ou de l'exécution d'une telle loi, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec », sauf si ce recours est exercé par suite de l'application, par la Régie des rentes du Québec, de la section II.11.2 du chapitre III.1 du titre III du livre IX de la partie I de la Loi sur les impôts (chapitre I-3).

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie l'Agence doit lui être signifiée au bureau de la direction de son contentieux à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau. ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 93 de la Loi sur le ministère du Revenu visent à apporter, en matière de recours, les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence. Elles sont de concordance avec les modifications proposées à l'article 72 de cette loi (article 131 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93, 1° et 2° al. L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Inscription pour jugement par défaut.*

93.1.19.1. Une cause ne peut être inscrite pour jugement par défaut contre le sous-ministre avant l'expiration de 30 jours suivant l'expiration du délai fixé pour comparaître.

_____
2004, c. 4, a. 41.

TEXTE REFONDU

• *Inscription pour jugement par défaut.*

93.1.19.1. Une cause ne peut être inscrite pour jugement par défaut contre l'Agence avant l'expiration de 30 jours suivant l'expiration du délai fixé pour comparaître.

141. L'article 93.1.19.1 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « le sous-ministre » par les mots « l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 93.1.19.1 de la Loi sur le ministère du Revenu vise à apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence. Elle est de concordance avec les modifications proposées à l'article 93 de cette loi (article 140 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93.1.19.1 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Avis d'inscription.*

93.1.19.2. Avis de l'inscription pour jugement ou pour preuve et audition doit être donné au sous-ministre qui est en défaut de comparaître ou de plaider au moins 15 jours avant la date où il sera procédé sur cette inscription.

_____

2004, c. 4, a. 41.

TEXTE REFONDU

• *Avis d'inscription.*

93.1.19.2. Avis de l'inscription pour jugement ou pour preuve et audition doit être donné à l'Agence qui est en défaut de comparaître ou de plaider au moins 15 jours avant la date où il sera procédé sur cette inscription.

142. L'article 93.1.19.2 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « au sous-ministre » par les mots « à l'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 93.1.19.2 de la Loi sur le ministère du Revenu vise à apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence. Elle est de concordance avec les modifications proposées à l'article 93 de cette loi (article 140 du présent projet de loi) ainsi qu'avec celle proposée à l'article 93.1.19.1 (article 141 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93.1.19.2 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Défense.*

93.1.19.3. Le sous-ministre produit sa défense par écrit et la signifie dans les 60 jours de la date indiquée dans l'avis au défendeur prévu à l'article 119 du Code de procédure civile (chapitre C-25) et accompagnant la requête en appel, à moins que les parties n'aient, avant la date indiquée dans cet avis, convenu d'un autre délai.

_____

2004, c. 4, a. 41.

TEXTE REFONDU

• *Défense.*

93.1.19.3. L'Agence produit sa défense par écrit et la signifie dans les 60 jours de la date indiquée dans l'avis au défendeur prévu à l'article 119 du Code de procédure civile (chapitre C-25) et accompagnant la requête en appel, à moins que les parties n'aient, avant la date indiquée dans cet avis, convenu d'un autre délai.

143. L'article 93.1.19.3 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « Le sous-ministre » par les mots « L'Agence ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 93.1.19.3 de la Loi sur le ministère du Revenu vise à apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence. Elle est de concordance avec les modifications proposées à l'article 93 de cette loi (article 140 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93.1.19.3 L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Représentation.*

93.18. Malgré l'article 34 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12), un particulier ne peut être représenté ni assisté par autrui et le sous-ministre ne peut être représenté que par un fonctionnaire qui n'est pas un avocat.

• *Transfert à la Cour du Québec.*

Si le particulier ne peut agir personnellement, l'appel sommaire est d'office porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue au chapitre III.2.

1983, c. 47, a. 2;D. 2146-84;1988, c. 21, a. 66;1991, c. 7, a. 11;1997, c. 85, a. 361.

TEXTE REFONDU

• *Représentation.*

93.18. Malgré l'article 34 de la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12), un particulier ne peut être représenté ni assisté par autrui et l'Agence ne peut être représenté que par un employé qui n'est pas un avocat.

• *Transfert à la Cour du Québec.*

Si le particulier ne peut agir personnellement, l'appel sommaire est d'office porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue au chapitre III.2.

144. L'article 93.18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « le sous-ministre ne peut être représenté que par un fonctionnaire » par les mots « l'Agence ne peut être représentée que par un employé ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 93.18 de la Loi sur le ministère du Revenu vise à apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence. Elle est de concordance avec les modifications proposées à l'article 93 de cette loi (article 140 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 93.18, 1° al. L.M.R. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

SECTION II.1

FONDS DE PERCEPTION

_____
1996, c. 31, a. 35.

• *Financement d'activités.*

97.1. Est constitué, au ministère du Revenu, le Fonds de perception affecté au financement des activités de perception et de recouvrement.

• *Début des activités.*

Le gouvernement détermine la date du début des activités du Fonds, ses actifs et passifs. Il détermine également la nature des biens et services financés par le Fonds ainsi que la nature des coûts qui doivent lui être imputés.

_____
1996, c. 31, a. 35 ;1999, c. 65, a. 47.

• *Constitution du Fonds.*

97.2. Le Fonds est constitué des sommes suivantes, à l'exception des intérêts qu'elles produisent :

a) les sommes perçues pour les biens et services qu'il a servi à financer ;

b) les frais de recouvrement prévus à l'article 12.1 dans la proportion déterminée par le gouvernement ;

b.1) les frais imposés conformément à l'article 12.0.3.1 ;

c) les sommes versées par le ministre sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement ;

d) les sommes versées par le ministre des Finances en application de l'article 97.5 et du premier alinéa de l'article 97.6.

_____
1996, c. 31, a. 35 ;2009, c. 5, a. 582.

• *Pouvoirs du gouvernement.*

97.3. Le gouvernement peut, sur proposition du ministre, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, fusionner le Fonds avec un autre fonds, modifier le nom sous lequel il est institué ou mettre fin à ses activités.

_____
1996, c. 31, a. 35.

• *Gestion des sommes.*

97.4. La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. Celles-ci sont versées à son crédit et sont déposées auprès des institutions financières qu'il désigne.

• *Comptabilité.*

La comptabilité du Fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par le ministre. Celui-ci s'assure, de plus, que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

_____

1996, c. 31, a. 35;2000, c. 15, a. 136;D. 1303-2000.

• *Emprunt.*

97.5. Le ministre peut, à titre de gestionnaire du Fonds, emprunter auprès du ministre des Finances des sommes prises sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01).

_____

1996, c. 31, a. 35;1999, c. 77, a. 50;D. 1304-2000.

• *Avance de sommes.*

97.6. Le ministre des Finances peut avancer au Fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

• *Avance de sommes.*

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant le Fonds qui n'est pas requise pour son financement.

• *Remboursement.*

Une avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds.

_____

1996, c. 31, a. 35;1998, c. 16, a. 296.

• *Paiement des dépenses.*

97.7. Le paiement de toute dépense nécessaire à la réalisation des fonctions exercées par le ministre dans le cadre de la gestion du Fonds, y compris le paiement de la rémunération et des dépenses afférentes aux avantages sociaux ainsi qu'aux autres conditions de travail des personnes qui, conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), sont affectées aux activités reliées à ce Fonds, sont prises sur celui-ci.

_____

1996, c. 31, a. 35.

• *Surplus accumulés.*

97.8. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

_____

1996, c. 31, a. 35.

• *Dispositions applicables.*

97.9. Les articles 20, 21, 26 à 28, les chapitres IV et VI et les articles 89 et 90 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) s'appliquent au Fonds, compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

1996, c. 31, a. 35;1998, c. 16, a. 297;2000, c. 8, a. 173;D. 1027-2000;2000, c. 15, a. 137;D. 1303-2000.

TEXTE ACTUEL

• *Exercice financier.*

97.10. L'exercice financier du Fonds se termine le 31 mars de chaque année.

_____
1996, c. 31, a. 35.

• *Exécution d'un jugement.*

97.11. Malgré toute disposition contraire, le ministre des Finances doit, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, payer sur le Fonds les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre l'État.

_____
1996, c. 31, a. 35 ;1998, c. 16, a. 298.

SECTION II.2

FONDS INSTITUÉ PAR DÉCRET

_____
2010, c. 7, a. 221.

• *Fonds institué par décret.*

97.12. Malgré l'article 5, le deuxième alinéa de l'article 46 et l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001), le ministre du Revenu et le ministre des Finances peuvent conclure une entente ayant pour objet de verser directement dans un fonds institué par décret, au sein du ministère du Revenu, une partie des droits et frais que le registraire des entreprises reçoit en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) ou d'une loi prévoyant des droits ou des frais à lui être versés.

• *Constitution du fonds.*

Un tel fonds est constitué, en outre des sommes prévues par le décret qui l'institue, de celles provenant de la partie des droits et frais, dont le montant est déterminé dans l'entente, à l'exception des intérêts que ces sommes produisent. Ce fonds est affecté notamment au financement des activités du registraire des entreprises.

_____
[2010, c. 7, a. 221 — cette modification entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement : 2010, c. 7, a. 302. Elle aura effet depuis le 16 mars 2010 : 2010, c. 7, a. 301.]

TEXTE REFONDU

SECTION II.1 (ABROGÉE)

97.1. (Abrogé).

97.2. (Abrogé).

97.3. (Abrogé).

97.4. (Abrogé).

97.5. (Abrogé).

97.6. (Abrogé).

97.7. (Abrogé).

97.8. (Abrogé).

97.9. (Abrogé).

97.10. (Abrogé).

97.11. (Abrogé).

SECTION II.2 (ABROGÉE)

97.12. (Abrogé).

145. Les sections II.1 et II.2 du chapitre V de cette loi sont abrogées.

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées aux sections II.1 et II.2 du chapitre V de la Loi sur le ministère du Revenu visent à apporter les adaptations de concordance nécessaires suite au mode de financement des activités de l'Agence prévu à l'article 55 du présent projet de loi. Les sections II.1 et II.2 du chapitre V relatives au Fonds de perception et au Fonds institué par décret seront abrogées.

RÉFÉRENCES

* Réf.: sections II.1 et II.2 du chapitre V L.M.R. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Serments.*

11. Tout fonctionnaire du ministère du Revenu que le ministre autorise à cette fin peut, dans l'exercice de ses fonctions, faire prêter le même serment qu'un commissaire à l'assermentation nommé en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16).

_____

1972, c. 22, a. 11;1991, c. 67, a. 558;1997, c. 3, a. 79 ;2001, c. 52, a. 4.

• *Remboursement par le ministre.*

21. Lorsqu'un montant a été payé ou remis au ministre par une personne ou pour son compte en vertu d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ou la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) et qu'aucun montant ne pouvait être exigé d'elle en vertu d'une telle loi, que ce montant excède les droits qu'elle était tenue de payer ou qu'elle a droit au remboursement de la totalité ou d'une partie de ce montant, le ministre doit, si cette personne n'a jamais été cotisée à l'égard de ce montant, lui rembourser le montant auquel elle a droit si elle en fait la demande dans le délai et selon les modalités prévus par cette loi fiscale ou ses règlements ou, à défaut de tels délais et modalités, en transmettant au sous-ministre une demande écrite par courrier recommandé dans les quatre ans de la date du paiement.

• *Restriction.*

Le présent article ne s'applique pas à l'égard:

1° d'un montant qu'une personne a payé à titre de taxe en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) relativement à la fourniture par vente d'un véhicule automobile qu'elle a reçu uniquement afin d'en effectuer à nouveau la fourniture par vente, autrement que par donation, ou par louage en vertu d'une convention selon laquelle la possession continue ou l'utilisation continue du véhicule est offerte à une personne pour une période d'au moins un an;

2° d'un montant de taxe prévue à l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec qu'une personne a payée, à l'égard d'un véhicule automobile dont elle a reçu la fourniture par vente au détail, à l'inscrit qui lui a effectué cette fourniture alors qu'elle n'avait pas à lui payer ce montant en vertu de l'article 422 de cette loi.

_____

1972, c. 22, a. 21;1982, c. 38, a. 22;1985, c. 25, a. 169;1991, c. 67, a. 566;1998, c. 16, a. 299 ;2001, c. 51, a. 233.

• *Date présumée de versement.*

27.1. Tout montant ou effet de commerce remis au ministre dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi est présumé avoir été reçu par le ministre à la date estampillée par un fonctionnaire du ministère du Revenu sur le formulaire relatif à ce paiement.

• *Remise à une institution financière.*

De même, tout montant ou effet de commerce remis à une institution financière dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi est présumé avoir été reçu par le ministre à la date de cette remise.

_____

1988, c. 4, a. 154;1995, c. 1, a. 207.

• *Présomption relative à une remise au moyen d'une carte de crédit.*

27.1.1. La remise d'une somme au moyen d'une carte de crédit que le ministre est en mesure d'accepter, dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement édicté en vertu d'une telle loi, est présumée avoir été reçue par le ministre à la date estampillée par un fonctionnaire du ministère du Revenu sur le formulaire relatif à ce paiement.

_____

1999, c. 65, a. 33.

• *Conséquence du défaut.*

39.1. Lorsqu'une personne ne s'est pas conformée à une demande péremptoire à l'égard d'un renseignement ou d'un document, tout tribunal doit, sur requête du sous-ministre, refuser le dépôt en preuve de ce renseignement ou document à moins que la personne n'établisse que la demande péremptoire était déraisonnable dans les circonstances.

_____

1991, c. 67, a. 579.

• *Dénonciation écrite.*

40. Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment par un fonctionnaire du ministère du Revenu, pour toutes fins relatives à l'application d'une loi fiscale, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du Revenu, ou toute autre personne qu'il désigne, à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans un endroit pour y rechercher toutes choses pouvant servir de preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration, à saisir et emporter ces choses ; le fonctionnaire ou la personne ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

• *Motifs.*

Le fonctionnaire qui fait la dénonciation doit avoir des motifs raisonnables de croire que ladite infraction est ou a été commise et qu'il y a dans cet endroit des choses pouvant servir de preuve de l'infraction ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration.

• *Autorisation de perquisitionner.*

Le juge peut accorder son autorisation aux conditions qu'il indique, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que telle infraction est ou a été commise et que de telles choses pouvant servir de preuve de l'infraction ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration se trouvent dans cet endroit.

• *Perquisition.*

La perquisition ne peut être commencée avant 7 heures ni après 20 heures, non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a autorisée. Elle ne peut non plus être commencée plus de 15 jours après avoir été autorisée.

_____

1972, c. 22, a. 40 ;1977, c. 5, a. 14 ;1982, c. 38, a. 26 ;1986, c. 95, a. 191 ;1988, c. 21, a. 104 ;1993, c. 79, a. 42 ;1996, c. 31, a. 25 ;2009, c. 15, a. 466.

• *Saisie.*

40.1. Le fonctionnaire ou la personne désignée qui s'introduit et perquisitionne conformément à l'article 40 peut saisir et emporter, outre ce qui y est prévu, toute chose qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer un élément de preuve de la perpétration d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qu'il croit être ou avoir été utilisée pour sa perpétration.

• *Transmission au juge.*

Cette personne doit, avec diligence raisonnable, apporter ces choses devant le juge qui a donné l'autorisation écrite prévue à l'article 40 ou, en cas d'absence de celui-ci, à un juge du même tribunal, ou lui en faire rapport.

• *Rétention.*

Le juge peut autoriser le ministre à retenir ces choses, pour fins d'enquête, s'il est convaincu qu'elles peuvent constituer la preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qu'elles sont ou ont été utilisées pour sa perpétration et qu'elles ont été saisies conformément au présent article.

• *Remise.*

À défaut, le juge ordonne leur remise à la personne de qui elles ont été saisies ou à la personne qui y a légalement droit.

_____

1986, c. 95, a. 191 ;1993, c. 79, a. 43 ;1996, c. 31, a. 26 ;1997, c. 14, a. 312 ;2009, c. 15, a. 467.

• *Demande de télémandat par un fonctionnaire.*

40.1.0.1. Un fonctionnaire du ministère du Revenu peut également faire une demande de télémandat et effectuer une perquisition conformément aux articles 96 à 114 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa de l'article 40.

• *Saisie sans autorisation par un fonctionnaire.*

Un fonctionnaire du ministère du Revenu qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, peut également rechercher, saisir et emporter cette chose sans l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article 40 ou sans la demande de télémandat prévue au premier alinéa, si le responsable des lieux consent à la perquisition ou s'il y a urgence au sens de l'article 96 du Code de procédure pénale.

• *Demande de mandat ou de télémandat par un membre d'un corps de police.*

Un membre de la Sûreté du Québec ou un membre d'un corps de police municipal peut, relativement à une infraction à la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2) ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, faire une demande de mandat ou de télémandat et effectuer une perquisition conformément aux articles 96 à 114 du Code de procédure pénale en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa de l'article 40.

• *Saisie sans autorisation par un membre d'un corps de police.*

Un membre de la Sûreté du Québec ou un membre d'un corps de police municipal qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la Loi concernant l'impôt sur le tabac ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, peut également rechercher, saisir et emporter cette chose sans la demande de mandat ou de télémandat prévue au troisième alinéa, si le responsable des lieux consent à la perquisition ou s'il y a urgence au sens de l'article 96 du Code de procédure pénale.

_____

2009, c. 15, a. 468.

• *Dénonciation pour autorisation générale.*

40.1.1. Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment d'un fonctionnaire du ministère du Revenu autorisé par règlement, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du Revenu à utiliser une technique ou une méthode d'enquête, ou à accomplir tout acte qu'il mentionne, qui constituerait sans cette autorisation une fouille, une perquisition ou une saisie abusive à l'égard d'une personne ou d'un bien ; le fonctionnaire ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

• *Respect de la vie privée.*

Le juge ne peut toutefois autoriser l'interception d'une communication privée, telle que définie à l'article 183 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46). Il ne peut non plus autoriser l'observation au moyen d'une caméra de télévision ou d'un autre dispositif électronique semblable, des activités d'une personne dans des circonstances telles que celle-ci peut raisonnablement s'attendre au respect de sa vie privée.

• *Conditions.*

Le juge peut accorder son autorisation s'il est convaincu, à la fois :

a) qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à une loi fiscale à l'égard de laquelle une personne est passible d'un emprisonnement a été ou sera commise et que des renseignements relatifs à l'infraction seront obtenus grâce à une telle utilisation ou à l'accomplissement d'un tel acte ;

b) que la délivrance de l'autorisation servirait au mieux l'administration de la justice ;

c) qu'il n'y a aucune disposition dans une loi fiscale ou dans le Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) qui prévoit un mandat, une autorisation ou une ordonnance permettant une telle utilisation ou l'accomplissement d'un tel acte.

• *Limite.*

Le premier alinéa n'a pas pour effet de permettre de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

• *Fouille, perquisition ou saisie raisonnable.*

L'autorisation doit énoncer les modalités que le juge estime appropriées, dans les circonstances, pour que la fouille, la perquisition ou la saisie soit raisonnable, pour que l'attente raisonnable du respect de la vie privée soit protégée ainsi que pour protéger le secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

• *Avis.*

S'il s'agit d'une autorisation de perquisitionner secrètement, le juge doit exiger qu'un avis de la perquisition soit donné après son exécution dans le délai qu'il estime approprié dans les circonstances.

• *Prolongation.*

Le juge qui accorde une autorisation de perquisitionner secrètement ou un juge compétent pour décerner une telle autorisation peut accorder une prolongation, initiale ou ultérieure, du délai visé au sixième alinéa, d'une durée maximale d'un an, s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit appuyant la demande de prolongation, que les intérêts de la justice le justifient.

• *Délai d'exécution.*

L'exécution d'une autorisation accordée en vertu du présent article ne peut être commencée plus de 15 jours après sa délivrance ni terminée plus de 30 jours de l'expiration de ce délai. Toutefois, le juge peut accorder un délai additionnel d'au plus 30 jours pour terminer l'exécution de l'autorisation s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit appuyant la demande de prolongation, que les intérêts de la justice le justifient. Elle ne peut non plus, sans l'autorisation écrite du juge qui l'a accordée, être commencée ni avant 7 heures ou après 20 heures, ni un jour non juridique.

• *Télémandat.*

L'autorisation prévue au présent article peut être obtenue par télémandat conformément à la procédure prévue au Code de procédure pénale en faisant les adaptations nécessaires.

_____

2004, c. 4, a. 25.

• *Enquête.*

41. Le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, autoriser une personne, qu'elle soit ou non un fonctionnaire du ministère du Revenu, à faire toute enquête qu'il juge nécessaire sur tout ce qui se rapporte à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale.

• *Recours prohibés.*

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (chapitre C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre cette personne agissant dans les limites de son mandat.

• *Annulation de bref.*

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du deuxième alinéa.

_____

1972, c. 22, a. 41;1973, c. 17, a. 176;1979, c. 37, a. 43;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 273.

• *Copies.*

42. Tout document ou toute autre chose qui a fait l'objet d'un examen ou dont a pris possession un fonctionnaire ou qui a été produit au ministre peut être copié, photographié ou imprimé et toute copie, toute photographie ou tout imprimé de ce document ou de cette chose, certifié conforme par le ministre ou par une personne autorisée par lui à le faire, est admissible en preuve.

_____

1972, c. 22, a. 42;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 274;2000, c. 5, a. 294;2000, c. 25, a. 18.

• *Requête à la cour.*

50. L'opposant ou son client peut, dans les 14 jours de la date à laquelle le colis a été confié au greffier, demander par requête à un juge de la Cour supérieure, siégeant en chambre, de statuer sur le caractère confidentiel du document.

• *Avis au sous-ministre.*

Un avis d'au moins trois jours doit être donné avant la présentation de cette requête, au sous-ministre et au client en cause et, suivant le cas, à l'opposant.

_____

1972, c. 22, a. 50 ;1990, c. 4, a. 587 ;1997, c. 3, a. 104.

• *Date de l'audition.*

51. Le juge fixe, par ordonnance, la date d'audition de la requête à un jour qui ne doit pas excéder les 21 jours suivant la date de présentation de la requête.

• *Signification.*

Copie de cette ordonnance est signifiée au sous-ministre dans les six jours qui suivent la date à laquelle elle a été rendue.

1972, c. 22, a. 51.

• *Huis clos.*

52. La requête est entendue à huis clos.

• *Audition de la requête.*

Le juge tranche la question d'une façon sommaire; il peut examiner le document en cause, entendre des témoignages et rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire. Il statue sur la façon dont il doit être disposé du document. Il doit exposer de façon concise les motifs de sa décision quant à la nature du document sans toutefois en révéler les détails.

• *Défaut.*

À défaut par l'avocat, le notaire ou le client de présenter la requête prévue à l'article 50 dans les délais prévus ou de procéder sur cette requête, le juge ordonne que le document soit remis au sous-ministre.

1972, c. 22, a. 52;1990, c. 4, a. 588;1991, c. 67, a. 581.

• *Demande d'une injonction.*

68.1. En plus des recours spécialement prévus pour toute violation d'une loi fiscale, le sous-ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer contre toute personne qui tient un établissement ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat, un permis ou un numéro d'inscription est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat ou permis encore valide ou sans être dûment inscrite, une injonction ordonnant la fermeture de cet établissement, la cessation de cette activité ou la cessation de cette activité et la fermeture de tout établissement dans lequel cette personne exerce une telle activité, tant qu'un certificat ou un permis ne lui aura pas été délivré ou qu'un numéro d'inscription ne lui aura pas été attribué et que tous les frais n'auront pas été payés.

• *Urgence.*

La demande prévue au premier alinéa est présentée au moyen d'une requête qui est instruite et jugée d'urgence. Cette requête obéit aux règles du Code de procédure civile (chapitre C-25) applicables aux requêtes en cours d'instance, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Ordonnance.*

Le juge devant qui la demande d'injonction est présentée peut rendre toute autre ordonnance qu'il juge nécessaire pour l'application de l'ordonnance d'injonction.

• *Preuve.*

La preuve que la personne contre qui une injonction est demandée tient un établissement ou exerce une activité à l'égard desquels un certificat, un permis ou un numéro d'inscription est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat ou permis encore valide ou sans être dûment inscrite, constitue une preuve suffisante pour que l'injonction soit prononcée.

• *Non-application du C.p.c.*

Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'injonction ne s'appliquent pas à une demande d'injonction prévue par le présent article.

1982, c. 38, a. 27;1983, c. 44, a. 58;1986, c. 16, a. 2;1991, c. 67, a. 595;2005, c. 2, a. 5;2005, c. 23, a. 265.

• *Copie autorisée des renseignements.*

69.0.4. Lorsqu'un membre de la Sûreté du Québec ou, le cas échéant, d'un corps de police municipal est autorisé à examiner des renseignements ou documents en application de l'article 69.0.2, celui-ci ou un fonctionnaire du ministère du Revenu peut en faire une copie.

_____

1997, c. 86, a. 4;1998, c. 16, a. 277;2002, c. 5, a. 10.

• *Régie des rentes du Québec.*

69.4. La Régie des rentes du Québec peut, dans le cadre soit d'un partage des gains visé à la section I.1 du titre IV de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), soit d'une entente conclue en vertu de l'un des articles 211 et 215 de cette loi ou conformément à l'article 213 de cette loi, communiquer, sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu du ministre en vertu de l'un des sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe *n* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

• *Prestation familiale.*

Malgré l'article 88 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), la Régie des rentes du Québec peut communiquer, sans le consentement d'une personne, un renseignement la concernant qu'elle a obtenu en vertu du paragraphe *n* du deuxième alinéa de l'article 69.1 à une autre personne pouvant avoir droit au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation lorsque ce renseignement est nécessaire aux fins d'établir le droit de l'autre personne au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de la Loi sur les prestations familiales (chapitre P-19.1).

_____

2002, c. 5, a. 13;D. 984-2005 ;2004, c. 10, a. 2 ;2005, c. 13, a. 96 ;D. 984-2005.

• *Institut de la statistique du Québec.*

69.5. L'Institut de la statistique du Québec peut communiquer, conformément à l'article 28 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011) et sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu du ministre en vertu du paragraphe *k* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

• *Institut de la statistique du Québec.*

L'Institut de la statistique du Québec peut également communiquer, sans le consentement de la personne concernée, à un organisme statistique d'un autre gouvernement, mais uniquement à des fins de statistique, de recherche ou d'analyse, un renseignement que l'Institut a obtenu du ministre en vertu du paragraphe *k* du deuxième alinéa de l'article 69.1 à l'égard de cette personne et qui se rapporte aux activités d'une entreprise ou d'un établissement exploité par celle-ci.

_____

2002, c. 5, a. 13.

• *Société de l'assurance automobile du Québec.*

69.5.1. La Société de l'assurance automobile du Québec peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée, à une juridiction qui a adhéré au Régime d'immatriculation international, au mandataire ou préposé désigné d'une telle juridiction ainsi qu'à toute personne chargée de la mise en oeuvre de ce régime, pour l'administration de ce régime, un renseignement obtenu du ministre en vertu du paragraphe *t* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

_____

2002, c. 62, a. 10.

• *Communication.*

69.6. Une personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu du ministre en vertu de cet article à une personne visée au paragraphe *f* de l'article 69.0.1 ou

à l'un des paragraphes *c*, *i* et *s* du deuxième alinéa de l'article 69.1 pour les seules fins prévues à ce paragraphe.

_____

2002, c. 5, a. 13 ;2002, c. 23, a. 74.

• *Communication dans le cadre d'un contrat.*

69.7. Lorsqu'une personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des paragraphes du deuxième alinéa de l'article 69.1 ou de l'article 69.2 confie à une autre personne, relativement à une fin prévue à ce paragraphe ou à l'accord conclu avec le ministre, selon le cas, un contrat qui implique la communication d'un renseignement obtenu du ministre en vertu de ce paragraphe ou de cet article, ce renseignement peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat; dans un tel cas, cette autre personne est tenue aux obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Sous-traitants.*

Une personne à qui un contrat est confié conformément au premier alinéa ou une autre personne visée au présent alinéa peut, si elle obtient au préalable l'autorisation de la personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 ou d'une personne que cette dernière désigne, confier à une autre personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement provenant d'un dossier fiscal et obtenu conformément au premier alinéa et elle peut communiquer ce renseignement à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat; dans un tel cas, cette autre personne est tenue aux obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Autre exigence.*

Sauf lorsque le contrat est confié à un membre d'un ordre professionnel visé à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) et tenu au secret professionnel, le contrat doit être fait par écrit et énoncer les obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

2002, c. 5, a. 13.

• *Signification d'un constat d'infraction à un non-résident.*

78.1. Lorsqu'un fonctionnaire autorisé en vertu de l'article 72.4 constate la perpétration d'une infraction à l'une des dispositions prévues aux articles 14.1 ou 14.2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2) ou aux articles 42, 42.1, 43, 43.1, 43.2 ou 45 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1) par le propriétaire, locataire, crédit-preneur ou affréteur d'un véhicule qui n'a ni résidence, ni établissement au Québec, le constat d'infraction peut être signifié, lors de la perpétration de l'infraction, par la remise d'un double de celui-ci à cette personne.

• *Signification à la personne ayant la garde ou le contrôle d'un véhicule.*

Ce constat peut également être signifié par la remise du double du constat à toute personne qui, lors de la perpétration de cette infraction, a la garde ou le contrôle du véhicule.

_____

1993, c. 79, a. 45;1997, c. 3, a. 97;1997, c. 14, a. 312.

• *Avis de l'infraction.*

78.2. Lorsqu'un fonctionnaire a signifié un constat à une personne visée au deuxième alinéa de l'article 78.1, un avis informant la personne qui a perpétré l'infraction de la signification du constat doit lui être transmis par courrier recommandé, à la résidence ou à l'établissement du destinataire ou, s'il s'agit d'une société, à son siège, à l'un de ses établissements ou à l'établissement d'un de ses agents.

• *Restriction.*

Un avis transmis conformément au premier alinéa n'a pas pour effet de proroger, restreindre ou modifier tout délai prévu par une loi fiscale ou par le Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) pour l'accomplissement d'une chose ou pour la production de tout document ou procédure prévu par une telle loi.

_____

1993, c. 79, a. 45 ; 1997, c. 3, a. 98 ; 1997, c. 14, a. 312 ; 1998, c. 16, a. 299.

• *Preuve de signification par la poste d'une ordonnance.*

79. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit l'envoi par la poste d'une ordonnance, d'une demande de renseignements, d'un avis ou d'une demande péremptoire, l'affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu qui a eu une connaissance personnelle des faits constitue la preuve, en l'absence de toute preuve contraire, que cette disposition de la loi ou du règlement a été observée, pourvu qu'à cet affidavit soient joints le certificat émis pour l'envoi du document par courrier recommandé ou la partie de ce certificat se rapportant au cas particulier et une copie conforme de l'ordonnance, de la demande, de l'avis ou de la demande formelle.

_____

1972, c. 22, a. 79 ; 1975, c. 83, a. 84 ; 1977, c. 5, a. 14 ; 1997, c. 3, a. 99 ; 1998, c. 16, a. 299 ; 2006, c. 7, a. 13.

• *Signification.*

80. 1. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification à personne d'un document, la signification peut être faite par la remise de l'original du document à son destinataire par un fonctionnaire du ministère du Revenu ou par un huissier. Elle peut être faite en remettant l'original du document en main propre à son destinataire où qu'il se trouve, ou elle peut être faite à domicile, en laissant l'original au domicile ou à la résidence du destinataire au soin d'une personne raisonnable et qui y réside.

• *Signification par fonctionnaire.*

Lorsque la signification est faite par un fonctionnaire, il dresse un affidavit attestant :

a) que le document en question a été signifié ;

b) la date, l'endroit et le nom de la personne à qui la signification a été faite.

• *Force probante de l'affidavit.*

Cet affidavit doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la signification à personne du document.

• *Signification par huissier.*

Lorsque la signification est faite par huissier, le procès-verbal de signification de l'huissier doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la signification à personne du document.

• *Courrier certifié.*

2. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification ou l'envoi d'un document par courrier recommandé, cette signification ou cet envoi peut se faire également par courrier certifié ou de la façon prévue au paragraphe 1.

_____

1972, c. 22, a. 80 ;1977, c. 5, a. 14 ;1978, c. 25, a. 18 ;1997, c. 3, a. 100 ;1997, c. 14, a. 312 ;1998, c. 16, a. 283 ;1999, c. 83, a. 334.

• *Preuve de non-observation.*

81. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi oblige une personne à produire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu attestant qu'il a la charge des registres appropriés et qu'après en avoir fait un examen attentif,

a) il lui a été impossible de constater que le document en cause a été produit par ladite personne, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, qu'aucun tel document n'a été produit par cette personne; ou

b) il a constaté que le document en cause a été produit un jour désigné fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, qu'un tel document a été produit à la date indiquée et non antérieurement.

_____

1972, c. 22, a. 81;1977, c. 5, a. 14;1991, c. 67, a. 598;1997, c. 3, a. 104;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 284.

• *Preuve par affidavit.*

82. Un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu, attestant qu'il a la charge des registres appropriés et qu'un document annexé à cet affidavit est un document, une copie de ce document ou un imprimé, fait par ou pour le ministre ou quelque autre personne exerçant les pouvoirs du ministre, ou par ou pour une personne assujettie à une loi fiscale, ou une reconstitution exacte d'un tel document reproduit conformément à l'article 8.2, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la nature et du contenu du document et doit être admis comme preuve et avoir la même valeur probante qu'aurait eu le document original si sa véracité avait été prouvée de la manière ordinaire.

_____

1972, c. 22, a. 82;1977, c. 5, a. 14;1993, c. 79, a. 46;1997, c. 3, a. 104;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, c. 299;2000, c. 5, a. 297.

• *Preuve de l'absence d'opposition ou d'appel.*

83. Un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu attestant qu'il a la charge des registres appropriés, qu'il a connaissance de la pratique de ce ministère et qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation pour une année d'imposition ou autre période déterminée ou qu'un avis de détermination a été envoyé à un contribuable ou à une autre personne assujettie à une loi fiscale, un jour désigné, conformément à une loi fiscale, et qu'après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation ou la détermination ou encore qu'une demande visée à l'article 1079.14 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), selon le cas, a été reçu dans le délai imparti à cette fin, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, des attestations qui y sont contenues.

_____

1972, c. 22, a. 83 ;1977, c. 5, a. 14 ;1990, c. 59, a. 371 ;1997, c. 3, a. 101 ;1997, c. 14, a. 312 ;1998, c. 16, a. 285 ;2004, c. 4, a. 32.

• *Présomption.*

84. Lorsqu'une preuve est fournie en vertu des articles 79 à 83 par un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou son statut comme fonctionnaire. Il n'est pas nécessaire non plus d'attester la signature ou la qualité officielle de la personne qui a signé le jurat.

• *Adresse du signataire.*

Dans tout affidavit ou autre document de même nature signé par un fonctionnaire du ministère du Revenu en vertu d'une loi fiscale ou dans le cours d'une instance ayant pour objet une matière fiscale, l'adresse du signataire est suffisamment indiquée par l'adresse du bureau de ce ministère qui constitue l'endroit de travail habituel du signataire.

_____

1972, c. 22, a. 84;1977, c. 5, a. 14;1978, c. 25, a. 19;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 299.

• *Autres articles applicables.*

91.1. Les articles 82, 90 et 91 s'appliquent à tout document reproduisant les données d'un document ou d'un renseignement transmis au ministre par voie télématique ou sur support informatique conformément à l'article 37.1.

• *Preuve.*

Un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu, attestant qu'il a la charge des registres appropriés et que le document constitue une reproduction fidèle et intégrale de l'ensemble des données d'un document ou d'un renseignement transmis au ministre, doit être annexé à ce document.

1995, c. 1, a. 214;1997, c. 14, a. 312;1998, c. 16, a. 287.

• *Preuve de déclaration.*

92. Dans toute poursuite relative à une infraction à une loi fiscale, un affidavit d'un fonctionnaire du ministère du Revenu attestant qu'il est chargé des registres en cause et que la consultation de ces registres révèle que le ministre n'a pas reçu un montant dont une loi fiscale exige le paiement ou la remise au ministre à titre de droits, d'intérêts ou de pénalités, pour une période déterminée doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, des attestations.

1972, c. 22, a. 92 ;1977, c. 5, a. 14 ;1991, c. 67, a. 600 ;1997, c. 3, a. 104.

§3. — *Accessibilité et utilisation au sein du ministère du Revenu*

2002, c. 5, a. 7.

• *Appel du jugement de la Cour du Québec.*

93.1.23. Est sujet à appel tout jugement final de la Cour du Québec rendu en vertu du présent chapitre.

• *Procédure.*

Cet appel est institué, entendu et décidé conformément aux règles du Code de procédure civile (chapitre C-25), sous réserve d'une disposition contraire du présent chapitre.

• *Frais encourus par l'intimé.*

Lorsque, sur un appel interjeté par le sous-ministre autrement que par voie d'appel incident, le montant qui fait l'objet du litige ne dépasse pas 2 000 $, la Cour d'appel, en statuant sur l'appel, doit accorder à l'intimé les frais raisonnables et justifiés encourus par lui relativement à cet appel.

1997, c. 85, a. 358 ;2004, c. 4, a. 42.

• *Appel sommaire.*

93.9. Sur requête soumise avant l'audition à un juge de la Cour du Québec par une des parties, un appel sommaire peut être porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue au chapitre III.2.

TEXTE ACTUEL

• *Représentation.*

Malgré l'article 93.18, lors de la présentation de cette requête, les parties peuvent être représentées par avocat.

• *Recevabilité.*

Cette requête n'est recevable, à l'égard du sous-ministre, que dans la mesure où l'appel sommaire pourrait être interjeté par plusieurs personnes concernées par une même série de transactions ou d'événements, ou s'il porte sur des questions de fait ou de droit susceptibles d'influer sur des cotisations, des décisions, des déterminations ou des affectations actuelles ou éventuelles.

_____

1983, c. 47, a. 2;D. 2146-84;1988, c. 21, a. 66;1991, c. 7, a. 9;1997, c. 85, a. 361.

TEXTE REFONDU

• *Serments.*

11. Tout employé de l'Agence que le ministre autorise à cette fin peut, dans l'exercice de ses fonctions, faire prêter le même serment qu'un commissaire à l'assermentation nommé en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16).

• *Remboursement par le ministre.*

21. Lorsqu'un montant a été payé ou remis au ministre par une personne ou pour son compte en vertu d'une loi fiscale autre que la Loi sur les impôts (chapitre I-3) ou la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) et qu'aucun montant ne pouvait être exigé d'elle en vertu d'une telle loi, que ce montant excède les droits qu'elle était tenue de payer ou qu'elle a droit au remboursement de la totalité ou d'une partie de ce montant, le ministre doit, si cette personne n'a jamais été cotisée à l'égard de ce montant, lui rembourser le montant auquel elle a droit si elle en fait la demande dans le délai et selon les modalités prévus par cette loi fiscale ou ses règlements ou, à défaut de tels délais et modalités, en transmettant au ministre une demande écrite par courrier recommandé dans les quatre ans de la date du paiement.

• *Restriction.*

Le présent article ne s'applique pas à l'égard:

1° d'un montant qu'une personne a payé à titre de taxe en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) relativement à la fourniture par vente d'un véhicule automobile qu'elle a reçu uniquement afin d'en effectuer à nouveau la fourniture par vente, autrement que par donation, ou par louage en vertu d'une convention selon laquelle la possession continue ou l'utilisation continue du véhicule est offerte à une personne pour une période d'au moins un an;

2° d'un montant de taxe prévue à l'article 16 de la Loi sur la taxe de vente du Québec qu'une personne a payée, à l'égard d'un véhicule automobile dont elle a reçu la fourniture par vente au détail, à l'inscrit qui lui a effectué cette fourniture alors qu'elle n'avait pas à lui payer ce montant en vertu de l'article 422 de cette loi.

• *Date présumée de versement.*

27.1. Tout montant ou effet de commerce remis au ministre dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi est présumé avoir été reçu par le ministre à la date estampillée par un employé de l'Agence sur le formulaire relatif à ce paiement.

• *Remise à une institution financière.*

De même, tout montant ou effet de commerce remis à une institution financière dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi est présumé avoir été reçu par le ministre à la date de cette remise.

• *Présomption relative à une remise au moyen d'une carte de crédit.*

27.1.1. La remise d'une somme au moyen d'une carte de crédit que le ministre est en mesure d'accepter, dans le but d'effectuer un paiement prévu par une loi fiscale ou un règlement édicté en vertu d'une telle loi, est présumée avoir été reçue par le ministre à la date estampillée par un employé de l'Agence sur le formulaire relatif à ce paiement.

• *Conséquence du défaut.*

39.1. Lorsqu'une personne ne s'est pas conformée à une demande péremptoire à l'égard d'un renseignement ou d'un document, tout tribunal doit, sur requête du ministre, refuser le dépôt en preuve de ce renseignement ou document à moins que la personne n'établisse que la demande péremptoire était déraisonnable dans les circonstances.

• *Dénonciation écrite.*

40. Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment par un employé de l'Agence, pour toutes fins relatives à l'application d'une loi fiscale, autoriser par écrit tout employé de l'Agence, ou toute autre personne qu'il désigne, à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans un endroit pour y rechercher toutes choses pouvant servir de preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration, à saisir et emporter ces choses ; l'employé ou la personne ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

• *Motifs.*

L'employé qui fait la dénonciation doit avoir des motifs raisonnables de croire que ladite infraction est ou a été commise et qu'il y a dans cet endroit des choses pouvant servir de preuve de l'infraction ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration.

• *Autorisation de perquisitionner.*

Le juge peut accorder son autorisation aux conditions qu'il indique, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que telle infraction est ou a été commise et que de telles choses pouvant servir de preuve de l'infraction ou qui sont ou ont été utilisées pour sa perpétration se trouvent dans cet endroit.

• *Perquisition.*

La perquisition ne peut être commencée avant 7 heures ni après 20 heures, non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a autorisée. Elle ne peut non plus être commencée plus de 15 jours après avoir été autorisée.

• *Saisie.*

40.1. L'employé ou la personne désignée qui s'introduit et perquisitionne conformément à l'article 40 peut saisir et emporter, outre ce qui y est prévu, toute chose qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer un élément de preuve de la perpétration d'une infraction à une loi fiscale ou

à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qu'il croit être ou avoir été utilisée pour sa perpétration.

• *Transmission au juge.*

Cette personne doit, avec diligence raisonnable, apporter ces choses devant le juge qui a donné l'autorisation écrite prévue à l'article 40 ou, en cas d'absence de celui-ci, à un juge du même tribunal, ou lui en faire rapport.

• *Rétention.*

Le juge peut autoriser le ministre à retenir ces choses, pour fins d'enquête, s'il est convaincu qu'elles peuvent constituer la preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application ou qu'elles sont ou ont été utilisées pour sa perpétration et qu'elles ont été saisies conformément au présent article.

• *Remise.*

À défaut, le juge ordonne leur remise à la personne de qui elles ont été saisies ou à la personne qui y a légalement droit.

• *Demande de télémandat par un employé.*

40.1.0.1. Un employé de l'Agence peut également faire une demande de télémandat et effectuer une perquisition conformément aux articles 96 à 114 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa de l'article 40.

• *Saisie sans autorisation par un employé.*

Un employé de l'Agence qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, peut également rechercher, saisir et emporter cette chose sans l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article 40 ou sans la demande de télémandat prévue au premier alinéa, si le responsable des lieux consent à la perquisition ou s'il y a urgence au sens de l'article 96 du Code de procédure pénale.

• *Demande de mandat ou de télémandat par un membre d'un corps de police.*

Un membre de la Sûreté du Québec ou un membre d'un corps de police municipal peut, relativement à une infraction à la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2) ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, faire une demande de mandat ou de télémandat et effectuer une perquisition conformément aux articles 96 à 114 du Code de procédure pénale en vue de rechercher, de saisir et d'emporter une chose visée au premier alinéa de l'article 40.

• *Saisie sans autorisation par un membre d'un corps de police.*

Un membre de la Sûreté du Québec ou un membre d'un corps de police municipal qui a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à la Loi concernant l'impôt sur le tabac ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application est ou a été commise et qu'il y a en un endroit au Québec une chose pouvant servir de preuve de cette infraction ou qui est ou a été utilisée pour sa perpétration, peut également rechercher, saisir et emporter cette chose sans la demande de mandat ou de télémandat prévue au troisième alinéa, si le responsable des lieux consent à la perquisition ou s'il y a urgence au sens de l'article 96 du Code de procédure pénale.

• *Dénonciation pour autorisation générale.*

40.1.1. Un juge de la Cour du Québec peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment d'un employé de l'Agence autorisé par règlement, autoriser par écrit tout employé de l'Agence à utiliser une technique ou une méthode d'enquête, ou à accomplir tout acte qu'il mentionne, qui constituerait sans cette autorisation une fouille, une perquisition ou une saisie abusive à l'égard d'une personne ou d'un bien ; l'employé ainsi autorisé peut se faire assister par un agent de la paix.

• *Respect de la vie privée.*

Le juge ne peut toutefois autoriser l'interception d'une communication privée, telle que définie à l'article 183 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46). Il ne peut non plus autoriser l'observation au moyen d'une caméra de télévision ou d'un autre dispositif électronique semblable, des activités d'une personne dans des circonstances telles que celle-ci peut raisonnablement s'attendre au respect de sa vie privée.

• *Conditions.*

Le juge peut accorder son autorisation s'il est convaincu, à la fois :

a) qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction à une loi fiscale à l'égard de laquelle une personne est passible d'un emprisonnement a été ou sera commise et que des renseignements relatifs à l'infraction seront obtenus grâce à une telle utilisation ou à l'accomplissement d'un tel acte ;

b) que la délivrance de l'autorisation servirait au mieux l'administration de la justice ;

c) qu'il n'y a aucune disposition dans une loi fiscale ou dans le Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) qui prévoit un mandat, une autorisation ou une ordonnance permettant une telle utilisation ou l'accomplissement d'un tel acte.

• *Limite.*

Le premier alinéa n'a pas pour effet de permettre de porter atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

• *Fouille, perquisition ou saisie raisonnable.*

L'autorisation doit énoncer les modalités que le juge estime appropriées, dans les circonstances, pour que la fouille, la perquisition ou la saisie soit raisonnable, pour que l'attente raisonnable du respect de la vie privée soit protégée ainsi que pour protéger le secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

• *Avis.*

S'il s'agit d'une autorisation de perquisitionner secrètement, le juge doit exiger qu'un avis de la perquisition soit donné après son exécution dans le délai qu'il estime approprié dans les circonstances.

• *Prolongation.*

Le juge qui accorde une autorisation de perquisitionner secrètement ou un juge compétent pour décerner une telle autorisation peut accorder une prolongation, initiale ou ultérieure, du délai visé au sixième alinéa, d'une durée maximale d'un an, s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit appuyant la demande de prolongation, que les intérêts de la justice le justifient.

• *Délai d'exécution.*

L'exécution d'une autorisation accordée en vertu du présent article ne peut être commencée plus de 15 jours après sa délivrance ni terminée plus de 30 jours de l'expiration de ce délai. Toutefois, le juge peut accorder un délai additionnel d'au plus 30 jours pour terminer l'exécution de l'autorisation s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'un affidavit appuyant la demande de prolongation, que les intérêts de la justice le justifient. Elle ne peut non plus, sans l'autorisation écrite du juge qui l'a accordée, être commencée ni avant 7 heures ou après 20 heures, ni un jour non juridique.

• *Télémandat.*

L'autorisation prévue au présent article peut être obtenue par télémandat conformément à la procédure prévue au Code de procédure pénale en faisant les adaptations nécessaires.

• *Enquête.*

41. Le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale, autoriser une personne, qu'elle soit ou non un employé de l'Agence, à faire toute enquête qu'il juge nécessaire sur tout ce qui se rapporte à l'application ou à l'exécution d'une loi fiscale.

• *Recours prohibés.*

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (chapitre C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre cette personne agissant dans les limites de son mandat.

• *Annulation de bref.*

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du deuxième alinéa.

• *Copies.*

42. Tout document ou toute autre chose qui a fait l'objet d'un examen ou dont a pris possession un employé ou qui a été produit au ministre peut être copié, photographié ou imprimé et toute copie, toute photographie ou tout imprimé de ce document ou de cette chose, certifié conforme par le ministre ou par une personne autorisée par lui à le faire, est admissible en preuve.

• *Requête à la cour.*

50. L'opposant ou son client peut, dans les 14 jours de la date à laquelle le colis a été confié au greffier, demander par requête à un juge de la Cour supérieure, siégeant en chambre, de statuer sur le caractère confidentiel du document.

• *Avis au ministre.*

Un avis d'au moins trois jours doit être donné avant la présentation de cette requête, au ministre et au client en cause et, suivant le cas, à l'opposant.

• *Date de l'audition.*

51. Le juge fixe, par ordonnance, la date d'audition de la requête à un jour qui ne doit pas excéder les 21 jours suivant la date de présentation de la requête.

• *Signification.*

Copie de cette ordonnance est signifiée au ministre dans les six jours qui suivent la date à laquelle elle a été rendue.

• *Huis clos.*

52. La requête est entendue à huis clos.

• *Audition de la requête.*

Le juge tranche la question d'une façon sommaire; il peut examiner le document en cause, entendre des témoignages et rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire. Il statue sur la façon dont il doit être disposé du document. Il doit exposer de façon concise les motifs de sa décision quant à la nature du document sans toutefois en révéler les détails.

• *Défaut.*

À défaut par l'avocat, le notaire ou le client de présenter la requête prévue à l'article 50 dans les délais prévus ou de procéder sur cette requête, le juge ordonne que le document soit remis au ministre.

• *Demande d'une injonction.*

68.1. En plus des recours spécialement prévus pour toute violation d'une loi fiscale, le ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer contre toute personne qui tient un établissement ou exerce une activité, à l'égard desquels un certificat, un permis ou un numéro d'inscription est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat ou permis encore valide ou sans être dûment inscrite, une injonction ordonnant la fermeture de cet établissement, la cessation de cette activité ou la cessation de cette activité et la fermeture de tout établissement dans lequel cette personne exerce une telle activité, tant qu'un certificat ou un permis ne lui aura pas été délivré ou qu'un numéro d'inscription ne lui aura pas été attribué et que tous les frais n'auront pas été payés.

• *Urgence.*

La demande prévue au premier alinéa est présentée au moyen d'une requête qui est instruite et jugée d'urgence. Cette requête obéit aux règles du Code de procédure civile (chapitre C-25) applicables aux requêtes en cours d'instance, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Ordonnance.*

Le juge devant qui la demande d'injonction est présentée peut rendre toute autre ordonnance qu'il juge nécessaire pour l'application de l'ordonnance d'injonction.

• *Preuve.*

La preuve que la personne contre qui une injonction est demandée tient un établissement ou exerce une activité à l'égard desquels un certificat, un permis ou un numéro d'inscription est exigé, sans être titulaire d'un tel certificat ou permis encore valide ou sans être dûment inscrite, constitue une preuve suffisante pour que l'injonction soit prononcée.

• *Non-application du C.p.c.*

Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'injonction ne s'appliquent pas à une demande d'injonction prévue par le présent article.

• *Copie autorisée des renseignements.*

69.0.4. Lorsqu'un membre de la Sûreté du Québec ou, le cas échéant, d'un corps de police municipal est autorisé à examiner des renseignements ou documents en application de l'article 69.0.2, celui-ci ou un employé de l'Agence peut en faire une copie.

• *Régie des rentes du Québec.*

69.4. La Régie des rentes du Québec peut, dans le cadre soit d'un partage des gains visé à la section I.1 du titre IV de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), soit d'une entente conclue en vertu de l'un des articles 211 et 215 de cette loi ou conformément à l'article 213 de cette loi, communiquer, sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu en vertu de l'un des sous-paragraphes 1° et 2° du paragraphe *n* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

• *Prestation familiale.*

Malgré l'article 88 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), la Régie des rentes du Québec peut communiquer, sans le consentement d'une personne, un renseignement la concernant qu'elle a obtenu en vertu du paragraphe *n* du deuxième alinéa de l'article 69.1 à une autre personne pouvant avoir droit au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation lorsque ce renseignement est nécessaire aux fins d'établir le droit de l'autre personne au versement d'un crédit d'impôt pour le soutien aux enfants ou à une prestation en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de la Loi sur les prestations familiales (chapitre P-19.1).

• *Institut de la statistique du Québec.*

69.5. L'Institut de la statistique du Québec peut communiquer, conformément à l'article 28 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011) et sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu en vertu du paragraphe *k* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

• *Institut de la statistique du Québec.*

L'Institut de la statistique du Québec peut également communiquer, sans le consentement de la personne concernée, à un organisme statistique d'un autre gouvernement, mais uniquement à des fins de statistique, de recherche ou d'analyse, un renseignement que l'Institut a obtenu en vertu du paragraphe *k* du deuxième alinéa de l'article 69.1 à l'égard de cette personne et qui se rapporte aux activités d'une entreprise ou d'un établissement exploité par celle-ci.

• *Société de l'assurance automobile du Québec.*

69.5.1. La Société de l'assurance automobile du Québec peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée, à une juridiction qui a adhéré au Régime d'immatriculation international, au mandataire ou préposé désigné d'une telle juridiction ainsi qu'à toute personne chargée de la mise en oeuvre de ce régime, pour l'administration de ce régime, un renseignement obtenu en vertu du paragraphe *t* du deuxième alinéa de l'article 69.1.

• *Communication.*

69.6. Une personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 peut communiquer, sans le consentement de la personne concernée, un renseignement obtenu en vertu de cet article à une personne visée au paragraphe *f* de l'article 69.0.1 ou à l'un des paragraphes *c*, *i* et *s* du deuxième alinéa de l'article 69.1 pour les seules fins prévues à ce paragraphe.

• *Communication dans le cadre d'un contrat.*

69.7. Lorsqu'une personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des paragraphes du deuxième alinéa de l'article 69.1 ou de l'article 69.2 confie à une autre personne, relativement à une fin prévue à ce paragraphe ou à l'accord conclu avec le ministre, selon le cas, un contrat qui implique la communication d'un renseignement obtenu en vertu de ce paragraphe ou de cet article, ce renseignement peut être communiqué, sans le consentement de la personne concernée, à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat; dans un tel cas, cette autre personne est tenue aux obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Sous-traitants.*

Une personne à qui un contrat est confié conformément au premier alinéa ou une autre personne visée au présent alinéa peut, si elle obtient au préalable l'autorisation de la personne à qui un renseignement est communiqué en vertu de l'un des articles 69.1 et 69.2 ou d'une personne que cette dernière désigne, confier à une autre personne un contrat qui implique la communication d'un renseignement provenant d'un dossier fiscal et obtenu conformément au premier alinéa et elle peut communiquer ce renseignement à cette autre personne si ce renseignement est nécessaire à l'exécution du contrat; dans un tel cas, cette autre personne est tenue aux obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Autre exigence.*

Sauf lorsque le contrat est confié à un membre d'un ordre professionnel visé à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) et tenu au secret professionnel, le contrat doit être fait par écrit et énoncer les obligations prévues au troisième alinéa de l'article 69.0.0.17, compte tenu des adaptations nécessaires.

• *Signification d'un constat d'infraction à un non-résident.*

78.1. Lorsqu'un employé autorisé en vertu de l'article 72.4 constate la perpétration d'une infraction à l'une des dispositions prévues aux articles 14.1 ou 14.2 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2) ou aux articles 42, 42.1, 43, 43.1, 43.2 ou 45 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1) par le propriétaire, locataire, crédit-preneur ou affréteur d'un véhicule qui n'a ni résidence, ni établissement au Québec, le constat d'infraction peut être signifié, lors de la perpétration de l'infraction, par la remise d'un double de celui-ci à cette personne.

• *Signification à la personne ayant la garde ou le contrôle d'un véhicule.*

Ce constat peut également être signifié par la remise du double du constat à toute personne qui, lors de la perpétration de cette infraction, a la garde ou le contrôle du véhicule.

• *Avis de l'infraction.*

78.2. Lorsqu'un employé a signifié un constat à une personne visée au deuxième alinéa de l'article 78.1, un avis informant la personne qui a perpétré l'infraction de la signification du constat doit lui être transmis par courrier recommandé, à la résidence ou à l'établissement du destinataire ou, s'il s'agit d'une société, à son siège, à l'un de ses établissements ou à l'établissement d'un de ses agents.

• *Restriction.*

Un avis transmis conformément au premier alinéa n'a pas pour effet de proroger, restreindre ou modifier tout délai prévu par une loi fiscale ou par le Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) pour l'accomplissement d'une chose ou pour la production de tout document ou procédure prévu par une telle loi.

• *Preuve de signification par la poste d'une ordonnance.*

79. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit l'envoi par la poste d'une ordonnance, d'une demande de renseignements, d'un avis ou d'une demande péremptoire, l'affidavit d'un employé de l'Agence qui a eu une connaissance personnelle des faits constitue la preuve, en l'absence de toute preuve contraire, que cette disposition de la loi ou du règlement a été observée, pourvu qu'à cet affidavit soient joints le certificat émis pour l'envoi du document par courrier recommandé ou la partie de ce certificat se rapportant au cas particulier et une copie conforme de l'ordonnance, de la demande, de l'avis ou de la demande formelle.

• *Signification.*

80. 1. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification à personne d'un document, la signification peut être faite par la remise de l'original du document à son destinataire par un employé de l'Agence ou par un huissier. Elle peut être faite en remettant l'original du document en main propre à son destinataire où qu'il se trouve, ou elle peut être faite à domicile, en laissant l'original au domicile ou à la résidence du destinataire au soin d'une personne raisonnable et qui y réside.

• *Signification par employé.*

Lorsque la signification est faite par un employé, il dresse un affidavit attestant :

a) que le document en question a été signifié ;

b) la date, l'endroit et le nom de la personne à qui la signification a été faite.

• *Force probante de l'affidavit.*

Cet affidavit doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la signification à personne du document.

• *Signification par huissier.*

Lorsque la signification est faite par huissier, le procès-verbal de signification de l'huissier doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la signification à personne du document.

• *Courrier certifié.*

2. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi prévoit la signification ou l'envoi d'un document par courrier recommandé, cette signification ou cet envoi peut se faire également par courrier certifié ou de la façon prévue au paragraphe 1.

• *Preuve de non-observation.*

81. Lorsqu'une loi fiscale ou un règlement adopté en vertu d'une telle loi oblige une personne à produire une déclaration, une demande, un état, une réponse ou un certificat, un affidavit d'un employé de l'Agence attestant qu'il a la charge des registres appropriés et qu'après en avoir fait un examen attentif,

a) il lui a été impossible de constater que le document en cause a été produit par ladite personne, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, qu'aucun tel document n'a été produit par cette personne; ou

b) il a constaté que le document en cause a été produit un jour désigné fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, qu'un tel document a été produit à la date indiquée et non antérieurement.

• *Preuve par affidavit.*

82. Un affidavit d'un employé de l'Agence, attestant qu'il a la charge des registres appropriés et qu'un document annexé à cet affidavit est un document, une copie de ce document ou un imprimé, fait par ou pour le ministre ou quelque autre personne exerçant les pouvoirs du ministre, ou par ou pour une personne assujettie à une loi fiscale, ou une reconstitution exacte d'un tel document reproduit conformément à l'article 8.2, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, de la nature et du contenu du document et doit être admis comme preuve et avoir la même valeur probante qu'aurait eu le document original si sa véracité avait été prouvée de la manière ordinaire.

• *Preuve de l'absence d'opposition ou d'appel.*

83. Un affidavit d'un employé de l'Agence attestant qu'il a la charge des registres appropriés, qu'il a connaissance de la pratique de l'Agence et qu'un examen des registres démontre qu'un avis de cotisation pour une année d'imposition ou autre période déterminée ou qu'un avis de détermination a été envoyé à un contribuable ou à une autre personne assujettie à une loi fiscale, un jour désigné, conformément à une loi fiscale, et qu'après avoir fait un examen attentif des registres et y avoir pratiqué des recherches, il lui a été impossible de constater qu'un avis d'opposition ou d'appel concernant la cotisation ou la détermination ou encore qu'une demande visée à l'article 1079.14 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), selon le cas, a été reçu dans le délai imparti à cette fin, fait preuve, en l'absence de toute preuve contraire, des attestations qui y sont contenues.

• *Présomption.*

84. Lorsqu'une preuve est fournie en vertu des articles 79 à 83 par un affidavit d'un employé de l'Agence, il n'est pas nécessaire d'attester sa signature ou son statut comme employé. Il n'est pas nécessaire non plus d'attester la signature ou la qualité officielle de la personne qui a signé le jurat.

• *Adresse du signataire.*

Dans tout affidavit ou autre document de même nature signé par un employé de l'Agence en vertu d'une loi fiscale ou dans le cours d'une instance ayant pour objet une matière fiscale, l'adresse du signataire est suffisamment indiquée par l'adresse du bureau de l'Agence qui constitue l'endroit de travail habituel du signataire.

• *Autres articles applicables.*

91.1. Les articles 82, 90 et 91 s'appliquent à tout document reproduisant les données d'un document ou d'un renseignement transmis au ministre par voie télématique ou sur support informatique conformément à l'article 37.1.

• *Preuve.*

Un affidavit d'un employé de l'Agence, attestant qu'il a la charge des registres appropriés et que le document constitue une reproduction fidèle et intégrale de l'ensemble des données d'un document ou d'un renseignement transmis au ministre, doit être annexé à ce document.

• *Preuve de déclaration.*

92. Dans toute poursuite relative à une infraction à une loi fiscale, un affidavit d'un employé de l'Agence attestant qu'il est chargé des registres en cause et que la consultation de ces registres révèle que le ministre n'a pas reçu un montant dont une loi fiscale exige le paiement ou la remise au ministre à titre de droits, d'intérêts ou de pénalités, pour une période déterminée doit être reçu comme preuve, en l'absence de toute preuve contraire, des attestations.

§3. — *Accessibilité et utilisation au sein DE L'AGENCE*

• *Appel du jugement de la Cour du Québec.*

93.1.23. Est sujet à appel tout jugement final de la Cour du Québec rendu en vertu du présent chapitre.

• *Procédure.*

Cet appel est institué, entendu et décidé conformément aux règles du Code de procédure civile (chapitre C-25), sous réserve d'une disposition contraire du présent chapitre.

• *Frais encourus par l'intimé.*

Lorsque, sur un appel interjeté par le ministre autrement que par voie d'appel incident, le montant qui fait l'objet du litige ne dépasse pas 2 000 $, la Cour d'appel, en statuant sur l'appel, doit accorder à l'intimé les frais raisonnables et justifiés encourus par lui relativement à cet appel.

• *Appel sommaire.*

93.9. Sur requête soumise avant l'audition à un juge de la Cour du Québec par une des parties, un appel sommaire peut être porté au rôle de la Cour du Québec pour être continué suivant la procédure prévue au chapitre III.2.

• *Représentation.*

Malgré l'article 93.18, lors de la présentation de cette requête, les parties peuvent être représentées par avocat.

• *Recevabilité.*

Cette requête n'est recevable, à l'égard du ministre, que dans la mesure où l'appel sommaire pourrait être interjeté par plusieurs personnes concernées par une même série de transactions ou d'événements, ou s'il porte sur des questions de fait ou de droit susceptibles d'influer sur des cotisations, des décisions, des déterminations ou des affectations actuelles ou éventuelles.

146. Cette loi est modifiée :

1° par le remplacement du mot « fonctionnaire » par le mot « employé », partout où il se trouve dans les articles 11, 27.1, 27.1.1, 40, 40.1.0.1, 40.1.1, 41, 42, 69.0.4, 78.1, 78.2, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 91.1 et 92 ;

2° par le remplacement des mots « du ministère du Revenu » par les mots « de l'Agence », partout où ils se trouvent dans les articles 11, 27.1, 27.1.1, 40, 40.1.0.1, 40.1.1, 41, 69.0.4, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 91.1 et 92, ainsi que dans l'intitulé de la sous-section 3 de la section VIII du chapitre III ;

3° par le remplacement du mot « sous-ministre » par le mot « ministre » dans les articles 21, 39.1, 50, 51, 52, 68.1, 93.1.23 et 93.9 ;

4° par le remplacement des mots « le fonctionnaire » par les mots « l'employé », partout où ils se trouvent dans les articles 40, 40.1 et 40.1.1 ;

5° par la suppression des mots « du ministre », partout où ils se trouvent dans les articles 69.4, 69.5, 69.5.1, 69.6 et 69.7 ;

6° par le remplacement des mots « ce ministère » par les mots « l'Agence » dans les articles 83 et 84.

NOTE EXPLICATIVE

Cet article vise à apporter des modifications de concordance requises à certaines dispositions de la Loi sur ministère du Revenu suite à la création de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: M-31 Omnibus / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Ministères.*

1. Pour l'administration des affaires du Québec, les ministères suivants sont constitués :

1° le ministère du Conseil exécutif, dirigé par le premier ministre ;

2° le ministère de la Justice dirigé par le ministre de la Justice ;

3° le ministère des Relations internationales dirigé par le ministre des Relations internationales ;

4° le ministère de la Culture et des Communications, dirigé par le ministre de la Culture et des Communications ;

5° le ministère des Finances, dirigé par le ministre des Finances ;

6° le ministère du Revenu, dirigé par le ministre du Revenu ;

7° (…).

S. R. 1964, c. 15, a. 1 ;1965 (1re sess.), c. 16, a. 20 ;1966-67, c. 23, a. 5 ;1966-67, c. 72, a. 18 ;1968, c. 43, a. 17 ;1968, c. 68, a. 19 ;1969, c. 14, a. 16 ;1969, c. 65, a. 14 ;1969, c. 26, a. 9 ;1970, c. 42, a. 13 ;1972, c. 54, a. 14 ;1973, c. 27, a. 14 ;1973, c. 22, a. 24 ;1975, c. 76, a. 10 ;1979, c. 49, a. 14 ;1979, c. 77, a. 19 ;1979, c. 81, a. 19 ;1981, c. 9, a. 43 ;1981, c. 10, a. 18 ;1982, c. 50, a. 19 ;1982, c. 53, a. 19 ;1982, c. 52, a. 210 ;1983, c. 23, a. 111 ;1983, c. 55, a. 146 ;1983, c. 40, a. 78 ;1984, c. 36, a. 42 ;1984, c. 47, a. 206 ;1985, c. 21, a. 97 ;1985, c. 23, a. 24 ;1986, c. 52, a. 20 ;1986, c. 86, a. 30 ;1988, c. 41, a. 84 ;1988, c. 46, a. 9 ;1990, c. 64, a. 36 ;1992, c. 44, a. 81 ;1992, c. 65, a. 43 ;1993, c. 51, a. 42 ;1994, c. 12, a. 48 ;1994, c. 13, a. 13 ;1994, c. 14, a. 15 ;1994, c. 15, a. 32 ;1994, c. 16, a. 43 ;1994, c. 17, a. 57 ;1994, c. 18, a. 44 ;1996, c. 13, a. 19 ;1996, c. 29, a. 43 ;1996, c. 21, a. 60 ;1997, c. 63, a. 128 ;1997, c. 58, a. 52 ;1997, c. 91, a. 55 ;1999, c. 8, a. 30 ;1999, c. 43, a. 11 ;1999, c. 36, a. 158 ;2001, c. 44, a. 29 ;2003, c. 8, a. 5 ;2003, c. 19, a. 209 ;2003, c. 29, a. 153 ;2005, c. 11, a. 25 ;2005, c. 24, a. 45 ;2005, c. 28, a. 195, a. 196 ;2005, c. 37, a. 38 ;2006, c. 3, a. 35 ;2006, c. 8, a. 31 ;2006, c. 25, a. 15 ;2009, c. 26, a. 109.

TEXTE REFONDU

• *Ministères.*

1. Pour l'administration des affaires du Québec, les ministères suivants sont constitués :

1° le ministère du Conseil exécutif, dirigé par le premier ministre ;

2° le ministère de la Justice dirigé par le ministre de la Justice ;

3° le ministère des Relations internationales dirigé par le ministre des Relations internationales ;

4° le ministère de la Culture et des Communications, dirigé par le ministre de la Culture et des Communications ;

5° le ministère des Finances, dirigé par le ministre des Finances ;

6° (paragraphe abrogé) ;

7° (…).

LOI SUR LES MINISTÈRES

147. L'article 1 de la Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34) est modifié par la suppression du paragraphe 6°.

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 1 de la Loi sur les ministères vise à apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1(6°) L.M. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Interprétation :*

39.0.1. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

• *« employeur assujetti » ;*

« employeur assujetti » : quiconque verse une rémunération assujettie à l'exception des entités suivantes :

1° une communauté métropolitaine ;

2° une municipalité ;

3° une société de transport en commun visée à l'article 1 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01) ;

4° une commission scolaire ;

5° le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal ;

6° une fabrique ;

7° une corporation de syndics pour la construction d'églises ;

8° une institution ou organisme de bienfaisance dont l'objet est de venir en aide gratuitement et directement à des personnes physiques dans le besoin ;

9° une institution religieuse ;

10° un établissement d'enseignement ;

11° une garderie ;

12° la Commission de la construction du Québec ;

13° un comité paritaire constitué en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2) ;

14° le gouvernement, ses ministères et les organismes et personnes dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social appartient en totalité au gouvernement ;

15° un organisme institué par une loi de l'Assemblée nationale ou par une décision du gouvernement, du Conseil du trésor ou d'un ministre et dont les crédits de fonctionnement sont pris à même le fonds consolidé du revenu, apparaissent en tout ou en partie dans le budget de dépenses soumis à l'Assemblée nationale ou sont financés en totalité par un budget de transfert d'un ministère ;

16° le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée nationale ainsi qu'une personne que désigne l'Assemblée nationale pour exercer une fonction relevant de l'Assemblée nationale ;

(...)

_____

1994, c. 46, a. 6 ;1995, c. 63, a. 280 ;1996, c. 2, a. 744 ;1997, c. 85, a. 362 ;1999, c. 40, a. 196 ;2000, c. 8, a. 239 ;D. 1027-2000 ;2000, c. 8, a. 242 ;2000, c. 56, a. 218 ;2002, c. 9, a. 144 ;2002, c. 75, a. 33 ;2002, c. 80, a. 7 ;2003, c. 2, a. 303 ;2005, c. 32, a. 308 ;2005, c. 38, a. 347.

TEXTE REFONDU

• *Interprétation :*

39.0.1. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

• *« employeur assujetti » ;*

« employeur assujetti » : quiconque verse une rémunération assujettie à l'exception des entités suivantes :

1° une communauté métropolitaine ;

2° une municipalité ;

3° une société de transport en commun visée à l'article 1 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01) ;

4° une commission scolaire ;

5° le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal ;

6° une fabrique ;

7° une corporation de syndics pour la construction d'églises ;

8° une institution ou organisme de bienfaisance dont l'objet est de venir en aide gratuitement et directement à des personnes physiques dans le besoin ;

9° une institution religieuse ;

10° un établissement d'enseignement ;

11° une garderie ;

12° la Commission de la construction du Québec ;

13° un comité paritaire constitué en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2) ;

14° le gouvernement, ses ministères et les organismes et personnes dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou dont le fonds social appartient en totalité au gouvernement ;

15° un organisme institué par une loi de l'Assemblée nationale ou par une décision du gouvernement, du Conseil du trésor ou d'un ministre et dont les crédits de fonctionnement sont pris à même le fonds consolidé du revenu, apparaissent en tout ou en partie dans le budget de dépenses soumis à l'Assemblée nationale ou sont financés en totalité par un budget de transfert d'un ministère ;

15.1° l'Agence du revenu du Québec ;

16° le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée nationale ainsi qu'une personne que désigne l'Assemblée nationale pour exercer une fonction relevant de l'Assemblée nationale ;

(...)

LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

148. L'article 39.0.1 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 15° de la définition de l'expression « employeur assujetti », du paragraphe suivant :

« 15.1° l'Agence du revenu du Québec ; ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 39.0.1 de la Loi sur les normes du travail vise à apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 39.0.1(15.1°) L.N.T. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Constitution.*

38. Est constitué, au ministère du Revenu, le Fonds des pensions alimentaires où sont versés:

1° les sommes perçues par le ministre en vertu de la présente loi;

2° les sommes versées au ministre à titre de sûretés;

3° les sommes perçues à même la réalisation des sûretés;

4° les frais perçus en vertu de la présente loi;

5° les avances versées par le ministre des Finances en vertu de l'article 41;

6° les sommes versées par le ministre, par un ministère ou un organisme du gouvernement et prélevées sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement;

7° les intérêts produits par les sommes visées aux paragraphes 1° à 4°.

_____

1995, c. 18, a. 38.

TEXTE REFONDU

• *Constitution.*

38. Est constitué au sein de l'Agence du revenu du Québec le Fonds des pensions alimentaires où sont versés:

1° les sommes perçues par le ministre en vertu de la présente loi;

2° les sommes versées au ministre à titre de sûretés;

3° les sommes perçues à même la réalisation des sûretés;

4° les frais perçus en vertu de la présente loi;

5° les avances versées par le ministre des Finances en vertu de l'article 41;

6° les sommes versées par un ministère ou un organisme du gouvernement et prélevées sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement;

7° les intérêts produits par les sommes visées aux paragraphes 1° à 4°.

LOI FACILITANT LE PAIEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

149. L'article 38 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., chapitre P-2.2) est modifié :

1° par le remplacement, dans la partie qui précède le paragraphe 1°, de « , au ministère du Revenu, » par les mots « au sein de l'Agence du revenu du Québec » ;

2° par la suppression, dans le paragraphe 6°, de « par le ministre, ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 38 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires visent à apporter au Fonds des pensions alimentaires les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et à prendre en compte, à son paragraphe 6°, le mode de financement des activités de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 38, avant (1°) et (6°) L.P.P.A. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Dépenses d'administration.*

42. La rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail des personnes affectées, conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), aux activités reliées à l'application de la présente loi peuvent être défrayées sur ce Fonds, jusqu'à concurrence des sommes versées en vertu du paragraphe 6° de l'article 38.

_____

1995, c. 18, a. 42.

TEXTE REFONDU

42. (Abrogé).

150. L'article 42 de cette loi est abrogé.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 42 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires est abrogé suite à la création de l'Agence. La rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail des employés nommés par l'Agence et affectés aux activités reliées à la perception des pensions alimentaires seront plutôt défrayées au moyen de la rétribution versée par le gouvernement prise sur le fonds relatif à l'administration fiscale (articles 55 à 57 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 42 L.P.P.A. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Gestion.*

43. La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre. La comptabilité du Fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par le ministre. Celui-ci s'assure, de plus, que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

_____

1995, c. 18, a. 43 ;2000, c. 15, a. 139 ;D. 1303-2000.

TEXTE REFONDU

• *Gestion.*

43. La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée à l'Agence du revenu du Québec. La comptabilité du Fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par l'Agence. Celle-ci s'assure, de plus, que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

151. L'article 43 de cette loi est remplacé par le suivant :

• *Gestion.*

« **43.** La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée à l'Agence du revenu du Québec. La comptabilité du Fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par l'Agence. Celle-ci s'assure, de plus, que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes. ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 43 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires vise à apporter, suite à la création de l'Agence, les adaptations de concordance requises au regard de la gestion des sommes qui constituent le Fonds des pensions alimentaires.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 43 L.P.P.A. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Recours civil.*

78. Un recours civil intenté en vertu de la présente loi par le ministre ou dirigé contre lui l'est, malgré toute disposition inconciliable, au nom du sous-ministre du Revenu.

• *Poursuite pénale.*

Une poursuite pénale pour une infraction prévue par la présente loi peut être intentée par le sous-ministre du Revenu.

• *Dispositions applicables.*

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent à un tel recours ou à une telle poursuite, compte tenu des adaptations nécessaires.

_____

1995, c. 18, a. 78 ;2004, c. 4, a. 45.

TEXTE REFONDU

• *Recours civil.*

78. Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

• *Poursuite pénale.*

Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, ou par suite de l'application ou de l'exécution de celle-ci, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

• *Dispositions applicables.*

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent 31 à une telle poursuite ou à une telle demande, compte tenu des adaptations nécessaires.

152. L'article 78 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **78.** Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution de la présente loi, ou par suite de l'application ou de l'exécution de celle-ci, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

Les articles 72.4 et 77 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31) et les deuxième et troisième alinéas de l'article 93 de cette loi s'appliquent à une telle poursuite ou à une telle demande, compte tenu des adaptations nécessaires. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 78 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cet article prévoit que ce sera l'Agence qui pourra intenter les poursuites et demandes en justice, pénales ou civiles, relativement à l'application ou à l'exécution de cette loi ou contre qui de telles poursuites et demandes devront être dirigées. Ces modifications sont également de concordance avec les modifications proposées à l'article 72 de la Loi sur le ministère du

Revenu (article 131 du présent projet de loi) et à l'article 93 de cette même loi (article 140 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 78 L.P.P.A / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Organisme public.*

15. Sont assimilés à un organisme public, aux fins de la présente loi :

1° toute personne, à l'exception du Directeur général des élections, désignée par l'Assemblée nationale, pour exercer une fonction qui en relève, lorsque la loi prévoit que son personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ;

2° les services visés aux sections III et V du chapitre IV de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ;

3° le personnel du secrétariat du Conseil du trésor ;

4° le Curateur public ;

5° l'Autorité des marchés financiers ;

6° l'Agence de l'efficacité énergétique ;

7° l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux.

1968, c. 11, a. 15 ;1970, c. 45, a. 2 ;1978, c. 15, a. 140 ;1979, c. 48, a. 138 ;1983, c. 55, a. 161 ;1987, c. 46, a. 5 ;1997, c. 36, a. 12 ;2000, c. 8, a. 179, a. 242 ;2002, c. 45, a. 549 ;2004, c. 37, a. 90 ;2006, c. 46, a. 27 ;2010, c. 15, a. 75.

TEXTE REFONDU

• *Organisme public.*

15. Sont assimilés à un organisme public, aux fins de la présente loi :

1° toute personne, à l'exception du Directeur général des élections, désignée par l'Assemblée nationale, pour exercer une fonction qui en relève, lorsque la loi prévoit que son personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ;

2° les services visés aux sections III et V du chapitre IV de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ;

3° le personnel du secrétariat du Conseil du trésor ;

4° le Curateur public ;

5° l'Autorité des marchés financiers ;

6° l'Agence de l'efficacité énergétique ;

7° l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux ;

8° l'Agence du revenu du Québec.

LOI SUR LE PROTECTEUR DU CITOYEN

153. L'article 15 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32) est modifié par l'addition, après le paragraphe 7°, du suivant :

« 8° l'Agence du revenu du Québec. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 15 de la Loi sur le Protecteur du citoyen est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et d'assimiler celle-ci au titre d'organisme public aux fins de l'application de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 15(7°) L.P.C. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Consultation.*

74. Toute personne peut consulter le registre.

• *Lieu.*

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le ministre.

• *Gratuité.*

La consultation est gratuite lorsqu'elle porte sur l'index des documents, sur l'état des informations ou sur l'index des noms. Elle est sujette aux droits prescrits par règlement lorsqu'elle porte sur les documents déposés.

_____

1993, c. 48, a. 74 ;1997, c. 89, a. 9 ;2002, c. 45, a. 551 ;2006, c. 38, a. 72.

TEXTE REFONDU

• *Consultation.*

74. Toute personne peut consulter le registre.

• *Lieu.*

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le registraire des entreprises.

• *Gratuité.*

La consultation est gratuite lorsqu'elle porte sur l'index des documents, sur l'état des informations ou sur l'index des noms. Elle est sujette aux droits prescrits par règlement lorsqu'elle porte sur les documents déposés.

LOI SUR LA PUBLICITÉ LÉGALE DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, DES SOCIÉTÉS ET DES PERSONNES MORALES

154. L'article 74 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « le ministre » par les mots « le registraire des entreprises ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée à l'article 74 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales vise à prévoir que c'est le registraire des entreprises qui établit les modes de consultation du registre.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 74 L.P.L. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

ANNEXE C

LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

L'Agence de l'efficacité énergétique

L'Autorité des marchés financiers

(...)

1985, c. 12, annexe C ;1986, c. 89, a. 50 ;D. 791-86 du 04.06.86, (1986) 118 G.O. 2, 2085 ;1990, c. 46, a. 47 ;1992, c. 44, a. 70 ;1995, c. 27, a. 19 ;1996, c. 23, a. 54 ;1996, c. 20, a. 36 ;1996, c. 61, a. 130 ;1997, c. 63, a. 120 ;1998, c. 41, a. 75 ;1998, c. 42, a. 47 ;2001, c. 24, a. 112 ;D. 1161-2001 du 26.09.01, (2001) 133 G.O. 2, 7131 ;D. 1437-2001 du 28.11.01, (2001) 133 G.O. 2, 8004 ;2002, c. 64, a. 20 ;2002, c. 45, a. 554 ;D. 464-2004 du 12.05.04, (2004) 136 G.O. 2, 2408 ;2004, c. 37, a. 90 ;2004, c. 32, a. 56 ;2004, c. 25, a. 65 ;2006, c. 46, a. 55 ;D. 74-2007 du 30.01.07, (2007) 139 G.O. 2, 1187 ;2006, c. 26, a. 20 ;2009, c. 53, a. 46 ;2010, c. 15, a. 78 ;2009, c. 6, a. 32.

TEXTE REFONDU

ANNEXE C

LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

L'Agence de l'efficacité énergétique

L'Agence du revenu du Québec

L'Autorité des marchés financiers

(...)

LOI SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

155. L'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) est modifiée par l'insertion, selon l'ordre alphabétique, des mots « L'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification apportée à l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic vise à ajouter l'Agence du revenu du Québec au titre d'organisme gouvernemental assujetti à cette loi dans la mesure prévue au chapitre IV de cette loi. Les stipulations d'une convention collective liant une association de salariés et l'Agence devront ainsi être négociées et agréées suivant les dispositions du chapitre IV de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: L.R.N.C.C.S.P.P., Annexe C / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Articles applicables.*

223. Les articles 53 à 63 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) s'appliquent à tout renseignement relatif à un cotisant ou à un bénéficiaire obtenu, en vertu des régimes de retraite et d'assurances confiés à l'administration de la Commission, par une personne au service de la Commission.

• *Renseignements à la disposition de certains ministères.*

Ces renseignements, sauf s'ils se rapportent au traitement et aux cotisations d'une personne, peuvent être mis à la disposition du ministère de la Santé et des Services sociaux. Tout renseignement relatif au paiement fait par la Commission à un cotisant peut être mis à la disposition du ministère du Revenu. Toutefois, ces renseignements, si leur communication s'avère nécessaire pour l'application des lois dont ces ministères sont chargés, ne peuvent être communiqués que conformément aux articles 67 à 70 de cette loi.

_____

1983, c. 24, a. 1 ;1985, c. 23, a. 24.

TEXTE REFONDU

• *Articles applicables.*

223. Les articles 53 à 63 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) s'appliquent à tout renseignement relatif à un cotisant ou à un bénéficiaire obtenu, en vertu des régimes de retraite et d'assurances confiés à l'administration de la Commission, par une personne au service de la Commission.

• *Renseignements à la disposition de certains ministères.*

Ces renseignements, sauf s'ils se rapportent au traitement et aux cotisations d'une personne, peuvent être mis à la disposition du ministère de la Santé et des Services sociaux. Tout renseignement relatif au paiement fait par la Commission à un cotisant peut être mis à la disposition du ministre du Revenu. Toutefois, ces renseignements, si leur communication s'avère nécessaire pour l'application des lois dont ce ministère ou ce ministre est chargé, ne peuvent être communiqués que conformément aux articles 67 à 70 de cette loi.

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

156. L'article 223 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « du ministère du Revenu » et « ces ministères sont chargés » par, respectivement, les mots « du ministre du Revenu » et « ce ministère ou ce ministre est chargé ».

NOTE EXPLICATIVE

Le deuxième alinéa de l'article 223 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics est modifié afin d'apporter les modifications de concordance nécessaires suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 123, 2° al. L.R.R.E.G.O.P. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

ANNEXE 1
(Article 1)

EMPLOYÉS ET PERSONNES VISÉS PAR LE RÉGIME APRÈS LE 1er JUILLET 1973

1. LES EMPLOYÉS DES ORGANISMES SUIVANTS :

l'Accueil du Rivage inc.

l'Agence de l'efficacité énergétique

l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

(...)

1973, c. 12, annexe ;1977, c. 21, a. 43 ;1982, c. 33, a. 22 ;1982, c. 51, a. 48 ;1983, c. 24, a. 1 ;1983, c. 56, a. 43 ;1983, c. 55, a. 161 ;D. 947-84 du 25.04.84, (1984) 116 G.O. 2, 1999 ;1984, c. 7, a. 35 ;1984, c. 27, a. 86 ;D. 1751-84 du 08.08.84, (1984) 116 G.O. 2, 4056 ;D. 259-85 du 06.02.85, (1985) 117 G.O. 2, 1420 ;1984, c. 54, a. 52 ;1985, c. 18, a. 27, a. 60 ;1985, c. 13, a. 36 ;1985, c. 6, a. 520 ;D. 1888-85 du 18.09.85, (1985) 117 G.O. 2, 5896 ;D. 2400-85 du 27.11.85, (1985) 117 G.O. 2, 6772 ;D. 832-86 du 16.06.86, (1986) 118 G.O. 2, 2135 ;1986, c. 44, a. 88 ;1986, c. 89, a. 50 ;D. 183-87 du 11.02.87, (1987) 119 G.O. 2, 1402 ;D. 639-87 du 29.04.87, (1987) 119 G.O. 2, 2939 ;1987, c. 47, a. 83 ;D. 1888-87 du 16.12.87, (1988) 120 G.O. 2, 1 ;1987, c. 71, a. 61 ;D. 1647-88 du 02.11.88, (1988) 120 G.O. 2, 5612 ;D. 1843-88 du 14.12.88, (1988) 120 G.O. 2, 6040 ;D. 1844-88 du 14.12.88, (1988) 120 G.O. 2, 6041 ;1988, c. 82, a. 55 ;1987, c. 20, a. 2 ;1988, c. 47, a. 21 ;D. 767-89 du 24.05.89, (1989) 121 G.O. 2, 3043 ;D. 889-89 du 14.06.89, (1989) 121 G.O. 2, 3273 ;D. 1224-89 du 02.08.89, (1989) 121 G.O. 2, 4797 ;D. 1583-89 du 10.10.89, (1989) 121 G.O. 2, 5433 ;D. 1773-89 du 22.11.89, (1989) 121 G.O. 2, 5805 ;D. 1942-89 du 20.12.89, (1990) 122 G.O. 2, 95 ;D. 584-90 du 02.05.90, (1990) 122 G.O. 2, 1911 ;1990, c. 32, a. 24 ;1990, c. 19, a. 11 ;1990, c. 42, a. 56 ;1990, c. 46, a. 48 ;D. 1643-90 du 28.11.90, (1990) 122 G.O. 2, 4309 ;1990, c. 87, a. 77 ;D. 353-91 du 20.03.91, (1991) 123 G.O. 2, 1798 ;1991, c. 14, a. 30 ;D. 1353-91 du 09.10.91, (1991) 123 G.O. 2, 5797 ;D. 398-92 du 25.03.92, (1992) 124 G.O. 2, 2537 ;D. 399-92 du 25.03.92, (1992) 124 G.O. 2, 2469 ;D. 669-92 du 06.05.92, (1992) 124 G.O. 2, 3543 ;1991, c. 43, a. 22 ;1992, c. 44, a. 71 ;D. 1263-92 du 01.09.92, (1992) 124 G.O. 2, 5851 ;1992, c. 21, a. 293 ;D. 1666-92 du 25.11.92, (1992) 124 G.O. 2, 7107 ;1992, c. 67, a. 53 ;D. 327-93 du 17.03.93, (1993) 125 G.O. 2, 2442 ;1992, c. 44, a. 71 ;1993, c. 41, a. 31 ;1992, c. 68, a. 153 ;D. 1202-93 du 01.09.93, (1993) 125 G.O. 2, 6631 ;D. 1573-93 du 17.11.93, (1993) 125 G.O. 2, 8049 ;D. 1728-93 du 08.12.93, (1993) 125 G.O. 2, 8887 ;1993, c. 74, a. 13 ;1993, c. 40, a. 65 ;1993, c. 50, a. 6 ;D. 555-94 du 20.04.94, (1994) 126 G.O. 2, 2091 ;D. 1056-94 du 13.07.94, (1994) 126 G.O. 2, 4268 ;1994, c. 2, a. 79 ;1994, c. 27, a. 42 ;D. 1321-94 du 07.09.94, (1994) 126 G.O. 2, 5911 ;D. 1322-94 du 07.09.94, (1994) 126 G.O. 2, 5911 ;D. 1323-94 du 07.09.94, (1994) 126 G.O. 2, 5912 ;D. 1324-94 du 07.09.94, (1994) 126 G.O. 2, 5913 ;D. 1800-94 du 21.12.94, (1995) 127 G.O. 2, 107 ;1994, c. 21, a. 49 ;D. 538-95 du 26.04.95, (1995) 127 G.O. 2, 1979 ;1995, c. 46, a. 20 ;D. 928-95 du 05.07.95, (1995) 127 G.O. 2, 3166 ;D. 1194-95 du 06.09.95, (1995) 127 G.O. 2, 4186 ;D. 1506-95 du 22.11.95, (1995) 127 G.O. 2, 5005 ;1995, c. 27, a. 20 ;D. 81-96 du 24.01.96, (1996) 128 G.O. 2, 1385 ;D. 556-96 du 15.05.96, (1996) 128 G.O. 2, 2993 ;D. 557-96 du 15.05-96, (1996) 128 G.O. 2, 2994 ;D. 821-96 du 03.07.96, (1996) 128 G.O. 2, 4107 ;D. 1051-96 du 28.08.96, (1996) 128 G.O. 2, 5357 ;D. 1493-96 du 04.12.96, (1996) 128 G.O. 2, 6823 ;D. 1589-96 du 18.12.96, (1997) 129 G.O. 2, 94, 831 ;D. 629-97 du 13.05.97, (1997) 129 G.O. 2, 3017 ;1997, c. 26, a. 35 ;1997, c. 36, a. 13 ;D. 788-97 du 18.06.97, (1997) 129 G.O. 2, 4280 ;1997, c. 50, a. 57 ;D. 1105-97 du 28.08.97, (1997) 129 G.O. 2, 5819 ;D. 1652-97 du 17.12.97, (1997) 129 G.O. 2, 8116 ;1997, c. 83, a. 37 ;1997, c. 63, a. 121 ;D. 296-98 du 18.03.98, (1998) 130 G.O. 2, 1785 ;D. 297-98 du 18.03.98, (1998) 130 G.O. 2, 1786 ;1997, c. 27, a. 33 ;1997, c. 43, a. 631 ;1997, c. 79, a. 52 ;D. 730-98 du 03.06.98, (1998) 130 G.O. 2, 3057 ;D. 764-98 du 10.06.98, (1998) 130 G.O. 2, 3185 ;1998, c. 17, a. 61 ;D. 1155-98 du 09.09.98, (1998) 130 G.O. 2, 5251 ;1998, c. 42, a. 48 ;D. 1524-98 du 16.12.98, (1998) 130 G.O. 2, 6555 ;D. 231-99 du 24.03.99, (1999) 131 G.O. 2, 875 ;1998, c. 44, a. 53 ;D. 467-99 du 28.04.99, (1999) 131 G.O. 2, 1733 ;D. 633-99 du 09.06.99, (1999) 131 G.O. 2, 2431 ;D. 819-99 du 07.07.99, (1999) 131 G.O. 2, 3040 ;D. 902-99 du 11.08.99, (1999) 131 G.O. 2, 3937 ;1999, c. 11, a. 54 ;1999, c. 34, a. 54 ;D. 1398-99 du 15.12.99, (1999) 131 G.O. 2, 6809 ;D. 1399-99 du 15.12.99, (1999) 131 G.O. 2, 6811 ;1999, c. 73, a. 14 ;D. 166-2000 du 01.03.2000, (2000) 132 G.O. 2, 1616 ;D. 561-2000 du 09.05.2000, (2000) 132 G.O. 2, 2964 ;2000, c. 32, a. 48 ;D. 824-2000 du 28.06.2000, (2000) 132 G.O. 2, 4597 ;D. 965-2000 du 16.08.2000, (2000) 132 G.O. 2, 5665 ;D. 1109-2000 du 20.09.2000, (2000) 132 G.O. 2, 6421 ;D. 1168-2000 du 4.10.2000, (2000) 132 G.O. 2, 6609 ;C.T. 195744 du 21.12.2000, (2001) 133 G.O. 2, 550 ;2001, c. 31, a. 361 ;C.T. 196698 du 26.06.2001, (2001) 133 G.O. 2, 5188 ;C.T. 196963 du 21.08.2001, (2001) 133 G.O. 2, 6215 ;C.T. 197036 du 11.09.2001,

(2001) 133 G.O. 2, 6489 ;C.T. 197037 du 11.09.2001, (2001) 133 G.O. 2, 6490 ;C.T. 197300 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7964 ;C.T. 197301 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7966 ;C.T. 197302 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7968 ;C.T. 197303 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7970 ;C.T. 197373 du 04.12.2001, (2001) 133 G.O. 2, 8311 ; C.T. 197375 du 04.12.2001, (2001) 133 G.O. 2, 8313 ;C.T. 197464 du 18.12.2001, (2002) 134 G.O. 2, 265 ;2001, c. 69, a. 12 ;2001, c. 11, a. 20 ;C.T. 198080 du 16.04.2002, (2002) 134 G.O. 2, 2935 ;2002, c. 30, a. 71, a. 74 ;C.T. 198513 du 25.06.2002, (2002) 134 G.O. 2, 5091 ;2002, c. 28, a. 42 ;C.T. 198941 du 22.10.2002, (2002) 134 G.O. 2, 7694 ;2001, c. 26, a. 156 ;2002, c. 69, a. 150 ;C.T. 199356 du 11.02.2003, (2003) 135 G.O. 2, 1267 ;C.T. 200156 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4343 ;C.T. 200157 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4345 ;C.T. 200158 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4348 ;C.T. 200479 du 09.12.2003, (2003) 135 G.O. 2, 5676 ;2002, c. 45, a. 555 ;C.T. 200671 du 24.02.2004, (2004) 136 G.O. 2, 1443 ;C.T. 200976 du 20.04.2004, (2004) 136 G.O. 2, 2185 ;C.T. 201230 du 14.06.2004, (2004) 136 G.O. 2, 3037 ;2004, c. 37, a. 83 ;2004, c. 39, a. 175 ;C.T. 201902 du 25.01.2005, (2005) 137 G.O. 2, 661 ;2004, c. 32, a. 57 ;C.T. 203155 du 13.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 279 ;C.T. 203156 du 13.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 280 ;C.T. 203185 du 19.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 365 ;2005, c. 32, a. 289 ;2004, c. 25, a. 66 ;2005, c. 32, a. 289 ;C.T. 203812 du 06.06.2006, (2006) 138 G.O. 2, 2613 ;C.T. 203919 du 19.06.2006, (2006) 138 G.O. 2, 2905 ;C.T. 204239 du 12.09.2006, (2006) 138 G.O. 2, 4479 ;C.T. 204549 du 05.12.2006, (2006) 138 G.O. 2, 5821 ;C.T. 204566 du 11.12.2006, (2006) 138 G.O. 2, 5923 ;2006, c. 46, a. 56 ;2002, c. 24, a. 204 ;C.T. 204926 du 08.05.2007, (2007) 139 G.O. 2, 2047 ;2006, c. 49, a. 110 ;C.T. 205842 du 18.12.2007, (2008) 140 G.O. 2, 189 ;2007, c. 43, a. 93 ;2006, c. 57, a. 41 ;C.T. 206592 du 17.06.2008, (2008) 140 G.O. 2, 3913 ;C.T. 206593 du 17.06.2008, (2008) 140 G.O. 2, 3914 ;C.T. 206748 du 22.07.2008, (2008) 140 G.O. 2, 4530 ;C.T. 207154 du 15.12.2008, (2009) 141 G.O. 2, 27 ;2009, c. 7, a. 45 ;2009, c. 32, a. 27 ;C.T. 208371 du 17.11.2009, (2009) 141 G.O. 2, 5833 ;C.T. 208791 du 16.03.2010, (2010) 142 G.O. 2, 1165 ;2009, c. 53, a. 47 ;2010, c. 11, a. 35 ;2010, c. 15, a. 79 ;2009, c. 6, a. 33 ;C.T. 209125 du 29.06.2010, (2010) 142 G.O. 2, 3298.

TEXTE REFONDU

ANNEXE 1
(Article 1)

EMPLOYÉS ET PERSONNES VISÉS PAR LE RÉGIME APRÈS LE 1er JUILLET 1973

1. LES EMPLOYÉS DES ORGANISMES SUIVANTS :

l’Accueil du Rivage inc.

l’Agence de l’efficacité énergétique

l’Agence du revenu du Québec

l’Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

(...)

157. L'annexe I de cette loi est modifiée par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, des mots « l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics est modifiée afin d'apporter la concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cette modification fait en sorte de rendre applicable le régime de retraite prévu par cette loi, communément appelé le RREGOP, aux employés de l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Annexe 1 L.R.R.E.G.O.P., / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

ANNEXE II
(Article 1)

EMPLOYÉS ET PERSONNES VISÉS PAR LE RÉGIME DE RETRAITE

1. LES EMPLOYÉS DES ORGANISMES SUIVANTS :

l'Accueil du Rivage inc.

l'Agence de l'efficacité énergétique

les Agences de la santé et des services sociaux visées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)

(…)

_____
2001, c. 31, annexe II ;C.T. 197299 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7963 ;C.T. 197300 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7964 ;C.T. 197301 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7966 ;C.T. 197302 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7968 ;C.T. 197303 du 20.11.2001, (2001) 133 G.O. 2, 7970 ;C.T. 197373 du 04.12.2001, (2001) 133 G.O. 2, 8311 ;C.T. 197375 du 04.12.2001, (2001) 133 G.O. 2, 8313 ;C.T. 197464 du 18.12.2001, (2002) 134 G.O. 2, 265 ;2001, c. 69, a. 12 ;C.T. 198080 du 16.04.2002, (2002) 134 G.O. 2, 2935 ;2002, c. 30, a. 156 ;C.T. 198513 du 25.06.2002, (2002) 134 G.O. 2, 5091 ;2002, c. 28, a. 42 ;C.T. 198941 du 22.10.2002, (2002) 134 G.O. 2, 7694 ;2002, c. 69, a. 157 ;C.T. 199356 du 11.02.2003, (2003) 135 G.O. 2, 1267 ;2002, c. 75, a. 46 ;C.T. 200156 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4343 ;C.T. 200157 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4345 ;C.T. 200158 du 09.09.2003, (2003) 135 G.O. 2, 4348 ;C.T. 200479 du 09.12.2003, (2003) 135 G.O. 2, 5676 ;2002, c. 45, a. 703 ;C.T. 200671 du 24.02.2004, (2004) 136 G.O. 2, 1443 ; C.T. 200976 du 20.04.2004, (2004) 136 G.O. 2, 2185 ;C.T. 201230 du 14.06.2004, (2004) 136 G.O. 2, 3037 ;2004, c. 37, a. 84 ;2004, c. 39, a. 274 ;C.T. 201902 du 25.01.2005, (2005) 137 G.O. 2, 661 ;2004, c. 32, a. 58 ;C.T. 203155 du 13.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 279 ;C.T. 203156 du 13.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 280 ;C.T. 203185 du 19.12.2005, (2006) 138 G.O. 2, 365 ;2005, c. 32, a. 290 ;2004, c. 25, a. 67 ;2005, c. 32, a. 290 ;C.T. 203812 du 06.06.2006, (2006) 138 G.O. 2, 2613 ;C.T. 203919 du 19.06.2006, (2006) 138 G.O. 2, 2905 ;C.T. 204239 du 12.09.2006, (2006) 138 G.O. 2, 4479 ;C.T. 204549 du 05.12.2006, (2006) 138 G.O. 2, 5821 ;C.T. 204566 du 11.12.2006, (2006) 138 G.O. 2, 5923 ;2006, c. 46, a. 57 ;2002, c. 24, a. 209 ;C.T. 204926 du 08.05.2007, (2007) 139 G.O. 2, 2047 ;2006, c. 49, a. 124 ;C.T. 205842 du 18.12.2007, (2008) 140 G.O. 2, 189 ;2007, c. 43, a. 164 ;2006, c. 57, a. 42 ;C.T. 206592 du 17.06.2008, (2008) 140 G.O. 2, 3913 ;C.T. 206593 du 17.06.2008, (2008) 140 G.O. 2, 3914 ;C.T. 206748 du 22.07.2008, (2008) 140 G.O. 2, 4530 ;C.T. 207154 du 15.12.2008, (2009) 141 G.O. 2, 27 ;2009, c. 7, a. 45 ;2009, c. 32, a. 28 ;C.T. 208371 du 17.11.2009, (2009) 141 G.O. 2, 5833 ;C.T. 208791 du 16.03.2010, (2010) 142 G.O. 2, 1165 ;2009, c. 53, a. 48 ;2010, c. 11, a. 14 ;2010, c. 15, a. 80 ;2009, c. 6, a. 34 ;C.T. 209125 du 29.06.2010, (2010) 142 G.O. 2, 3298.

TEXTE REFONDU

ANNEXE II
(Article 1)

EMPLOYÉS ET PERSONNES VISÉS PAR LE RÉGIME DE RETRAITE

1. LES EMPLOYÉS DES ORGANISMES SUIVANTS :

l'Accueil du Rivage inc.

l'Agence de l'efficacité énergétique

l’Agence du revenu du Québec

les Agences de la santé et des services sociaux visées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)

(…)

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

158. L'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., chapitre R-12.1) est modifiée par l'insertion, dans le paragraphe 1 et selon l'ordre alphabétique, des mots « l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement est modifiée afin d'apporter la concordance nécessaire suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Cette modification fait en sorte de rendre applicable le régime de retraite du personnel d'encadrement prévu par cette loi aux employés de l'Agence qui occupent une fonction de niveau non syndicable désignée à l'annexe I.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Annexe II L.R.R.P.E.S. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les fonctionnaires qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces fonctionnaires une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

_____

1982, c. 52, a. 1 ;1984, c. 22, a. 79 ; 2002, c. 45, a. 526 ;2006, c. 38, a. 2.

TEXTE REFONDU

• *Registraire des entreprises.*

1. Le ministre désigne le registraire des entreprises, qui est un employé de l'Agence du revenu du Québec. Ce dernier est un officier public. Il exerce les fonctions prévues par la loi et s'occupe exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice de ses fonctions.

• *Fonctionnaires qui assistent.*

Le ministre désigne également les employés de l'Agence du revenu du Québec qui assistent le registraire des entreprises dans ses fonctions. Ceux-ci doivent s'occuper exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire des entreprises, sauf ceux qui exercent le pouvoir d'immatriculer une personne physique, une société ou une personne morale, qui procèdent aux corrections prévues à l'article 68 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45) et qui délivrent des copies, des extraits ou des attestations ou qui certifient conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 78, 79, 80 et 81 de cette loi.

• *Absence ou empêchement.*

De plus, en cas d'absence ou d'empêchement du registraire des entreprises, le ministre peut désigner parmi ces employés une personne pour agir en lieu et place du registraire des entreprises.

LOI SUR LE REGISTRAIRE DES ENTREPRISES

159. L'article 1 de la Loi sur le registraire des entreprises (L.R.Q., chapitre R-17.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises » par « le registraire des entreprises, qui est un employé de l'Agence du revenu du Québec » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « fonctionnaires » par les mots « employés de l'Agence du revenu du Québec » ;

3° par le remplacement, dans le troisième alinéa, des mots « ces fonctionnaires » par les mots « ces employés ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 1 de la Loi sur le registraire des entreprises visent à apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1, 1° al., 2° al. et 3° al. L.R.E. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Délégation de pouvoirs.*

11. Le registraire des entreprises peut, parmi les fonctionnaires qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces fonctionnaires à exercer tout ou partie des pouvoirs que lui confèrent les articles 8 à 10.

_____

1982, c. 52, a. 11 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 7.

TEXTE REFONDU

• *Délégation de pouvoirs.*

11. Le registraire des entreprises peut, parmi les employés de l'Agence du revenu du Québec qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces employés à exercer tout ou partie des pouvoirs que lui confèrent les articles 8 à 10.

160. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement de « fonctionnaires qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces fonctionnaires » par « employés de l'Agence du revenu du Québec qui l'assistent dans ses fonctions, autoriser un de ces employés ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 11 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 11 L.R.E. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Confidentialité.*

14. Le registraire des entreprises et tout fonctionnaire visé à l'article 11 ne doivent communiquer ou permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un rapport fourni en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

• *Disposition applicable.*

Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

_____

1982, c. 52, a. 14 ;1987, c. 68, a. 80 ; 2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 8.

TEXTE REFONDU

• *Confidentialité.*

14. Le registraire des entreprises et tout employé de l'Agence du revenu du Québec visé à l'article 11 ne doivent communiquer ou permettre que soit communiqué à nul autre qu'à une personne autorisée, généralement ou spécifiquement, par le ministre lui-même, une information obtenue en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un rapport fourni en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

• *Disposition applicable.*

Le premier alinéa s'applique malgré les articles 9, 23, 24 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

161. L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « fonctionnaire » par les mots « employé de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 14 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 14, 1° al. L.R.E. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Délégation de pouvoirs.*

23. Le registraire des entreprises peut, avec l'accord du ministre, déléguer aux fonctionnaires qui l'assistent certains de ses pouvoirs.

_____

1982, c. 52, a. 23 ;1983, c. 55, a. 161 ;1983, c. 54, a. 44 ;1997, c. 35, a. 3 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Délégation de pouvoirs.*

23. Le registraire des entreprises peut, avec l'accord du ministre, déléguer aux employés de l'Agence du revenu du Québec qui l'assistent certains de ses pouvoirs.

162. L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement du mot « fonctionnaires » par les mots « employés de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 23 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 23 L.R.E. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Signature.*

24. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire des entreprises ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un fonctionnaire visé au deuxième alinéa de l'article 1 et autorisé par le registraire des entreprises.

• *Fac-similé.*

Un fac-similé de la signature d'une personne visée au premier alinéa a la même valeur que la signature elle-même.

_____

1982, c. 52, a. 24 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Signature.*

24. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire des entreprises ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un employé de l'Agence du revenu du Québec visé au deuxième alinéa de l'article 1 et autorisé par le registraire des entreprises.

• *Fac-similé.*

Un fac-similé de la signature d'une personne visée au premier alinéa a la même valeur que la signature elle-même.

163. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « fonctionnaire » par les mots « employé de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 24 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 24, 1° al. L.R.E. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Document authentique.*

25. Un document provenant du registraire des entreprises ou d'un fonctionnaire qui l'assiste, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie certifiée par une personne visée au premier alinéa de l'article 24.

_____

1982, c. 52, a. 25 ;2002, c. 45, a. 540 ;2006, c. 38, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Document authentique.*

25. Un document provenant du registraire des entreprises ou d'un employé de l'Agence du Revenu du Québec qui l'assiste, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie certifiée par une personne visée au premier alinéa de l'article 24.

164. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du mot « fonctionnaire » par les mots « employé de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 25 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 25 L.R.E. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Recours contre le gouvernement.*

32. Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31), toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises doit le diriger contre le registraire des entreprises lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités.

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie le registraire des entreprises doit lui être signifiée ou transmise, selon le cas, au bureau de la direction du contentieux du ministère du Revenu à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Lorsque la procédure est signifiée, le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

_____

1982, c. 52, a. 32 ;2002, c. 45, a. 532 ;2006, c. 38, a. 12.

TEXTE REFONDU

• *Recours contre le gouvernement.*

32. Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31), toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises, ou par suite de l'application d'une telle disposition, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre le registraire des entreprises sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités.

• *Signification des procédures.*

Toute procédure à laquelle est partie le registraire des entreprises doit lui être signifiée ou transmise, selon le cas, au bureau de la direction du contentieux de l'Agence du revenu du Québec à Montréal ou à Québec, en s'adressant à une personne ayant la garde de ce bureau.

• *Procès-verbal.*

Lorsque la procédure est signifiée, le procès-verbal de signification doit notamment mentionner le nom de la personne à laquelle la copie de l'acte a été laissée.

165. L'article 32 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

• *Recours.*

« **32.** Sauf à l'égard d'une loi fiscale au sens de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre M-31), toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire des entreprises, ou par suite de l'application d'une telle disposition, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre le registraire des entreprises sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou à une de ses responsabilités. » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « contentieux du ministère du Revenu » par les mots « contentieux de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 32 de la Loi sur le registraire des entreprises est modifié afin d'apporter les adaptations requises suite à la création de l'Agence qui sera substituée au ministère du Revenu. Ces modifications sont de concordance avec les modifications proposées à l'article 93 de la Loi sur le ministère du Revenu (article 140 du présent projet de loi) ainsi qu'à l'article 78 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (article 152 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 32, 1° al. et 2° al. L.R.E. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

• *Définitions :*

1. Dans la présente loi et les règlements édictés en vertu de celle-ci, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

• *« agent-percepteur » ;*

a) « agent-percepteur » : toute personne, à l'exclusion d'un vendeur en détail, qui vend, livre ou fait en sorte que soit livré du carburant au Québec ;

(...)

• *« ministère » ;*

i) « ministère » : le ministère du Revenu ;

• *« ministre » ;*

j) « ministre » : le ministre du Revenu ;

(...)

• *« sous-ministre » ;*

r) « sous-ministre » : le sous-ministre du Revenu ;

(...)

1972, c. 30, a. 1 ;1977, c. 5, a. 14 ;1978, c. 28, a. 1 ;1979, c. 76, a. 1 ;1980, c. 14, a. 1 ;1983, c. 49, a. 48 ;1988, c. 4, a. 189 ;1991, c. 15, a. 1 ;1995, c. 65, a. 125 ;1997, c. 85, a. 718 ;1999, c. 65, a. 54 ;D. 55-2000 ;2000, c. 39, a. 292 ;2001, c. 52, a. 23 ;2006, c. 36, a. 294.

TEXTE REFONDU

• *Définitions :*

1. Dans la présente loi et les règlements édictés en vertu de celle-ci, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

• *« agent-percepteur » ;*

a) « agent-percepteur » : toute personne, à l'exclusion d'un vendeur en détail, qui vend, livre ou fait en sorte que soit livré du carburant au Québec ;

(...)

i) (paragraphe abrogé) ;

• *« ministre » ;*

j) « ministre » : le ministre du Revenu ;

(...)

r) (paragraphe abrogé) ;

(...)

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

166. L'article 1 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est modifié par la suppression des paragraphes *i* et *r* du premier alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de la Loi concernant la taxe sur les carburants est modifié afin de supprimer les définitions des expressions « ministère » et « sous-ministre » qui n'ont pas d'objet.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1 (i) et (r) L.C.T.C. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

1. Le ministre du Revenu désigne un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises. Ce dernier est un officier public.

_____

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

1. Le ministre du Revenu désigne le registraire des entreprises, qui est un employé de l'Agence du revenu du Québec. Ce dernier est un officier public.

LOI SUR LA PUBLICITÉ LÉGALE DES ENTREPRISES

167. L'article 1 de la Loi sur la publicité légale des entreprises (2010, chapitre 7) est modifié par le remplacement des mots « un fonctionnaire pour agir à titre de registraire des entreprises » par « le registraire des entreprises, qui est un employé de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 1 de la Loi sur la publicité légale des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance nécessaire suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 1 L.P.L. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

4. Le ministre désigne les fonctionnaires qui assistent le registraire dans ses fonctions. Ceux-ci s'occupent exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire.

_____

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

4. Le ministre désigne les employés de l'Agence du revenu du Québec qui assistent le registraire dans ses fonctions. Ceux-ci s'occupent exclusivement du travail et des devoirs relatifs à l'exercice des fonctions du registraire.

168. L'article 4 de cette loi est modifié par le remplacement du mot « fonctionnaires » par les mots « employés de l'Agence du revenu du Québec ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 4 de la Loi sur la publicité légale des entreprises est modifié afin d'apporter une modification de concordance requise suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 4 L.P.L. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

7. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer à d'autres fonctionnaires ou employés que ceux visés à l'article 4, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, le pouvoir d'immatriculer, de procéder aux corrections prévues aux articles 93 à 95 ainsi que le pouvoir de délivrer des copies, des extraits ou des attestations ou de certifier conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 105 à 108. L'arrêté est publié à la Gazette officielle du Québec.

La délégation doit, lorsqu'elle implique des fonctionnaires ou employés autres que ceux sous la responsabilité du ministre, faire l'objet d'une entente.

_____

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

7. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer à d'autres personnes que les employés visés à l'article 4, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, le pouvoir d'immatriculer, de procéder aux corrections prévues aux articles 93 à 95 ainsi que le pouvoir de délivrer des copies, des extraits ou des attestations ou de certifier conformes les copies ou extraits, tel que prévu à l'un des articles 105 à 108. L'arrêté est publié à la Gazette officielle du Québec.

La délégation doit, lorsqu'elle implique des personnes autres que les employés sous la responsabilité de l'Agence du revenu du Québec, faire l'objet d'une entente conclue par le ministre.

169. L'article 7 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots « fonctionnaires ou employés que ceux » par les mots « personnes que les employés » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La délégation doit, lorsqu'elle implique des personnes autres que les employés sous la responsabilité de l'Agence du revenu du Québec, faire l'objet d'une entente conclue par le ministre. ».

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées à l'article 7 de la Loi sur la publicité légale des entreprises visent à apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 7, 1° al. et 2° al. L.P.L. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

99. Toute personne peut consulter le registre.

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le ministre. Elle peut aussi se faire à distance, au moyen des technologies qu'il détermine.

La consultation est gratuite. Toutefois, elle est sujette aux frais prescrits par règlement du gouvernement dans les cas qui y sont déterminés.

_____

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

99. Toute personne peut consulter le registre.

La consultation se fait aux endroits et heures désignés par le registraire. Elle peut aussi se faire à distance, au moyen des technologies qu'il détermine.

La consultation est gratuite. Toutefois, elle est sujette aux frais prescrits par règlement du gouvernement dans les cas qui y sont déterminés.

170. L'article 99 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du mot « ministre » par le mot « registraire ».

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée au deuxième alinéa de l'article 99 de la Loi sur la publicité légale des entreprises vise à préciser que c'est le registraire des entreprises qui établit le lieu et les moments où le registre peut être consulté ainsi que les technologies permettant de consulter le registre à distance.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 99, 2° al. L.P.L. / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

142. Les poursuites et actions, pénales ou civiles, intentées en vertu des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire ainsi que tout appel interjeté en application d'une telle loi en vertu du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), le sont au nom du registraire des entreprises lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés pour l'application de l'article 85 le sont au nom du sous-ministre du Revenu.

_____

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

142. Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par le registraire sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés relativement à l'application ou à l'exécution de l'article 85 le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

171. L'article 142 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **142.** Les poursuites et les demandes en justice, pénales ou civiles, intentées relativement à l'application ou à l'exécution des dispositions d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire, le sont, malgré toute disposition inconciliable, par le registraire sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque leurs objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés relativement à l'application ou à l'exécution de l'article 85 le sont, malgré toute disposition inconciliable, par l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ». ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 142 de la Loi sur la publicité légale des entreprises est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et d'adopter une terminologie semblable à celle employée à l'article 72 de la Loi sur le ministère du Revenu (article 131 du présent projet de loi) et à l'article 78 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (article 152 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 142 L.P.L. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

146. Toute personne ayant un recours à exercer contre le gouvernement par suite de l'application d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire doit le diriger contre le registraire lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés pour l'application de l'article 85 doivent l'être contre le sous-ministre du Revenu.

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

146. Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire, ou par suite de l'application ou de l'exécution d'une telle disposition, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre le registraire sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés relativement à l'application ou à l'exécution de l'article 85, ou par suite de l'application ou de l'exécution de cet article, doivent l'être, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ».

172. L'article 146 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **146.** Toute personne ayant un recours à exercer contre le ministre, l'Agence du revenu du Québec ou l'État relativement à l'application ou à l'exécution d'une disposition d'une loi à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire, ou par suite de l'application ou de l'exécution d'une telle disposition, doit le diriger, malgré toute disposition inconciliable, contre le registraire sous la désignation de « le Registraire des entreprises » lorsque ses objets sont relatifs à l'exercice de ses fonctions ou de ses responsabilités.

Toutefois, ceux exercés relativement à l'application ou à l'exécution de l'article 85, ou par suite de l'application ou de l'exécution de cet article, doivent l'être, malgré toute disposition inconciliable, contre l'Agence du revenu du Québec sous la désignation de « l'Agence du revenu du Québec ». ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 146 de la Loi sur la publicité légale des entreprises est modifié afin d'apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et d'adopter une terminologie semblable à celle employée à l'article 142 de cette loi (article 171 du présent projet de loi), à l'article 93 de la Loi sur le ministère du Revenu (article 140 du présent projet de loi) et à l'article 78 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (article 152 du présent projet de loi).

RÉFÉRENCES

* Réf.: 146 L.P.L. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

5. En cas d'absence ou d'empêchement du registraire, le ministre peut désigner parmi les fonctionnaires visés à l'article 4 une personne pour agir en ses lieu et place.

6. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer certains de ses pouvoirs aux fonctionnaires visés à l'article 4. L'arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un fonctionnaire visé à l'article 4 et autorisé par le registraire.

Une reproduction de la signature d'une personne visée au premier alinéa, effectuée au moyen d'un fac-similé, d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique a la même valeur que la signature elle-même.

9. Un document provenant du registraire ou d'un fonctionnaire visé à l'article 4, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie est certifiée conforme par une personne visée au premier alinéa de l'article 8.

124. Le registraire ou tout fonctionnaire visé à l'article 4 qu'il autorise à cette fin peut faire toute inspection pour vérifier l'application de la présente loi ou d'une disposition d'une loi mentionnée à l'annexe III à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Lors d'une inspection, le registraire ou l'inspecteur s'identifie et, sur demande, exhibe un certificat attestant sa qualité.

Projet de loi n° 87 (2010, chapitre 7).

TEXTE REFONDU

5. En cas d'absence ou d'empêchement du registraire, le ministre peut désigner parmi les employés visés à l'article 4 une personne pour agir en ses lieu et place.

6. Le registraire peut, par arrêté et avec l'accord du ministre, déléguer certains de ses pouvoirs aux employés visés à l'article 4. L'arrêté est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le registraire ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par lui ou par un employé visé à l'article 4 et autorisé par le registraire.

Une reproduction de la signature d'une personne visée au premier alinéa, effectuée au moyen d'un fac-similé, d'un appareil automatique ou d'un procédé électronique a la même valeur que la signature elle-même.

9. Un document provenant du registraire ou d'un employé visé à l'article 4, de même que toute copie de ce document, est authentique si le document est signé ou la copie est certifiée conforme par une personne visée au premier alinéa de l'article 8.

124. Le registraire ou tout employé visé à l'article 4 qu'il autorise à cette fin peut faire toute inspection pour vérifier l'application de la présente loi ou d'une disposition d'une loi mentionnée à l'annexe III à l'égard de laquelle des responsabilités sont confiées au registraire.

Lors d'une inspection, le registraire ou l'inspecteur s'identifie et, sur demande, exhibe un certificat attestant sa qualité.

173. Cette loi est modifiée :

1° par le remplacement du mot « fonctionnaires » par le mot « employés », dans les articles 5 et 6 ;

2° par le remplacement du mot « fonctionnaire » par le mot « employé », dans les articles 8, 9 et 124.

NOTE EXPLICATIVE

Les modifications proposées aux articles 5, 6, 8, 9 et 124 de la Loi sur la publicité légale des entreprises visent à apporter les adaptations de concordance requises suite à la création de l'Agence et à prendre en compte que les employés de l'Agence seront nommés par celle-ci.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 5, 6, 8, 9 et 124 L.P.L. / Modifications de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

10. Un employé assujetti au présent régime y participe tant et aussi longtemps qu'il est visé par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q », c. F-3.1.1) sans aucun bris du lien d'emploi.

_____

Décret n° 430-93 du 31 mars 1993 (1993, G.O. 2, 2925).

TEXTE REFONDU

10. Un employé assujetti au présent régime y participe tant et aussi longtemps qu'il est visé par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q », c. F-3.1.1) sans aucun bris du lien d'emploi.

Pour l'application du premier alinéa, un employé de l'Agence du revenu du Québec est réputé être visé par la Loi sur la fonction publique.

DÉCRET N^{O} 430-93 CONCERNANT LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

174. L'article 10 du décret n^{o} 430-93 du 31 mars 1993 (1993, G.O. 2, 2925), concernant le régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Pour l'application du premier alinéa, un employé de l'Agence du revenu du Québec est réputé être visé par la Loi sur la fonction publique. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 10 du Décret concernant le régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec est modifié de manière à prévoir qu'un employé de l'Agence du revenu du Québec est réputé, pour l'application du premier alinéa de cet article, être visé par la Loi sur la fonction publique. Cette présomption permettra d'assurer le maintien du régime de retraite d'un tel employé qui y participe, malgré son transfert à l'Agence, et ce, tant et aussi longtemps qu'il est visé par la Loi sur la fonction publique sans aucun bris du lien d'emploi.

RÉFÉRENCES

* Réf.: 10, 2° al. Décret nº 430-93 (1993, G.O.2, 2925) / Modification de concordance.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

175. À moins que le contexte n'indique un sens différent, dans toute autre loi ainsi que dans tout règlement, décret, arrêté, proclamation, recours administratif, procédure judiciaire, jugement, ordonnance, contrat, entente, accord ou autre document :

1° une référence au ministère du Revenu est une référence à l'Agence du revenu du Québec ;

2° une référence au sous-ministre du Revenu ou à un sous-ministre adjoint du Revenu est, respectivement, une référence au président-directeur général de l'Agence du revenu du Québec ou à l'un de ses vice-présidents ;

3° une référence à un fonctionnaire ou à un employé du ministère du Revenu est une référence à un employé de l'Agence du revenu du Québec ;

4° une référence à la Loi sur le ministère du Revenu ou à l'une de ses dispositions est une référence à la Loi sur l'administration fiscale ou à la disposition correspondante de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 175 prévoit qu'une référence au ministère du Revenu, au sous-ministre du Revenu ou à un sous-ministre adjoint du Revenu, à un fonctionnaire ou à un employé du ministère du Revenu ainsi qu'à la Loi sur le ministère du Revenu ou à l'une de ses dispositions prévues dans toute autre loi ainsi que dans tout règlement, décret, arrêté, proclamation, recours administratif, procédure judiciaire, jugement, ordonnance, contrat, entente, accord ou autre document, devient respectivement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, une référence à l'Agence du revenu du Québec, au président-directeur général de l'Agence du revenu du Québec ou à l'un de ses vice-présidents, à un employé de l'Agence du revenu du Québec ainsi qu'à la Loi sur l'administration fiscale ou à la disposition correspondante de cette loi.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Partie aux procédures.*

176. Les procédures auxquelles est partie le ministre du Revenu, le sous-ministre du Revenu ou le ministère du Revenu sont continuées, sans reprise d'instance, par l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 176 fait en sorte que toutes les procédures auxquelles est partie le ministre du Revenu, le sous-ministre du Revenu ou le ministère du Revenu puissent se continuer sans qu'il soit nécessaire que l'Agence en reprenne chacune des instances.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Ministère remplacé.*

177. L'Agence du revenu du Québec, instituée par l'article 1, est substituée au ministère du Revenu.

• *Application.*

Pour l'application de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre D-8.3), l'Agence ne constitue pas un nouvel employeur.

NOTE EXPLICATIVE

Le premier alinéa de l'article 177 prévoit que l'Agence du revenu du Québec est substituée au ministère du Revenu. Quant au deuxième alinéa, il vise à clarifier qu'aux fins de l'application de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, l'Agence n'est pas un nouvel employeur.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Politiques, directives, normes et règles applicables.*

178. Les politiques, les directives, les normes ou les règles applicables au sein du ministère du Revenu ainsi que leurs modifications subséquentes deviennent, compte tenu des adaptations nécessaires, celles de l'Agence. Si une telle politique, directive, norme ou règle prévoit l'autorisation ou la décision d'un tiers, l'autorisation ou la décision de l'Agence est suffisante dans les matières relevant de sa compétence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 178 prévoit que les politiques, les directives, les normes ou les règles applicables au sein du ministère du Revenu ainsi que leurs modifications subséquentes deviendront celles de l'Agence, sous réserve toutefois des adaptations requises et du fait que si ces politiques, directives, normes ou règles prévoient l'autorisation ou la décision d'un tiers, telle autorisation ou telle décision de l'Agence sera suffisante dans les matières relevant de sa compétence.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Liste de déclaration d'aptitudes.*

179. L'Agence peut utiliser, pendant une période de 18 mois à compter du 1er avril 2011, une liste de déclaration d'aptitudes constituée avant cette date par le président du Conseil du trésor conformément au Règlement sur la tenue de concours, édicté par le décret no 2290-85 (1985, G.O. 2, 6362), à laquelle le ministère du Revenu aurait eu accès.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 179 vise à permettre à l'Agence d'utiliser, pendant une période de 18 mois à compter du 1er avril 2011, une liste de déclaration d'aptitudes existant au moment de sa création et à laquelle le ministère du Revenu aurait eu accès.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Droit nouveau

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Président et vices-présidents.*

180. La personne occupant le 31 mars 2011 le poste de sous-ministre du Revenu et celles occupant à cette date un poste de sous-ministre adjoint au ministère du Revenu deviennent, respectivement, président-directeur général et vice-présidents de l'Agence aux mêmes conditions jusqu'à leur nomination à ce titre ou leur remplacement par le gouvernement.

• *Congé sans traitement.*

Durant cette période, ces personnes, le cas échéant, sont en congé sans traitement de la fonction publique.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 180 prévoit que la personne occupant, le 31 mars 2011, le poste de sous-ministre du Revenu et celles occupant, à cette date, un poste de sous-ministre adjoint au ministère du Revenu deviennent, respectivement, président-directeur général et vice-présidents de l'Agence aux mêmes conditions jusqu'à leur nomination à ce titre ou leur remplacement par le gouvernement. Cet article prévoit également que, pendant cette période, ces personnes sont, le cas échéant, en congé sans traitement de la fonction publique.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Employé.*

181. Sous réserve des conditions de travail qui lui sont applicables, toute personne qui, le 31 mars 2011, est à l'emploi du ministère du Revenu ou est un fonctionnaire de la direction des affaires juridiques ou de la direction des relations publiques et des communications de ce ministère devient un employé de l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 181 prévoit que toute personne qui, le 31 mars 2011, est à l'emploi du ministère du Revenu ou qui est un fonctionnaire de la direction des affaires juridiques ou de la direction des relations publiques et des communications de ce ministère devient un employé de l'Agence, sous réserve toutefois des conditions de travail qui lui sont applicables.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Association accréditée.*

182. Les employés de l'Agence continuent d'être représentés par les associations accréditées les représentant le 31 mars 2011 et les conventions collectives en vigueur à cette date, ou les dispositions en tenant lieu, continuent de s'appliquer jusqu'à la date de leur expiration.

• *Conditions de travail.*

Une personne qui devient un employé de l'Agence après le 31 mars 2011 est gouvernée par les mêmes conditions de travail que celles applicables au groupe d'employés dont elle fait partie.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 182 prévoit que les employés de l'Agence continueront d'être représentés par les associations accréditées les représentant au 31 mars 2011 et que les conventions collectives en vigueur à cette date, ou les dispositions en tenant lieu, continueront de s'appliquer jusqu'à la date de leur expiration. De plus, cet article fait en sorte qu'une personne qui deviendra un employé de l'Agence après le 31 mars 2011 sera gouvernée par les mêmes conditions de travail que celles applicables au groupe d'employés dont elle fait partie.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)

• *Irrégularité dans la procédure.*

35. Un candidat peut, s'il estime que la procédure utilisée pour l'admission ou l'évaluation des candidats, lors d'un concours de promotion ou lors de la constitution d'une réserve de candidatures à la promotion, a été entachée d'une irrégularité ou d'une illégalité, interjeter appel devant la Commission de la fonction publique, par une demande écrite qui doit être reçue à la Commission dans les 15 jours ouvrables de l'expédition d'un avis l'informant qu'il n'est pas admissible au concours, à la réserve de candidatures ou à l'examen ou l'informant des résultats de ceux-ci.

• *Éléments non contestables.*

Les éléments d'un moyen d'évaluation qui ont fait l'objet d'une certification en vertu du troisième alinéa de l'article 115 ne peuvent être contestés lors de l'appel.

_____

1983, c. 55, a. 35; 1996, c. 35, a. 2; 2000, c. 8, a. 126.

• *Mutation ou promotion.*

183. Tout employé transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion pour un tel emploi conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) si, à la date de son transfert à l'Agence, il était un fonctionnaire permanent.

• *Dispositions applicables.*

L'article 35 de la Loi sur la fonction publique s'applique à un employé qui participe à un tel concours de promotion.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 183 prévoit qu'un employé transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 et qui était à la date de son transfert un fonctionnaire permanent peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion pour un tel emploi conformément à la Loi sur la fonction publique. De plus, il rend applicables à un employé qui participe à un tel concours de promotion les dispositions de l'article 35 de la Loi sur la fonction publique.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire / 35 L.F.P. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Mutation ou promotion.*

184. Un employé transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion pour un tel emploi conformément à la Loi sur la fonction publique si, au 31 décembre 2010, il est un fonctionnaire, autre qu'un employé occasionnel, qui n'a pas acquis le statut de permanent et si, au moment de sa mutation ou de sa promotion, il a complété avec succès le stage probatoire requis en vertu de l'article 13 de la Loi sur la fonction publique.

• *Période accumulée.*

La période accumulée à titre d'employé de l'Agence est prise en compte dans le calcul de la durée du stage probatoire et de la période continue d'emploi requise aux fins de l'article 14 de la Loi sur la fonction publique.

• *Disposition applicable.*

L'article 35 de la Loi sur la fonction publique s'applique à un employé qui participe à un tel concours de promotion.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 184 vise à conférer à un employé transféré à l'Agence qui était temporaire au 31 décembre 2010 un droit de retour illimité dans la fonction publique.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Mutation ou promotion.*

185. Un employé transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 peut demander sa mutation dans un emploi de la fonction publique ou participer à un concours de promotion pour un tel emploi conformément à la Loi sur la fonction publique s'il acquiert le statut d'employé temporaire par suite de l'application de la première opération effectuée en vertu d'une lettre d'entente convenue entre le président du Conseil du trésor et le Syndicat de la fonction publique du Québec ou le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec visant à permettre à certains employés occasionnels ou saisonniers d'accéder à ce statut, dans la mesure où cette lettre d'entente devient applicable.

• *Restriction.*

Toutefois, au moment de sa mutation ou de sa promotion, l'employé doit avoir complété avec succès le stage probatoire requis en vertu de l'article 13 de la Loi sur la fonction publique.

• *Période accumulée.*

La période accumulée à titre d'employé de l'Agence, après avoir acquis le statut d'employé temporaire conformément au premier alinéa, est prise en compte dans le calcul de la durée du stage probatoire et de la période continue d'emploi requise aux fins de l'article 14 de la Loi sur la fonction publique.

• *Disposition applicable.*

L'article 35 de la Loi sur la fonction publique s'applique à un employé qui participe à un tel concours de promotion.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 185 vise à conférer à certains employés occasionnels de longue durée qui seront transférés à l'Agence et qui pourraient devenir par la suite des employés temporaires un droit de retour illimité dans la fonction publique, dans la mesure où la lettre d'entente convenue entre le président du Conseil du trésor et le Syndicat de la fonction publique du Québec ou le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec visant à permettre à certains employés occasionnels ou saisonniers d'accéder à ce statut deviendra applicable.

RÉFÉRENCES

* Réf.: Transitoire.

* Réf. d.a.: 1er avril 2011.

• *Avis de classement.*

186. Lorsqu'un employé visé à l'un des articles 183 à 185 pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion, il peut requérir du président du Conseil du trésor qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il aurait dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cet employé avait dans la fonction publique à la date de son transfert, ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de l'Agence.

• *Classement.*

Dans le cas où un employé est muté en application de l'un des articles 183 à 185, le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme de qui il relève lui établit un classement conforme à l'avis prévu au premier alinéa.

• *Critères.*

Dans le cas où un employé est promu en application de l'un des articles 183 à 185, son classement doit tenir compte des critères prévus au premier alinéa.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 186 établit les règles applicables au classement d'un employé visé à l'un des articles 183 à 185 qui pose sa candidature à la mutation ou à un concours de promotion dans la fonction publique.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Mise en disponibilité.*

187. En cas de cessation partielle ou complète des activités de l'Agence, l'employé visé à l'article 181 a le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique au classement qu'il avait avant la date de son transfert si, à la date de son transfert à l'Agence, il était un fonctionnaire permanent.

• *Critères de classement.*

Dans ce cas, le président du Conseil du trésor établit à l'employé un classement en tenant compte des critères prévus au premier alinéa de l'article 186.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 187 prévoit qu'en cas de cessation partielle ou complète des activités de l'Agence, l'employé transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 a le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique au classement qu'il avait avant la date de son transfert si, à la date de son transfert à l'Agence, il était un fonctionnaire permanent. Il prévoit, de plus, que dans un tel cas, le président du Conseil du trésor établit à l'employé un classement en tenant compte des critères prévus au premier alinéa de l'article 186.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)

• *Fonctionnaires en disponibilité.*

100. Le président du Conseil du trésor procède au placement et, s'il y a lieu, au recyclage des fonctionnaires permanents qui sont mis en disponibilité et de ceux qui exercent un droit de retour conformément à la loi ou à une entente avec le gouvernement.

_____

1983, c. 55, a. 100; 1996, c. 35, a. 16.

• *Transfert refusé.*

188. Une personne visée à l'article 181 qui refuse, conformément aux conditions de travail qui lui sont applicables, d'être transférée à l'Agence est affectée à celle-ci jusqu'à ce que le président du Conseil du trésor puisse la placer conformément à l'article 100 de la Loi sur la fonction publique. Une personne mise en disponibilité suivant le premier alinéa de l'article 187 demeure à l'emploi de l'Agence jusqu'à ce que le président du Conseil du trésor puisse la placer conformément à l'article 100 de la Loi sur la fonction publique.

• *Application.*

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à une personne qui occupe un poste de cadre juridique.

• *Conditions de travail.*

Pour l'application du présent article, les conditions de travail d'un cadre juridique relatives à un droit de refus d'être transféré sont les mêmes que celles d'un cadre.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 188 prévoit qu'une personne qui refuse, conformément aux conditions de travail qui lui sont applicables, d'être transférée à l'Agence sera affectée à celle-ci jusqu'à ce que le président du Conseil du trésor puisse la placer conformément à l'article 100 de la Loi sur la fonction publique. Une personne qui est mise en disponibilité suivant l'article 187 demeure à l'emploi de l'Agence

durant cette période. Ces dispositions sont également applicables à une personne qui occupe un poste de cadre juridique à cette date et l'article 188 prévoit que les conditions de travail d'un cadre juridique relatives à un droit de refus d'être transféré sont les mêmes que celles d'un cadre.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire / 100 L.F.P. (L.R.Q., c. F-3.1.1).

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

TEXTE ACTUEL

LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)

• *Appel devant la Commission.*

33. À moins qu'une convention collective de travail n'attribue en ces matières une compétence à une autre instance, un fonctionnaire peut interjeter appel devant la Commission de la fonction publique de la décision l'informant :

1° de son classement lors de son intégration à une classe d'emploi nouvelle ou modifiée ;

2° de sa rétrogradation ;

3° de son congédiement ;

4° d'une mesure disciplinaire ;

5° qu'il est relevé provisoirement de ses fonctions.

• *Appel fait par écrit.*

Un appel en vertu du présent article doit être fait par écrit et reçu à la Commission dans les 30 jours de la date d'expédition de la décision contestée.

• *Disposition non applicable.*

Le présent article, à l'exception du paragraphe 1° du premier alinéa, ne s'applique pas à un fonctionnaire qui est en stage probatoire conformément à l'article 13.

_____

1983, c. 55, a. 33; 1999, c. 40, a. 135.

• *Appel d'un congédiement.*

189. Sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, ou des dispositions en tenant lieu, un employé visé à l'article 181 qui est congédié peut en appeler conformément à l'article 33 de la Loi sur la fonction publique si, à la date de son transfert à l'Agence, il était un fonctionnaire permanent.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 189 prévoit qu'un employé visé à l'article 181 qui est congédié peut en appeler conformément à l'article 33 de la Loi sur la fonction publique si, à la date de son transfert à l'Agence, il était un fonctionnaire permanent, sous réserve des recours qui peuvent exister en vertu d'une convention collective, ou des dispositions en tenant lieu.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire / 33 L.F.P. (L.R.Q., c. F-3.1.1)

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Conditions de travail continuées.*

190. Les conditions de travail d'un employé du ministère du Revenu, transféré à l'Agence en vertu de l'article 181, qui n'est pas régi par une convention collective, continuent de s'appliquer, compte tenu des adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 190 prévoit que les conditions de travail d'un employé du ministère du Revenu, qui a été transféré à l'Agence en vertu de l'article 181 et qui n'est pas régi par une convention collective, continueront de s'appliquer, compte tenu des adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Pouvoirs du conseil d'administration.*

191. Le président-directeur général exerce les pouvoirs du conseil d'administration jusqu'à ce que le conseil d'administration soit constitué.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 191 prévoit que le président-directeur général exercera les pouvoirs du conseil d'administration jusqu'à ce que le conseil d'administration soit constitué.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Directive.*

192. Une directive visée à l'article 6 qui touche la politique de collaboration visée au paragraphe 12° du deuxième alinéa de l'article 26 doit être donnée par le ministre au conseil d'administration, par écrit, avant le 31 mars 2012.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 192 vise à obliger le ministre à donner au conseil d'administration, par écrit, avant le 31 mars 2012 une directive concernant la collaboration de l'Agence avec les organismes offrant des services gouvernementaux en matière d'utilisation optimale des technologies de l'information, de prestation électronique de services et de services partagés.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Première nomination.*

193. Pour la première nomination des membres du conseil d'administration, l'article 11 doit se lire comme suit :

« **11.** Le gouvernement nomme les membres du conseil d'administration en tenant compte, sauf pour le président du conseil et le président-directeur général, qu'ils doivent collectivement posséder la compétence et l'expérience appropriées dans les domaines suivants :

1° la gestion financière ;

2° les systèmes de contrôle interne ;

3° la gestion des risques ;

4° les technologies de l'information ;

5° la gestion de services complexes et multidimensionnels à la clientèle ;

6° la gestion des ressources humaines, les relations de travail et le développement organisationnel ;

7° l'éthique et la gouvernance. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 193 vise à établir les profils de compétence requis pour la première nomination des membres du conseil d'administration, sauf à l'égard du président du conseil et du président-directeur général. Il s'agit de compétences qu'ils doivent collectivement posséder dans les domaines de la gestion financière, des systèmes de contrôle

interne, de la gestion des risques, des technologies de l'information, de la gestion des services complexes et multidimensionnels à la clientèle, de la gestion des ressources humaines, de l'éthique et la gouvernance.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Première nomination.*

194. Pour la première nomination des membres du conseil d'administration, l'article 19 doit se lire comme suit :

« **19.** Les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général et ceux visés au deuxième alinéa de l'article 14, reçoivent une rémunération composée d'un montant annuel de base auquel s'ajoutent des montants alloués par présence aux séances du conseil d'administration et des divers comités relevant du conseil d'administration selon les conditions déterminées aux paragraphes suivants :

1° le président du conseil d'administration reçoit une rémunération annuelle de 17 064 $ à laquelle s'ajoute un montant forfaitaire de 800 $ par présence aux séances du conseil d'administration et des divers comités dudit conseil ;

2° les autres membres du conseil d'administration reçoivent une rémunération annuelle de 8 532 $ à laquelle s'ajoute un montant forfaitaire de 533 $ par présence aux séances du conseil d'administration et des divers comités relevant dudit conseil ;

3° les membres du conseil d'administration qui assument la présidence d'un des trois comités visés au premier alinéa de l'article 30 reçoivent une somme additionnelle annuelle de 3 200 $;

4° le montant forfaitaire fixé par présence aux séances du conseil d'administration et des divers comités relevant dudit conseil est réduit de moitié pour les séances exceptionnelles et de courte durée du conseil d'administration ou d'un de ces comités qui se tiennent par téléphone ou par tout autre moyen de communication à distance ;

5° la rémunération fixée en vertu du présent article est majorée, à compter de l'année 2011, d'un pourcentage équivalant au pourcentage de majoration des échelles de traitement des cadres de la fonction publique, aux mêmes dates ;

6° la rémunération d'un retraité du secteur public nommé membre du conseil d'administration est réduite d'un montant équivalant à la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit de ce secteur, cette déduction s'applique sur toute rémunération y compris celle fixée par séance ;

7° le président du conseil d'administration est remboursé, sur présentation de pièces justificatives, des frais de représentation occasionnés par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant maximal à être établi par l'Agence et selon les règles et barèmes adoptés par l'Agence ;

8° les membres du conseil d'administration sont remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles et barèmes adoptés par l'Agence.

La rémunération fixée au présent article peut être modifiée par le gouvernement. ».

NOTE EXPLICATIVE

L'article 194 vise à établir, pour la première nomination des membres du conseil d'administration, la rémunération des membres, autres que le président-directeur général et ceux visés au deuxième alinéa de l'article 14.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Transfert de biens.*

195. La propriété des biens meubles, tant corporels qu'incorporels, à l'usage du ministère du Revenu le 31 mars 2011 est transférée, à leur valeur comptable, à l'Agence, à l'exception :

1° des biens appartenant à la Société immobilière du Québec en application de la Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., chapitre S-17.1) ;

2° des biens à l'usage du ministère du Revenu en vertu d'un contrat de location.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 195 prévoit que la propriété des biens meubles à l'usage du ministère du Revenu le 31 mars 2011 est transférée, à leur valeur comptable, à l'Agence, sauf s'il s'agit de biens appartenant à la Société immobilière du Québec en application de la Loi sur la Société immobilière du Québec et sauf s'il s'agit de biens à l'usage du ministère du Revenu en vertu d'un contrat de location.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU (L.R.Q., chapitre M-31)

• *Financement d'activités.*

97.1. Est constitué, au ministère du Revenu, le Fonds de perception affecté au financement des activités de perception et de recouvrement.

• *Début des activités.*

Le gouvernement détermine la date du début des activités du Fonds, ses actifs et passifs. Il détermine également la nature des biens et services financés par le Fonds ainsi que la nature des coûts qui doivent lui être imputés.

_____

1996, c. 31, a. 35; 1999, c. 65, a. 47.

• *Emprunt.*

97.5. Le ministre peut, à titre de gestionnaire du Fonds, emprunter auprès du ministre des Finances des sommes prises sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01).

_____

1996, c. 31, a. 35; 1999, c. 77, a. 50.

• *Avance de sommes.*

97.6. Le ministre des Finances peut avancer au Fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

• *Avance de sommes.*

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant le Fonds qui n'est pas requise pour son financement.

• *Remboursement.*

Une avance versée à un fonds est remboursable sur ce fonds.

_____

1996, c. 31, a. 35.

• *Transfert des actifs et des passifs.*

196. Les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds de perception constitué en vertu de l'article 97.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), existant le 31 mars 2011, sont transférés à l'Agence.

• *Responsabilités transférées.*

Les responsabilités découlant des emprunts effectués et des avances consenties en vertu des articles 97.5 et 97.6 de la Loi sur le ministère du Revenu, ainsi que des contrats et des ententes conclus par le ministre, à titre de gestionnaire du Fonds, aux fins des activités du Fonds, existant le 31 mars 2011, sont transférées à l'Agence.

• *Substitutions.*

L'Agence est, à l'égard des responsabilités qui lui sont transférées en vertu du deuxième alinéa, substituée au ministre et en acquiert les droits et les obligations.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 196 prévoit que les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds de perception, existant le 31 mars 2011, seront transférés à l'Agence de même que les responsabilités confiées à cet égard au ministre du Revenu dont elle acquerra les droits et les obligations.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire / 97.1, 97.5 et 97.6 L.M.R. (L.R.Q., c. M-31).

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Transfert des actifs et des passifs.*

197. Les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu constitué par le décret nº 1540-96 du 11 décembre 1996 (1996, G.O. 2, 7497), existant le 31 mars 2011, sont transférés à l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 197 prévoit que les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu, existant au 31 mars 2011, seront transférés à l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Transfert des actifs et des passifs.*

198. Les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu constitué par le décret n^{o} 216-2005 du 23 mars 2005 (2005, G.O. 2, 1209), existant le 31 mars 2011, sont transférés à l'Agence.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 198 prévoit que les actifs, incluant les surplus accumulés, et les passifs du Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu, existant le 31 mars 2011, seront transférés à l'Agence.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Règlement.*

199. La section II du Règlement sur l'administration fiscale (R.R.Q., chapitre M-31, r. 1), telle qu'elle se lit le 31 mars 2011 et compte tenu des adaptations nécessaires, constitue, jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement du ministre visé à l'article 40, ce règlement et satisfait à l'exigence de publication prévue à cet article.

• *Règlement.*

La section II du Règlement sur l'administration fiscale, telle qu'elle se lit le 31 mars 2011 et compte tenu des adaptations nécessaires, constitue, jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement du conseil d'administration visé à l'article 32, ce règlement pour ce qui est des matières relevant de ses attributions.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 199 énonce que la section II du Règlement sur l'administration fiscale, telle qu'elle se lit au 31 mars 2011 et compte tenu des adaptations nécessaires, constituera, jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement du ministre visé à l'article 40 ou jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement du conseil d'administration visé à l'article 32, le règlement prévu à ces articles.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Transitoire.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Rapport du ministre.*

200. Le ministre doit, cinq ans après la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, faire un rapport au gouvernement sur l'application de la présente loi. Ce rapport doit notamment contenir des recommandations concernant la mise en œuvre de la présente loi et l'actualisation de la mission de l'Agence.

• *Contenu.*

Ce rapport contient une évaluation sur l'efficacité et la performance de l'Agence, incluant des mesures d'étalonnage.

• *Dépôt devant l'Assemblée nationale.*

Ce rapport est déposé dans les 30 jours suivants à l'Assemblée nationale ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 200 prévoit que le ministre devra faire rapport au gouvernement sur l'application de la présente loi, et ce, dans les cinq ans après la date de l'entrée en vigueur de cette loi. De plus, il précise que ce rapport doit notamment contenir des recommandations concernant la mise en œuvre de la présente loi et l'actualisation de la mission de l'Agence, de même qu'une évaluation sur l'efficacité et la performance de l'Agence, incluant des mesures d'étalonnage. Il établit par ailleurs le délai à l'intérieur duquel ce rapport doit être déposé à l'Assemblée nationale, à savoir dans les 30 jours suivant le moment où le ministre doit faire

ce rapport au gouvernement ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Disposition finale / 41 L.G.S.E. (L.R.Q., c. G-1.02).

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Ministre responsable.*

201. Le ministre du Revenu est responsable de l'application de la présente loi.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 201 prévoit que le ministre du Revenu est responsable de l'application de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Disposition finale.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.

• *Entrée en vigueur.*

202. La présente loi entre en vigueur le 1er avril 2011, à l'exception :

1° des articles 10, 13, 14 et 194, lorsqu'ils s'appliquent au président du conseil d'administration, des articles 15 et 56, des articles 57 et 58, lorsqu'ils concernent la prise d'un décret par le gouvernement, et des articles 60, 61, 65 et 67, qui entrent en vigueur le 8 décembre 2010 ;

2° des articles 167 à 172 qui entreront en vigueur à la plus tardive du 1er avril 2011 et de la date fixée par le gouvernement pour l'entrée en vigueur, respectivement, des articles 1, 4, 7, 99, 142 et 146 du chapitre 7 des lois de 2010 ;

3° de l'article 173 qui entrera en vigueur, pour chacun des articles du chapitre 7 des lois de 2010 qui y est mentionné, à la plus tardive du 1er avril 2011 et de la date fixée par le gouvernement pour l'entrée en vigueur de chacun de ces articles.

NOTE EXPLICATIVE

L'article 202 fixe au 1er avril 2011 la date d'entrée en vigueur de la présente loi et prévoit des exceptions à l'égard de certains articles qui entreront en vigueur à la date de la sanction de la présente loi.

RÉFÉRENCES

* Réf. : Disposition finale.

* Réf. d.a. : 1er avril 2011.